Nombre de Conseillers
Municipaux en exercice
33

PROCÈS-VERBAL
des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le seize du mois de décembre à dix-neuf heures.

Le conseil municipal de la Ville de Guebwiller était assemblé en session ordinaire, après convocation légale et en nombre valable, sous la présidence de Monsieur le Maire, KLEITZ Francis.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33

Présents :

M. MULLER Claude - Mme GRAWEY Claudine - M. BRAUN Daniel - Mme SCHROEDER Isabelle - M. TOGNI César - Mme DEHESTRU Anne - M. LOSSER Didier - Mme CORNEC Hélène - M. CAUTILLO Dominique - Mme CHRISTMANN Anny - Adjoints au Maire.

M. ROST Jean-Marie - Mme BRENDER-SYDA Josiane - M. REIBEL Claude - Mme BOLLECKER Nathalie - Mme LOTZ Muriel - Mme HEBERLE Laurence - M. ABTEY Olivier - M. DAYA Khalid - M. KELLER Yann – Mme MASSON Dominique - M. SIMLER Guy - Mme WIESSER Perrine - M. FACCHIN Christian - M. MERTZ François - Conseillers Municipaux.

Absents non excusés : M. LATRA Fabrice, Mme PIZZULO Anna, M. STICH Grégory – Conseillers Municipaux

Ont donné procuration :
Mme HASSENFORDER Estelle, Conseillère Municipale à Mme GRAWEY Claudine, Adjointe au Maire
M. PLACET Claude, Conseiller Municipal à M. MULLER Claude, Adjoint au Maire
Mme FRIDMANN-PAWLOW Nathalie, Conseillère Municipale à
Mme CLERGET-BIEHLER Karine, Conseillère Municipale à Mme LOTZ Muriel, Conseillère Municipale
Mme FRANÇOIS-AULLEN Hélène, Conseillère Municipale à M. MERTZ François, Conseiller Municipal

Secrétaire de séance : M. LOSSER Didier

M. le Maire ouvre la séance à 19 heures 00 en saluant Mme CORNEC, Conseillère Régionale, les conseillers municipaux, les collaborateurs des services municipaux présents, les représentants de la presse, les auditeurs et tous ceux qui nous suivent en ligne par Facebook sur Internet.

Décès

- **Daniel BRAUN**, ancien agent de la Ville de Guebwiller et père de Sandrine BRAUN, agent de nettoyage à la Ville de Guebwiller, est décédé le 21 novembre à l'âge de 78 ans.

- **Jean-Luc ULLMANN**, ancien Directeur Général des Services de la Ville de Guebwiller est décédé le 14 décembre à l'âge de 70 ans. Ancien Conseiller Municipal à Lautenbach-Zell il était également très actif dans plusieurs associations guebwilleroises dont Pro-Hugstein, les amis de la Schule ou l'épicerie solidaire.

➢ **Fleurs d'or : remise du prix**
La remise du trophée s'est déroulée mardi 3 décembre à la salle Gaveau de Paris en présence de la Ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat Françoise Gatel.

➢ **Cérémonie de remise des Trophées des collectivités d'Alsace**
Elle s'est tenue le 6 novembre à l'Hôtel d'Alsace de Strasbourg. Organisée par le journal L'Alsace et les DNA, avec la Collectivité européenne d'Alsace, cet événement consacre les initiatives les plus innovantes des communes et des communautés d'agglomérations alsaciennes. La Ville de Guebwiller a obtenu le **Coup de cœur du jury** pour son "écuroduc", un aménagement facilitant le passage des écureuils roux entre les deux parcs municipaux.

➢ **Médaille d'honneur**
Claude Brasseur, créateur du cinéma Le Florival à Guebwiller, s'est vu remettre la médaille d'honneur de l'Assemblée nationale, jeudi soir 14 novembre, par le député Hubert Ott.

➢ **Cérémonie 11 Novembre**
La commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 s'est déroulée, sur deux sites, au cimetière militaire et au monument aux morts. Au monument aux morts, un public assez important a assisté au moment de recueillement au cours duquel Jacky Hautier, sous-préfet de l'arrondissement de Thann-Guebwiller, a donné lecture de l'adresse à la Nation du ministre des Armées et des Anciens combattants

➢ **Commémoration du 5 décembre**
Jeudi 5 décembre, la ville a rendu hommage aux morts pour la France lors de la Guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie. La cérémonie a débuté à 11h au monument aux morts, avec la sonnerie « Garde-à-vous » marquant l'arrivée des officiels.

➢ **Défile de la Saint-Martin**
Près de 300 personnes ont participé au défilé de la Saint-Martin organisé par le service Éducation de la Ville mardi 12 novembre. Accompagnés de leurs parents et munis de belles lanternes fabriquées par leurs soins, les écoliers guebwillerois ont parcouru en cortège la rue de la République, au départ du parvis de l'église Notre-Dame jusqu'à la place de l'Hôtel de Ville.

➢ **Redécouvrir les collections du musée Deck, depuis 1933**
« Musée, qui es-tu ? », tel est le titre donné à la nouvelle exposition qui est présentée depuis samedi 9 novembre au musée Théodore-Deck. De nombreux objets issus des réserves sont exhumés à cette occasion. Traversée de l'histoire de ce musée au fil des années.

- **Foire St-André**

  La foire de Saint-André a connu une belle fréquentation, lundi 2 décembre. Malgré les quelques gouttes tombées en début de matinée, le public s'est déplacé en nombre pour ce temps fort de la vie commerçante locale.

- **Noël Bleu**

  Céleste et les Sélénites, spectacle de rue poétique et onirique, a attiré une assemblée dense sur le parvis de l'église Notre-Dame, samedi 30 novembre, pour le spectacle d'ouverture de l'édition 2024 de Noël Bleu.

- **Opération Boîtes de Noël**

  Le collectif de bénévoles et le Centre communal d'action sociale (CCAS) de la Ville ont accueilli de nouvelles boîtes les 7, 8, 14 et 15 décembre, à la Maison Ritter de Guebwiller. Elles seront par la suite distribuées aux bénéficiaires d'associations du territoire.

- **Les séniors fêtent Noël**

  Le repas des aînés, organisé par le CCAS de la ville, a eu lieu samedi 30 novembre dans la salle de réception de l'Ecomusée d'Ungersheim. Plus de 280 Guebwillerois de plus de 70 ans se sont retrouvés pour partager un repas fourni par le traiteur Royer de Cernay et profiter de l'orchestre Jean Raymond de Colmar.

- **Fête de Noël des enfants de l'Amicale du personnel communal**

  Samedi 7 décembre, a eu lieu la traditionnelle fête de Noël des enfants. Ateliers de décorations de bredalas, d'art floral et jeux en tout genre étaient au rdv.

  Le goûter a été apprécié par petits et grands et le père Noël a gâté tous les enfants.

- **Inauguration de l'éclairage public**

  Mercredi 27 novembre, a eu lieu l'inauguration du passage de l'ensemble de l'éclairage public en Led. Cela a constitué un des chantiers importants à Guebwiller ces dernières années. Sur le plan environnemental, l'empreinte écologique sera diminuée et l'impact lumineux réduit pour la préservation de la biodiversité. Sur le plan sécuritaire, le pilotage de chaque point lumineux permettra de ne pas éteindre l'éclairage en nuit profonde, mais de créer différents scénarios selon les quartiers.

- **Remerciements aux sapeurs-pompiers**

  Samedi 14 décembre, une réception a été organisée en Mairie pour remercier les sapeurs-pompiers de Guebwiller et alentours pour leur intervention efficace lors de l'incendie des friches NSC du 29 août dernier. Un moment de reconnaissance qui a beaucoup touché nos soldats du feu !

ORDRE DU JOUR

- Désignation du secrétaire de séance
- Procès-verbal du 04 novembre 2024

M. le Maire	00	Compte-rendu des décisions prises en vertu de la délégation du CM
M. le Maire	01	Rapport d'activité 2023 de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller
M. TOGNI	02	Acquisition de parcelles de terrain : lieu-dit Nonnental/rue Emile Keller
M. MULLER	03	Ravalement de façade – Attribution de subventions
M. MULLER	04	Concession CITIVIA : Approbation du CRAC 2023
M. MULLER	05	Zéro artificialisation nette
M. BRAUN	06	Taux des impôts locaux 2025
M. BRAUN	07	Droits et tarifs 2025
M. BRAUN	08	AP/CP – Modifications
M. BRAUN	09	Budget général – Budget primitif 2025
M. BRAUN	10	Budget annexe de la réhabilitation des friches – BP 2025
M. BRAUN	11	Budget annexe de la Gendarmerie – BP 2025
M. BRAUN	12	Budget général 2024 – Décision modificative n°1
M. le Maire	13	Projet de rénovation de la salle SG1860 – Convention avec la CeA et le CCAS
M. le Maire	14	Projet de rénovation de la Salle SG1860 – Demande de financements
M. LOSSER	15	Projet de restructuration des infrastructures de Tennis – Convention de financement avec le Tennis Club
Mme CORNEC	16	Projet de rénovation d'une Maison des Solidarités – Demande de financements
M. BRAUN	17	Prise en charge de la taxe foncière de la station de pompage de Linthal
M. TOGNI	18	Désaffectation partielle du presbytère de la paroisse Saint-Léger
Mme GRAWEY	19	Convention de partenariat entre la Ville de Guebwiller et le Collège Mathias Grünewald pour le projet « Parole aux jeunes »
Mme DEHESTRU	20	Vente de tissu au Musée Théodore Deck
Mme GRAWEY	21	Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Alsacien Guebwiller
M. le Maire	22	Attribution d'une subvention exceptionnelle à la « Protezione civile di Castelfiorentino »
M. BRAUN	23	Recensement de la population : Indemnisation des agents recenseurs – enquête familles
M. BRAUN	24	Personnel Communal – Recrutement d'un agent recenseur vacataire
M. BRAUN	25	Personnel Communal – Accord sur l'aménagement du temps de travail
M. BRAUN	26	Personnel Communal – Création de postes permanent
M. CAUTILLO	27	Personnel Communal – Instauration de l'ISFE en faveur des agents du service de Police Municipale

M. BRAUN	28	Personnel Communal – Modalités de compensation des heures supplémentaires effectuées par les fonctionnaires et contractuels de droit public
M. BRAUN	29	Personnel Communal – Rapport Social Unique 2023
M. BRAUN	30	Personnel Communal – Règlement des astreintes et permanences de service
	31	Divers

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 04 NOVEMBRE 2024

Ce procès-verbal a été transmis à l'ensemble du conseil municipal.

Ce dernier a été ensuite déclaré approuvé et signé séance tenante.

Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ADMINISTRATION MUNICIPALE
DÉLÉGATION AU MAIRE
COMPTE-RENDU

Rapporteur : M. Francis KLEITZ, Maire.

Par délibération du 04 juillet 2020, le conseil municipal a donné au maire les délégations d'attributions prévues à l'article 2122-22 du Code général des collectivités territoriales étant précisé par ailleurs qu'il doit rendre compte des décisions prises lors d'une réunion ultérieure de l'assemblée.

En conséquence, le Maire informe le conseil municipal que les décisions suivantes ont été prises depuis la réunion du conseil municipal du 04 novembre 2024.

1. Droit de préemption urbain

Nous avons reçu plusieurs déclarations d'intention d'aliéner pour lesquelles la ville a décidé de ne pas exercer son droit de préemption urbain. Celles-ci concernaient les parcelles suivantes :

N° DIA	Date de réception	Section	Parcelles	Parcelles	Parcelles
108	25/07/2024	13	15	16+17	111/18
112	29/07/2024	7	174/17		
113	31/07/2024	4	295		
114	31/07/2024	4	299/100		
115	31/07/2024	13	20		
116	01/08/2024	11	51		
117	02/08/2024	8	207	210	
118	07/08/2024	8	57		
119	08/08/2024	12	397/31		
120	08/08/2024	9	52/10		
121	14/08/2024	28	157/114	23	24
122	14/08/2024	3	258		
123	16/08/2024	3	313/57	315/57	310/49
124	22/08/2024	6	162	161	
125	22/08/2024	2	185		
126	22/08/2024	1	151		
127	26/08/2024	27	47		
128	26/08/2024	9	96/14		
157	18/10/2024	14	74		
158	18/10/2024	11	280/28		
159	21/10/2024	5	177		
160	21/10/2024	27	134/69	171/71	
161	22/10/2024	6	30	29	
162	23/10/2024	9	96/14		
163	23/10/2024	12	403/31		
164	23/10/2024	12	403/31		
165	25/10/2024	3	265-260-262	263-264	270-271
167	29/10/2024	29	65		

168 169 170 171	29/10/2024 29/10/2024 22/10/2024 31/10/2024	5 4 4	319 286 295		

2. Attributions de marchés

Marché de travaux

OBJET	Titulaire	Montants €
Aménagement du parking Freyhof	STP MADER 7 rue de la Plaine 68500 GUEBWILLER	91 647,00 € HT
Rénovation thermique de la salle 1860	Lot 1 Echafaudage FREGONESE 6 rue Desaix 67450 MUNDOLSHEIM	43 525,00 € HT
	Lot 2 Isolation toiture : Infructueux	
	Lot 3 Isolation plancher : Infructueux	
	Lot 4 Menuiserie extérieure bois SOREBA 33 rue de l'Abattoir 68150 RIBEAUVILLE	230 597,50 € HT
	Lot 5 Menuiserie intérieure – Escalier SIBOLD SUCCESSEURS 8 rue Dîte Neuweg 67450 MUNDOLSHEIM	17 137,26 € HT
	Lot 6 Electricité ELECTRICITE DU RHIN 3 rue des Vosges 68540 BOLLWILLER	10 611,00 € HT
	Lot 7 Ravalement de façades PASSIFLORA 6 Chemin Noir 68500 GUEBWILLER	22 766,00 € HT

Marché de services

OBJET	Titulaire	Montants €
Nettoyage des bâtiments communaux A compter du 1er septembre 2024 jusqu'au 31 août 2025 Renouvelable 2 fois	SAMSIC 164b rue du Ladhof 68000 COLMAR	60 422,66 € HT/an

3. <u>Avenant au marchés</u>

Marché de travaux

<u>MAISON DES SOLIDARITES</u>

Lot 1 Démolition - Curage
Attributaire :
Entreprise : ACTION SCIAGE, 9 impasse des Crêtes 68270 WITTENHEIM
Marché initial : 28 922,30 € HT
Avenant n° 1 – montant : - 967 ;50 € HT
Nouveau montant du marché : 27 954,80 € HT

L'avenant a pour objet des travaux non réalises prévus dans le marché de base et des travaux complémentaires notamment la démolition de plafond en lattis et de cloison porteuse.

Lot 3 Couverture – Zinguerie
Attributaire :
Entreprise : ILTIS HUG, 25 rue de l'Europe 68700 CERNAY
Marché initial : 17 176,33 € HT
Avenant n° 1 – montant : 8 242,49 € HT
Nouveau montant du marché : 25 428,49 € HT

L'avenant a pour objet des travaux complémentaire de la révision de la toiture ainsi que l'habillage de la face des planches sur le mur pignon en tôle prélaquée.

Lot 4 Serrurerie
Attributaire :
Entreprise : BOEHRER, 13 rue de l'Industrie 68150 RIBEAUVILLE
Marché initial : 21 900,00 € HT
Avenant n° 1 – montant : 1 554,00 € HT
Nouveau montant du marché : 23 454,00 € HT

L'avenant a pour objet des travaux de confection et de pose d'un portillon pour l'accès escalier.

Marché de maîtrise d'œuvre

DEMOLITION-DESAMIANTE-DEPOLLUTION FRICHES NSC

Attributaire :
Entreprise : BEREST LORRAINE, 8 rue du Luxembourg 57370 PHALSBOURG
Marché initial : 173 267,90 € HT
Avenant n° 1 – montant : 14 065,00 € HT
Nouveau montant du marché : 187 332,90 € HT

L'avenant a pour objet de fixer la rémunération complémentaire qui comprend :

- La gestion et le suivi des travaux du lot 1 :

1. Les réunions en mairies :
    a. Le 29/01/2024 : Réunion publique : 1 j ;
    b. Le 25/04/2024 : Commission des finances : 1 j ;
    c. Le 10/09/2024 : Réunion avec NSC : 0,5 j ;
    d. Le 160/9/2024 : Commission des finances : 0,5 j.

2. La prolongation des délais de travaux :
    a. Prévu initialement : 30 semaines (TF + TO1) ;
    b. Suivi réel : +7 semaines, soit 7 j.

3. Gestions des avenants : 3 j.

- La gestion et le suivi des travaux du lot 1 (liés à la pollution des matériaux de démolition) et du lot 2.

BEREST LORRAINE : 9 100,00 euros HT soit 13 jours à 700 € HT/jours

ENVIREAUSOL : 4 965,00 euros HT

Soit un montant total de 14 065,00 euros HT

Le conseil municipal après l'exposé :

PREND acte du compte-rendu considéré ci-dessus.

N° 01 - 12/2024

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER

Rapporteur : M. Francis KLEITZ, Maire.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires générales, en date du 09 décembre 2024.

L'article L.5211-39 du code général des collectivités territoriales fait obligation au Président d'un EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) d'adresser chaque année avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Ce rapport doit faire l'objet d'une communication en séance publique du conseil municipal, au cours de laquelle les conseillers de la commune au conseil de communauté sont entendus.

L'édition relative à l'exercice 2023 est divisée en 4 rapports :

- un rapport sur le service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés qui vient assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public.
- un rapport sur le service public d'assainissement qui vient assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public.
- un rapport sur le service public de fourniture d'eau potable qui vient assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public.
- un rapport sur les activités générales de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller par compétence et service.

Le conseil municipal, après l'exposé :

PREND **connaissance du rapport d'activités 2023 de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller ci-annexé.**

N°02 - 12/2024

ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRAIN : LIEU-DIT NONNENTAL/RUE ÉMILE KELLER

Rapporteur : M. César TOGNI, adjoint au maire délégué à la gestion, à l'entretien et à l'amélioration du patrimoine bâti et non bâti de la ville.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

Les Consorts GOTHSCHECK sont propriétaires d'un terrain de construction sis Lieu-dit Nonnental/rue Émile Keller, cadastré section 26, parcelles 487/39 et 491/51, respectivement d'une surface de 3,67 ares et 3,07 ares. Dans le cadre de la vente de ce bien, la Ville de Guebwiller aurait l'opportunité de se porter acquéreur d'une partie des parcelles constituant ce terrain en vue d'élargir un cheminement piéton existant reliant les rues Théodore Wilt et du Lion, ces dernières étant actuellement en impasse. Cette opportunité permettrait de créer une liaison douce entre ces 2 voies, mais également en cas de nécessité de pouvoir désenclaver la rue Théodore Wilt (accès travaux, secours)

Pour ce faire des contacts ont été pris dans ce sens avec les intéressés afin de convenir à la fois d'un prix de cession et de l'établissement d'un procès-verbal d'arpentage. Un accord a pu être trouvé dans ce sens avec un prix de cession de 8000 € et la réalisation d'un arpentage avec la création de 2 nouvelles parcelles à reverser dans le domaine public cadastrées section 26, parcelles 496/39 et 499/51 d'une contenance pour la 1ère de 0,13 ares et pour la seconde de 0,41 ares.

Il est à noter et ce conformément aux dispositions réglementaires en vigueur depuis le 1er janvier 2017, que cette opération ne relève d'une saisine du Domaine, le prix d'acquisition étant inférieur au seuil de consultation.

Cette vente interviendra par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE l'acquisition des parcelles suivantes, sises en section 26 du ban communal :

Parcelle	Contenance	Cédants
496/39	0,13 ca	M. BOURGIN Bruno et son épouse Mme Bernadette née GOTHSCHECK – 78220 VIROFLAY pour 1/3 ; Mme SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK – D 53332 BORNHEIM pour 1/3 ; Mme PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK pour 1/3 – LAC SIMON – Québec.
499/51	0,41 ca	M. BOURGIN Bruno et son épouse Mme Bernadette née GOTHSCHECK – 78220 VIROFLAY pour 1/3 ; Mme SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK – D 53332 BORNHEIM pour 1/3 ; Mme PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK pour 1/3 – LAC SIMON – Québec.

M. MERTZ dit que son groupe va voter « pour » mais qu'ils vont rester vigilants sur le fait que ce tronçon étroit reste une voie douce et un accès pour les secours et que cela ne devienne pas une desserte alternative pour contrer le sens unique de la rue de Madame Adolphe.

M. le Maire répond que ce sera peut-être provisoirement le cas pendant les travaux mais pas sur le long terme. Il n'est pas très favorable à cette idée.

M. TOGNI répond que la largeur ne serait pas requise pour faire une véritable voie. Celle-ci restera en l'état, à savoir piétons et vélos.

APPROUVE **les conditions particulières suivantes :**

- **l'acquisition est consentie moyennant un prix forfaitaire de 8 000 € ;**
- **les frais, droits, émoluments comme le PVA sont à la charge de l'acquéreur**

CHARGE **l'Étude Notariale Fabrice PIN & Catherine JOURDAIN, Notaires à SOULTZ (Haut-Rhin), de l'établissement de l'acte correspondant ;**

AUTORISE **Monsieur le Maire ou à défaut en cas d'empêchement, l'un de ses adjoints à accomplir toutes les formalités s'y rapportant et signer l'acte authentique.**

DIT QUE **la dépense sera imputée au chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations » du budget principal 2025.**



Croquis Sans Echelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

Commune	GUEBWILLER	
Adresse	Rue Emile KELLER ; Nonnental	
Code commune	Préfixe	Section
68112	000	26
Parcelles mères		
487, 491		
Géomètre-expert/Pers. agréée	Identifiant	n° dossier
JUNG Marc	04638	2024-182

n° croquis	
1613	
Feuille	
Numéro	Total
1	1

TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS

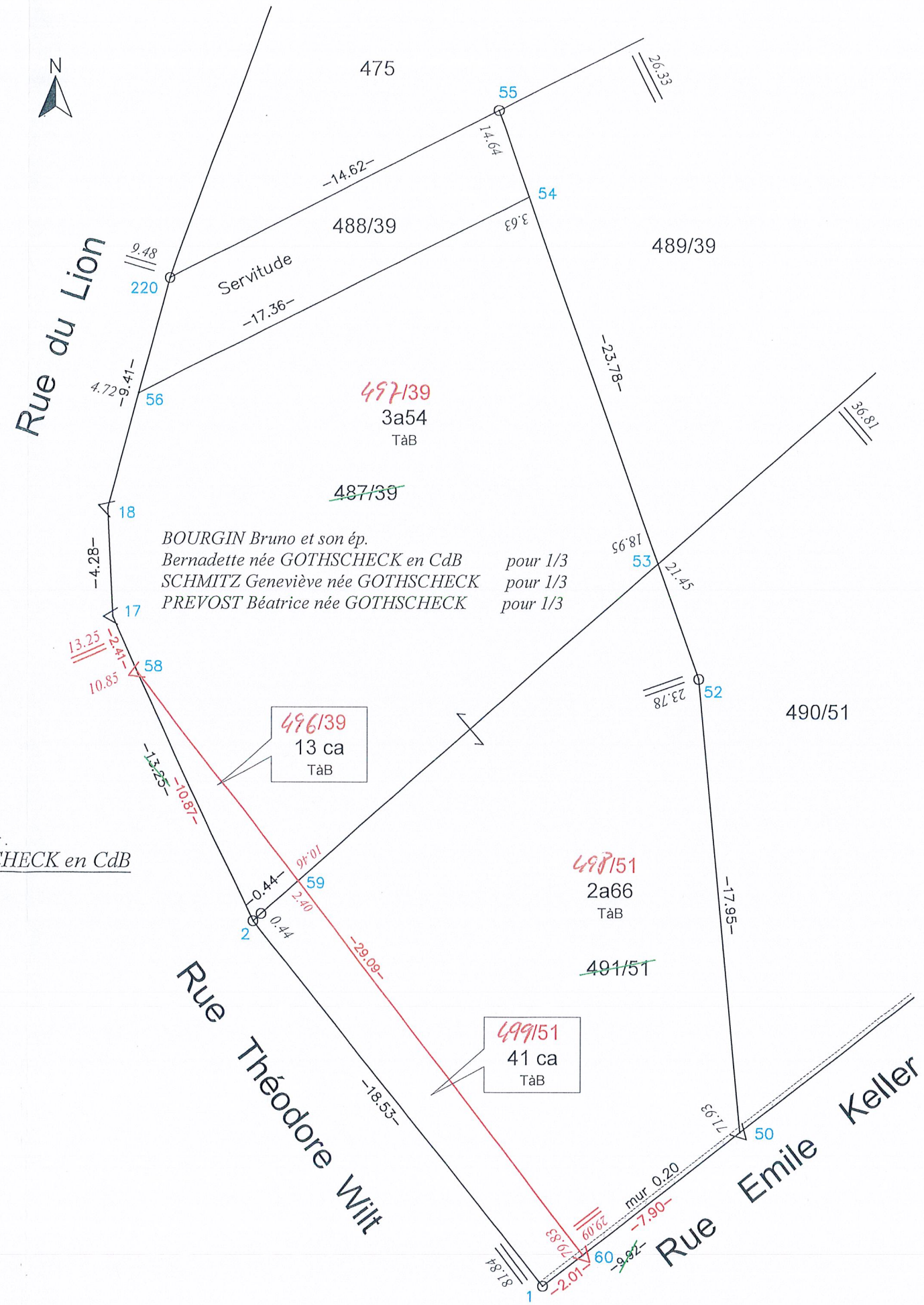
Commune :

Croquis n° :.....

Croquis précédents utilisés n° : 1606 *Feuille d'origine : 2/7*

N° Point (s)	POINTS TROUVES SUR LE TERRAIN									Observations
	Matérialisation							Points de calage		
	Borne		Boulon		Croix		Autres			
	Industrielle	Minérale	Boulon	Clou	Gravée	Ecrit-métal	(à préciser)	Retenus	Ignorés	
1, 2		x						x		
17, 18, 50, 220			x					x		
52, 55	x							x		

Coordonnées RGF93CC48 natives		
N°	X	Y
1	2013811.97	7198516.38
2	2013800.33	7198530.75
17	2013794.70	7198542.77
18	2013794.49	7198547.05
50	2013819.81	7198522.46
52	2013818.10	7198540.33
55	2013810.09	7198562.71
58	2013795.72	7198540.59
59	2013802.13	7198532.33
60	2013813.56	7198517.62
220	2013797.05	7198556.10



Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis
le : *16 septembre 2024*

Marc JUNG
Géomètre-Expert D.P.L.G./OGE 4638
101 rue Théodore Deck
68500 GUEBWILLER

La nouvelle limite est reconnue exacte par le(s) propriétaire(s) soussigné(s) qui demande(nt) la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.
Le(s) propriétaire(s) soussigné(s)autorise (nt) la publication du présent document aux portails www.geofoncier.fr et www.Cadastre-Alsace-Moselle.fr .

BOURGIN Bruno et son ép. Bernadette née GOTHSCHECK en CdB

SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK

PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS — CADASTRE ET LIVRE FONCIER

Département
HAUT-RHIN
Commune
GUEBWILLER
Tribunal d'Instance
GUEBWILLER
Date de dépôt

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application
de la loi du 31 Mars 1884 applicable
dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
1613

Section 26 Numéros 487/39; 491/51

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Guebwiller, le 16 septembre 2024

Le géomètre-expert

Marc JUNG
Géomètre-Expert D.P.L.G./OGE 4068
101 rue Théodore Deck
68500 GUEBWILLER

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A COLMAR, le 25 Octobre 2024

P/O L'Inspecteur

POLE TOPOGRAPHIQUE
DE GESTION CADASTRALE
Cité Administrative - Bât. J
68026 COLMAR CEDEX
Tél. : 06.25.27.90.92

Michèle SCHNEIDER
Géomètre Cadastreur
des Finances Publiques

2024-182

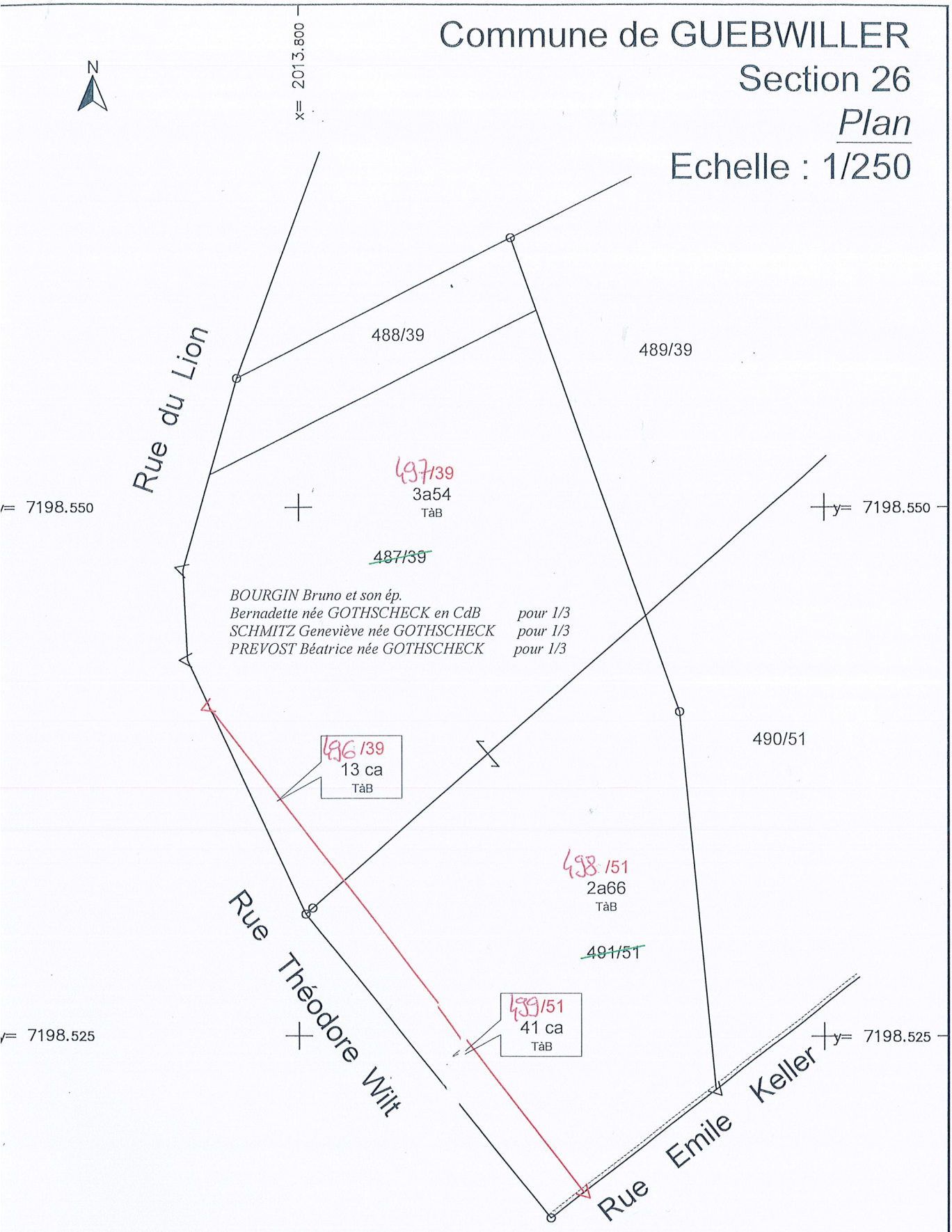
SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro Parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
26	487			BOURGIN Bruno (11/10/1952) et son ép. Bernadette née GOTHSCHECK (22/08/1950) en CdB pour 1/3 49, rue des Fleurs - 78220 VIROFLAY SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK pour 1/3 12 Frankfurterstrasse - 532223 BORNHEIM-ALLEMAGNE PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK pour 1/3 643, chemin de la presqu'île-JOV1E0-Lac Simon-QUEBEC		3	67	Pré
	39							
				Total		3	67	
26	491			BOURGIN Bruno (11/10/1952) et son ép. Bernadette née GOTHSCHECK (22/08/1950) en CdB pour 1/3 49, rue des Fleurs - 78220 VIROFLAY SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK pour 1/3 12 Frankfurterstrasse - 532223 BORNHEIM-ALLEMAGNE PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK pour 1/3 643, chemin de la presqu'île-JOV1E0-Lac Simon-QUEBEC		3	07	Pré
	51							
				Total		3	07	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro Parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
7	8	9		10	11			12
				Lieu-dit : Nonnental				
26	496			Comme colonne 4			13	Terrain
	39							
26	497			idem		3	54	Terrain
	39							
				Total		3	67	
				Lieu-dit : Rue Emile KELLER				
26	498			Comme colonne 4		2	66	Terrain
	51							
26	499			idem			41	Terrain
	51							
				Total		3	07	

Commune de GUEBWILLER
Section 26
Plan
Echelle : 1/250



BOURGIN Bruno et son ép. Bernadette née GOTHSCHECK en CdB

SCHMITZ Geneviève née GOTHSCHECK

PREVOST Béatrice née GOTHSCHECK

R.2024-182

N°03 - 12/2024

RAVALEMENT DE FAÇADES
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Rapporteur : M. Claude MULLER, 1er adjoint au maire délégué au développement durable du territoire, à l'urbanisme et au commerce.

Dossier présenté le 28 novembre 2024 à la Commission du Développement Durable, de l'Urbanisme et du Commerce.

Le conseil municipal a décidé de lancer, par délibération n°18-06/2019, une campagne de ravalement obligatoire des façades.
Afin de rendre ce dispositif le plus efficace, il a en outre approuvé le versement de subventions à destination des propriétaires des bâtiments ravalés et défini les critères d'éligibilité et les montants maximums de subventions possibles selon la nature des bâtiments. Par délibération du 23 mai 2022, le taux de subvention de 30 % a été prolongé jusqu'au 20 juin 2023.

A ce jour :

- 79 demandes de subvention ont été déposées.
- 6 subventions ont été versées en 2020 pour un montant total de 23 654,16 €.
- 11 subventions ont été versées en 2021 pour un montant total de 78 366,63 €.
- 10 subventions ont été versées en 2022 pour un montant total de 69 463,61 €.
- 13 subventions ont été versées en 2023 pour un montant total de 40 726,24 €.
- 6 subventions ont été versées en 2024 pour un montant total de 30 022,07 €.

Proposition de versement de subventions pour les derniers travaux réalisés :

NOM	Adresse des travaux	Dossier autorisation d'urbanisme	Date validation DP	Date dépôt demande de subvention	Montant travaux subventionnables TTC	Surface de façade concernée	Taux de subvention applicable	Participation Ville	Ratio €/m² Subvention / surface façade
BISCHOFF	39 rue de la République	2300108	04/01/2024	06/10/2023	5 269,32 €	77,24	20%	1 053,87 €	13,65

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

DECIDE **l'attribution d'une subvention de 1 053,87 € à Monsieur BISCHOFF Joseph pour les travaux réalisés au 39 rue de la République.**

VILLE DE GUEBWILLER – CONSEIL MUNICIPAL – SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2024

POINT - RAVALEMENT DE FAÇADES



39 rue de la République

N°04 - 12/2024

CONCESSION CITIVIA
APPROBATION DU CRAC 2023

Rapporteur : M. Claude MULLER, 1er adjoint au maire délégué au développement durable du territoire, à l'urbanisme et au commerce.

Le sujet a été présenté à la Commission Développement Durable, Urbanisme et Commerces, le 28 novembre 2024.

Le projet de reconversion du site Carto-Rhin en centre-ville a pour objet de transformer une friche industrielle et des bâtiments vétustes.
Le nouvel aménagement permettra de proposer des espaces publics qualitatifs en donnant plus de place aux piétons et dégager du foncier pour du logement et des activités. Dans ce cadre, la Ville de Guebwiller, par délibération du 5 avril 2017, a confié une concession d'aménagement à la SPL CITIVIA.

Conformément aux articles L.1523-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 300-5 et suivants du Code de l'Urbanisme, CITIVIA soumet à l'approbation du Conseil municipal le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération. Par délibérations du 20 juin 2019, du 28 septembre 2020, du 28 septembre 2021, du 12 décembre 2022 et du 11 décembre 2023 la Ville de Guebwiller a approuvé respectivement les CRAC 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022. Le présent rapport a pour objet l'approbation du CRAC 2023.

En 2023, les études suivantes ont été réalisées :

- Démarrage de l'étude de projet sur les travaux côté rue des Remparts
- Dépôts de 2 permis d'aménager modificatif
- Géomètre (Divisions des parcelles et des volumes)

Les travaux suivants ont également été réalisés :

- Les travaux d'aménagement de la phase 2 soit l'aire de jeux et la liaison piétonne entre la synagogue et la rue de la République ont été réceptionnés avec réserves en avril 2023.
- La préparation du chantier de démolition de la maison située 11 rue Jules Grosjean a débuté au dernier trimestre 2023.

Le CRAC 2023, prend ainsi en compte les évolutions suivantes :

(En k€ HT)	CRAC Bilan 31.12. 2022	Variations	CRAC Bilan 31.12. 2023
PRODUITS	**4484**		**4605**
Cessions	627	Inchangé	627
Subventions Région à CITIVIA	375	Inchangé	375
Subvention Etat à Ville de Guebwiller à reverser à CITIVIA	400	+ 28K€ Subvention DSIL 2024 : 28 K€ Subvention DSIL 2022 : 129 K€ (rue de la République - rue Jules Grosjean)	428

		FSIL 2016 : 107 K€ (démolition ancien cinéma) DSIL 2019 : 164 K€ (démolition 6 bâtiments)	
Participation Ville	3082	+ 89 K€ Correspondant à l'augmentation des coûts des travaux et des aléas du contentieux avec le cinéma	3171
CHARGES	**4484**		**4605**
Études et Honoraires	395	+ 21 K€ Le contentieux avec le cinéma a nécessité des études supplémentaires (modifications du projet) et engendré des frais supplémentaires (avocat)	412
Maîtrise des sols	310	Inchangé	310
Travaux	3259	+ 148 K€ HT Révision des travaux secteur Est (Phase 2) (coté aire de jeux Synagogue) Réévaluation de l'estimatif des travaux du secteur Ouest (Phase 3) NB : 50 K€ HT d'aléas	3406
Rémunération et frais divers	523	- 46 K€ HT Réévaluation des frais financiers prévisionnels	477

Pour le CRAC 2023, la participation de la Ville de Guebwiller comprendra à terme les subventions de l'Etat à reverser à la SPL CITIVIA, soit 3 599 K€.

Ce qui se traduit annuellement par les montants cumulés de participation suivants en HT : 400 K€ en 2023, 518 K€ en 2024, 470 K€ en 2025, 370 K€ en 2026, 341 K€ en 2027.

M. FACCHIN demande si le parking Freyhof sera réservé au cinéma ou si d'autres personnes pourront s'y garer.

M. MULLER répond que le parking Freyhof sera refait et que quinze places pourront être utilisées par le cinéma en soirée et le week-end.

M. FACCHIN demande comment la réservation de ces quinze places aura lieu ?

M. MULLER répond que ce sera une zone bleue de 2h30.

M. FACCHIN demande quel est le taux de commercialisation attendu par le porteur de projet pour démarrer les travaux de construction ?

M. MULLER répond que les travaux commencent en janvier et qu'il y a de la demande.

M. le Maire répond que beaucoup de promoteurs immobiliers sont en difficultés. Et que nous verrons donc si ce projet est attractif pour eux. Il dit que c'est une bonne chose que cette troisième phase soit engagée et qu'il espère qu'elle arrivera rapidement à son terme.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30

F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le Compte Rendu Annuel à la Collectivités (CRAC) 2023 de l'opération d'aménagement Carto-Rhin présenté par la SPL CITIVIA ;**

APPROUVE **la participation d'équilibre complémentaire de 3 171 K€, portant le total de la participation compris subventions de l'État à 3 599 K€ ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant, à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.**

N°05 - 12/2024

URBANISME
ZERO ARTIFICIALISATION NETTE (ZAN) DES SOLS

Rapporteur : M. Claude MULLER, 1er adjoint au maire délégué au développement durable du territoire, à l'urbanisme et au commerce.

Dossier présenté à la Commission Développement Durable, Urbanisme et Commerces le 28 novembre 2024.

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique dite loi « Climat et résilience », complétée par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023,
Vu le décret N° 2023-1096 du 27 novembre 2023 et notamment son article 3 relatif au contenu du rapport à établir,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2231-1 et R.2231-1,
Vu le code de l'Urbanisme et notamment son article L.102-2-1,

La Loi Climat et Résilience, adoptée en 2021, a fixé à la France d'atteindre la « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) des sols à l'horizon 2050. Pour concrétiser cette ambition par étapes, l'article 194 de la loi « Climat et Résilience » fixe un objectif intermédiaire : réduire de moitié la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

Les conséquences de l'artificialisation sont écologiques (déclin de la biodiversité, aggravation du risque d'inondation par ruissellement, limitation du stockage du carbone dans les sols) mais aussi socio-économiques (augmentation des coûts pour les collectivités pour les équipements publics, augmentation des temps de déplacement des habitants, augmentation de la facture énergétique des ménages).

La Loi Climat et Résilience vise donc à limiter la conversion d'espaces naturels agricoles ou forestiers (ENAF), en espaces urbanisés, en fixant un calendrier progressif de réduction de l'artificialisation.
Cet objectif est à décliner dans les documents de planification et d'urbanisme (SRADDET, SCOT, PLUI, PLU/Cartes communales).

Le bilan de consommation d'espaces NAF est défini comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné », à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme. A partir de 2031, l'artificialisation nette des sols sera définie comme « le solde de l'artificialisation et de la désartificialisation des sols constatés sur un périmètre et sur une période donnés ». (article L.101-2-1 du code de l'urbanisme).

<u>Le rapport local de suivi de l'artificialisation des sols à établir :</u>

L'ensemble des collectivités territoriales est concerné par la poursuite des objectifs de la loi « Climat et Résilience ». Par conséquent, les stratégies d'évolutions des territoires doivent désormais inclure une attention particulière à la sobriété foncière.

Elle doit être prise en compte dans l'ensemble des politiques publiques : le foncier est reconnu comme une ressource limitée, qui doit être répartie entre les différentes vocations possibles (logements, services publics, activités, agriculture, nature).

Dans le cadre de cet objectif et comme le prévoit l'article L.2231-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commune doit produire et adopter en Conseil Municipal un rapport local de suivi de l'artificialisation des sols trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit fin d'année 2024.

Ce premier rapport porte sur la période 2021-2023. Il est présenté en annexe de la présente délibération. Ce rapport doit être présenté à l'organe délibérant, faire l'objet d'un débat et d'une délibération du conseil municipal et de mesures de publicité. Le rapport est transmis dans un délai de quinze jours suivant sa publication aux préfets de Région et de Département, aux présidents du Conseil régional et de l'EPCI dont la commune est membre ainsi qu'aux observatoires locaux de l'habitat et du foncier.

Pour ce premier rapport seul l'indicateur 1 est obligatoire :

- La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimés en nombre d'hectares, le cas échéant en la différenciant entre les types d'espaces, et en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert. Sur le même territoire, le rapport peut préciser également la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une renaturation.

A partir de 2031, trois autres indicateurs devront également figurer au rapport :

- Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées
- Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables.
- L'évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme.

Le rapport joint à la présente délibération a été établi à partir des fichiers fonciers (cadastre DGFIP 2024, GPU 2024, DDT68, Sitadel 04/2024, BDOCS GE2 2021 DataGrandEst, Ortho2021 DataGrandEst), produit par l'ADAUHR et mis à disposition par l'Etat.

La présentation de ce rapport est l'occasion de porter le sujet de la sobriété foncière et de l'artificialisation dans le débat public local, de présenter la trajectoire en cours et de déduire collectivement le positionnement de Guebwiller par rapport à cet objectif.
Ce rapport doit ensuite être à nouveau produit à minima tous les trois ans afin de mesurer et suivre la trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols sur le territoire.

Débat :

Compte tenu des éléments précités, M. Muller, 1er adjoint présente le rapport (ci-annexé) :

En préambule il y a lieu de repréciser que les données concernent tous les changements de destination concernant l'utilisation du sol, comprenant donc les constructions en zones urbanisées et en extensions urbaines.
Synthèse des éléments principaux du rapport :

- La commune de Guebwiller a donc consommé 1,6 hectare en densification dans l'enveloppe urbaine bâtie entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2023 soit 0.17% du territoire (962 ha).
- 0,8 hectare dans les dents creuses de moins de 25 ares, 0,4 hectare dans les dents creuses de plus de 25 ares et 0,4 hectare en extension, en dehors de l'enveloppe urbaine bâtie dans les autres zones constructibles.

L'article 4 du décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols précise que : « Pendant la première période de dix années prévue au 1° du III de l'article 194 de la loi du 22 août 2021 susvisée, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents pour réaliser le rapport mentionné à l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales ne sont tenus de renseigner ni l'indicateur et les données prévus aux 2° et 3° de l'article R. 2231-1 du même code, ni ceux prévus au 4° du même article relatifs à l'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif ».
Les principales raisons des évolutions observées pour la période 2021-2023 sur tout ou partie du territoire concerné sont l'impact des décisions prises en matière d'aménagement tel que la reconversion des friches industrielles (Carto-Rhin : démolition reconstruction, les friches Nicolas Schlumberger : démolition reconstruction et réhabilitation) ou encore la réhabilitation de bâtiment industriel (Le Louvre). La Ville de Guebwiller promeut la densification urbaine et la sobriété foncière au niveau de sa politique d'aménagement du territoire et de planification urbaine. Guebwiller cherche également à encourager l'aménagement des dents creuses dans le secteur du logement (en milieu dense et résidentiel). L'aménagement des lots de lotissements est en cours concernant plusieurs zones d'extension foncière prévue au Plan Local d'Urbanisme : secteur Mannberg, secteur Schimberg, rue du Général de Gaulle, secteur Peternit).

A partir de ce rapport et de la présentation de Mr Muller, 1er adjoint, le conseil municipal formule les observations suivantes :

M. FACCHIN dit qu'il y a plusieurs manières d'interpréter la loi ZAN. La loi pose des limites, nous n'avons pas pour obligation d'atteindre les 50% mais de ne pas les dépasser. Il dit que ce qui le dérange dans cette présentation c'est qu'il s'agit toujours d'extension du Schimberg, Mannberg et Peternit. Il demande de quand date le permis d'aménager du Schimberg car il devrait être affiché et ce n'est pas le cas. Il demande si celui-ci a été renouvelé car il n'y a toujours rien de construit à ce jour, exceptés les travaux de terrassement.

M. MULLER répond qu'il a bien dit que la limite était de 50% et que nous ne pouvons donc être au-dessus. Concernant le permis d'aménager du Schimberg, celui-ci a été délivré il y a environ 3 ans. A ce jour nous sommes dans l'attente de permis de construire individuels, mais il y a des problèmes de commercialisation.
Il dit qu'il y a un rapport d'huissier pour prouver l'affichage du permis d'aménager.

M. le Maire précise que celui-ci a été vandalisé à plusieurs reprises.

M. TOGNI dit que celui-ci n'a plus lieu d'être affiché car l'aménagement et les travaux ont été réalisés dans leur totalité.

M. FACCHIN souhaiterait connaitre sa date d'affichage. Il dit que tous ces projets sont des extensions qui les gênent au niveau de l'artificialisation et qu'ils n'approuveront donc pas ce document.

M. le Maire répond que le conseil municipal ne doit pas approuver des extensions mais un rapport.

M. FACCHIN répond qu'il peut très bien ne pas l'approuver puisque ces extensions sont mentionnées dans le rapport.

M. le Maire dit ne pas comprendre leur position. Le rapport rend compte de ce qui a été réalisé, on ne demande pas l'autorisation de faire ou de ne pas faire, c'est cela l'objectif du rapport.

M. MULLER dit que la loi demande de faire un rapport de tout ce qui a été fait. Aujourd'hui nous ne pouvons pas le comparer entre 2011 et 2021 car le mode de calcul n'a pas encore été arrêté, il le sera en 2031. A ce moment-là nous pourrons faire la comparaison entre 2011-2021 et 2021-2031 et après nous pourrons voir si nous sommes en-dessous ou au-dessus des 50%.

M. le Maire dit que nous parlons de 1,6 hectares dont une bonne partie est dans les dents creuses. Nous avons un développement tout à fait raisonnable de l'urbanisme sur notre territoire.

M. MULLER dit qu'on nous a demandé en priorité, de nous occuper des dents creuses, des friches, de la ceinture urbaine et de ne pas faire d'extensions, ce que nous avons respecté. Il dit que concernant le Mannberg et le Schimberg il ne s'agit pas d'extensions mais que cela fait partie de la ceinture urbaine.

M. le Maire dit que pour le projet « Haut du Peternit » il y a un certain consensus qui est en train de se développer disant qu'il serait bien que cela se fasse, car il y a une maison un peu isolée, par rapport aux accès, pour qui cela pourrait être bénéfique, à travers le lotissement qui serait d'une quinzaine de maisons.

M. SIMLER dit qu'une dent creuse n'est rien d'autre qu'un espace non construit entouré d'espace construit. Il demande à M. le Maire où est écrit qu'il faut impérativement transformer des dents creuses, qui ont des côtés positifs, en zones construites.

M. le Maire répond que c'est la politique des services de l'Etat qui est de dire qu'il ne faut pas faire d'extension tant qu'il y a des dents creuses qui peuvent être urbanisées.

M. MULLER répond que dans la loi, il est défini ce qu'est une dent creuse. Lorsqu'on est autour d'un bâti et inférieur à 25 ares nous ne sommes pas dans une dent creuse, cela fait partie du bâti. Au-delà de 25 ares ce sont des dents creuses. Nous comptons simplement ce qui a été bâti dans ces dents creuses aujourd'hui et c'est ce qui figure dans le rapport.

M. le Maire dit qu'il est pour un développement raisonné, la ville de Guebwiller ne suit pas une politique effrénée d'extension, ce n'est pas du tout son souhait. Dans le cadre du PLUi nous avons plutôt reclassé certaines zones pour préserver la culture de proximité.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 25
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / L. HEBERLE / D. MASSON

Voix Contre : 5
C. FACCHIN / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le rapport triennal de bilan de l'artificialisation des sols 2021-2023 annexé à la présente délibération ;**

AUTORISE **M. le Maire, ou son représentant, à transmettre cette délibération et son annexe, dans un délai de 15 jours, au Préfet de Région Grand-Est, au Préfet du Haut-Rhin, au Président de la Région Grand-Est, au Président de la CCRG et au Président du Scot Rhin-Vignoble Grand Ballon.**

Commune de Guebwiller

Rapport local de bilan triennal du « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) des sols

2021-2023

Conseil municipal du 16 décembre 2024

Introduction

Le présent rapport est établi en date du 16/12/2024.
Il répond à la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021 et à l'article R. 2231-1 du code général des collectivités territoriales.

1- Contexte du « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) et modalités de mise en œuvre du bilan triennal

A) Mise en œuvre du ZAN à l'horizon 2050 : les attendues de la loi « Climat et résilience »

La Loi Climat et Résilience, adoptée en 2021, a fixé à la France d'atteindre la « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN) des sols à l'horizon 2050. Pour concrétiser cette ambition par étapes, l'article 194 de la loi « Climat et Résilience » fixe un objectif intermédiaire : réduire de moitié la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

Dans le cadre de cet objectif et comme le prévoit l'article L.2231-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commune doit produire et adopter en Conseil Municipal **un rapport local de suivi de l'artificialisation des sols trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit fin d'année 2024**.

La loi définit deux notions proches mais qui ne doivent pas être confondues, à savoir l'artificialisation et la consommation d'espaces.

L'artificialisation est définie dans l'article 192 de la loi Climat et Résilience comme « l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage ». L'artificialisation des sols sera l'outil de mesure adopté pour la seconde période de 2031 à 2050.

L'annexe à l'article R.101-1 du Code de l'Urbanisme prévoit une nomenclature des espaces considérés comme artificialisés ou non. Cette nomenclature ne s'applique pas pour les objectifs de la première tranche de dix ans prévue (2021-2031) à l'article 194 de la même loi : pendant cette période transitoire, les objectifs porteront **uniquement sur la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF).** Cette nomenclature n'a pas non plus vocation à s'appliquer au niveau d'un projet, pour lequel l'artificialisation induite est appréciée au regard de l'altération durable des fonctions écologiques ainsi que le potentiel agronomique du sol.

ANNEXE À L'ARTICLE R. 101-1 DU CODE DE L'URBANISME

Catégories de surfaces		Seuil de référence (*)
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).	Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).	
	4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**).	
	5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.	
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace.	
	7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).	
	8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.	
	9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.	
	10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.	

B) Suivi de la consommation d'espace et mise en œuvre du bilan triennal

Par ce rapport et tel que le prévoit l'article R2231-1 du CGCT par application de l'alinéa 1°, la Ville de Guebwiller a souhaité rendre compte de la consommation des ENAF, exprimée en nombre d'hectares et en pourcentage notamment au regard de la superficie du territoire communal ainsi que la différenciation entre les types d'espaces consommés (au regard du contexte territoriale et réglementaire les alinéas 2°, 3° et 4° sont exclus).

L'article 4 du décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols précise que : « Pendant la première période de dix années prévue au 1° du III de l'article 194 de la loi du 22 août 2021 susvisée, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents pour réaliser le rapport mentionné à l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales ne sont tenus de renseigner ni l'indicateur et les données prévus aux 2° et 3° de l'article R. 2231-1 du même code, ni ceux prévus au 4° du même article relatifs à l'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif ».

Les raisons des évolutions observées sur tout ou partie du territoire communal, notamment l'impact des décisions prises en matière d'aménagement et d'urbanisme sont exposées dans la seconde partie du rapport.

Ce rapport a donné lieu à un débat au sein du conseil municipal le 16 décembre 2024. Le présent rapport et l'avis du conseil municipal (délibération) font l'objet d'une publication par affichage (article L2131-1 du CGCT) et sur le site internet de la commune, et sont transmis au contrôle de légalité.

Dans un délai de 15 jours à compter de leur publication, ils sont transmis au Préfet de la Région Grand-Est, au Préfet du Haut-Rhin, au Président de la Région Grand-Est, au Président de la CCRG et au Président du Scot Rhin-Vignoble Grand Ballon.

La Commune de Guebwiller utilise les données produites localement par l'Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin – Agence Technique Départementale Alsace (ADAUHR-ATD) (source des données : cadastre DGFIP 2024, GPU 2024, DDT68, Sitadel 04/2024, BDOCS GE2 2021 DataGrandEst, Ortho2021 DataGrandEst).

C) Méthodologie de l'élaboration des données de suivi d'occupation des sols de l'ADAUHR-ATD Alsace

Les communes ou les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) dotés d'un document d'urbanisme, établissent au minimum tous les 3 ans un rapport sur le rythme de l'artificialisation des sols et le respect des objectifs de sobriété foncière déclinés au niveau local (art. L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales). Le premier rapport doit être réalisé en 2024 (fin août).

L'enjeu est de mesurer et de communiquer régulièrement au sujet du rythme de l'artificialisation des sols, afin d'anticiper et de suivre la trajectoire et sa réduction.

Le présent rapport a pour objectif de présenter et de quantifier une évolution du tissu urbain entre 2021 et 2024 à partir de l'étude d'une enveloppe urbaine bâtie, de ses dents creuses, et de l'évolution de la construction durant cette période.

Méthode :

1. Définition de l'enveloppe urbaine bâtie et des dents creuses

L'enveloppe urbaine bâtie correspond à l'agglomérat de l'ensemble des espaces déjà urbanisés à la date de référence (2021). Elle est construite selon une méthode automatique à partir des données du cadastre le plus récent pour refléter la réalité du terrain.

Principales étapes de la constitution de l'enveloppe urbaine bâtie :

- Définition d'une zone de 25 m autour de chaque bâtiment (les zones incluant maximum 3 bâtiments pour moins de 150 m2 au sol ne sont pas prises en compte).
- Agglomération des zones :
  - ☐ L'unité foncière est entièrement recouverte par cette zone, elle est considérée comme artificialisée.
  - ☐ L'espace libre résiduel entre cette zone et la surface de l'unité foncière est de moins 10 ares, l'unité foncière est considérée comme artificialisée.
  - ☐ L'espace libre résiduel entre cette zone et la surface de l'unité foncière est de plus de 10 ares, seule la zone autour du bâtiment est retenue.
- L'emprise est ensuite complétée par l'espace public non cadastré.

2. Les données constructives

Les données chiffrées sont issues de la base des permis de construire localisés Sitadel. Il est possible de distinguer pour chaque permis s'il a été autorisé, commencé ou terminé suivant les informations disponibles. La précision de la localisation des permis dépend des informations disponibles.

Cette localisation peut être, soit à la parcelle, impliquant une précision parfaite, soit à la rue si la parcelle n'est pas trouvée mais l'adresse renseignée, pour une précision moindre, soit à la commune lorsque ni la parcelle, ni l'adresse ne sont renseignées.

Les surfaces consommées sont directement issues des surfaces renseignées dans la base de données Sitadel.

3. Bilan foncier

A partir de l'enveloppe urbaine bâtie et des données constructives, 3 cas de figure sont possibles :
- Mutation des espaces bâtis ou le comblement d'espaces résiduels de moins de 25 ares (2 500 m²) / dents creuses contribuent à la densification de la tâche urbaine sur des espaces ENAF pour l'essentiel.
- La construction dans les dents creuses de plus de 25 ares considérée comme consommation d'ENAF interne.
- La construction en dehors de l'enveloppe urbaine considérée comme extension ou consommation d'ENAF externe.

Données informatives : l'enveloppe urbaine issue des documents d'urbanisme
Cette enveloppe urbaine informative représente :
- Les zones U et 1AU pour les communes dotées dun PLU(i).
- Les zones constructibles pour les communes disposant d'une carte communale (CC).
- Pour les communes au RNU qui ont été dotées d'un document d'urbanisme (POS annulé), les zones U et d'extension de type AU ou NA.

Sources utilisées : cadastre DGFIP 2024, GPU 2024, DDT68, Sitadel 04/2024, BDOCS GE2 2021 DataGrandEst, Ortho 2021 DataGrandEst

NB : Le seuil de 2 500 m² est fixé par un décret de la loi "Climat et résilience".

2- Bilan de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de la période 2021-2023, et leviers d'actions envisagés

A) Bilan de triennal de la consommation effective des ENAF (2021-2023)

Les données de l'ADAUHR-ATD Alsace sont établies sur des données Sitadel 04/2024 transmises par l'Etat.

La commune de Guebwiller a consommé **3,33 hectares entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2022.**
La superficie de Guebwiller est de **962 ha**. La commune a donc consommé une surface correspondante à **0,34 % de son territoire**.

L'enveloppe de consommation d'ENAF autorisée sur la période 2021-2031 correspond à la division par deux des hectares consommés entre 2011-2021, ce qui représente **1,665 ha à l'échelle du territoire communal.**

PERMIS DE CONSTRUIRE DEPUIS 2021

Logements :

Nombre de permis autorisés non commencés	Nombre de permis commencés	Nombre de permis terminés	Total
13	6	1	20
65%	30%	5%	100%

Locaux :

Nombre de permis autorisés non commencés	Nombre de permis commencés	Nombre de permis terminés	Total
2	0	1	3
66,70%	0%	33,30%	100%

Total :

Nombre de permis autorisés non commencés	Nombre de permis commencés	Nombre de permis terminés	Total
15	6	2	23
65%	26%	9%	100%

Surface en ha des permis autorisés	Surface en ha des permis commencés	Surface en ha des permis terminés	Total
1	0,3	0,3	1,6
62,50%	18,75%	18,75%	100%

PERMIS DE CONSTRUIRE DEPUIS 2021

Nombre de permis* dans l'enveloppe urbaine bâtie	Nombre de permis dans les dents creuses	Nombre de permis hors enveloppe urbaine bâtie	Total
13	3	7	23
0,8	0,4	0,4	1,6

*correspond aux permis autorisés, commencés et terminés

% de permis* localisés à la parcelle	% de permis localisé à la rue	% de permis localisés à la commune	Total
58,3	41,7	0	100

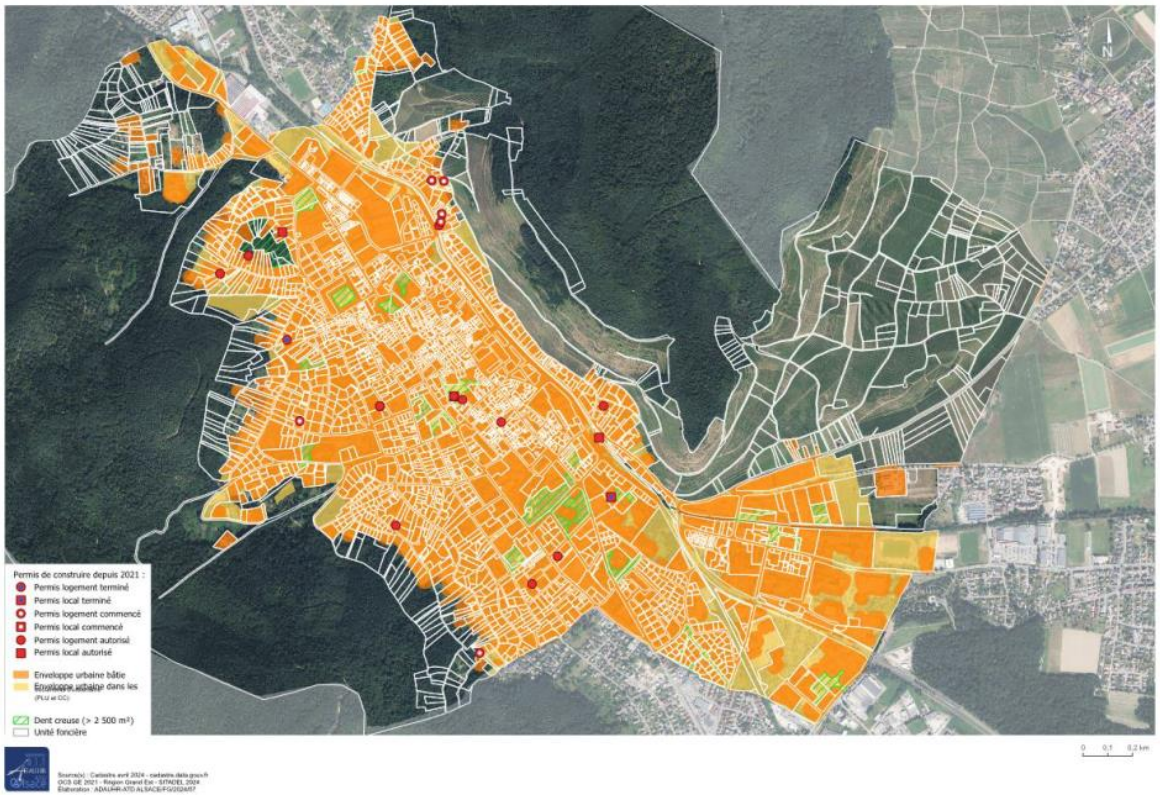
*correspond aux permis autorisés, commencés et terminés

Principales dents creuses recensées par type d'affectation (ENAF) :

Surface en terrain agricole	Surface en terrain forestier	Surface en espace naturel
0 ha	2.1 ha	0 ha

Sur la période **2021-2023 la Commune de Guebwiller a consommé 0,8 ha d'ENAF**. Les quelques opérations de constructions menées durant cette période représentent **0,4 ha** dans les dents creuses de plus de 25 ares et situées dans l'enveloppe urbaine existante. Les enveloppes d'extension ouvertes par le Plan Local d'Urbanisme ont déjà été consommées partiellement au cours de la décennie précédente, à l'exception des zones 1AU (Mannberg, Schimberg, Peternit), ce qui explique les **0,4 ha** en extension (en dehors de l'enveloppe urbaine bâtie).

La Commune se situe donc actuellement dans la trajectoire de réduction qui lui est demandée. Il sera nécessaire d'être vigilent sur la réduction de la consommation d'ENAF afin de répondre à l'objectif fixé par la loi pour 2031, à savoir **1,665 ha**.



B) Leviers d'actions envisagés ou entrepris par la Commune de Guebwiller en vue de limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Pour la suite de la mise en œuvre du ZAN, la Commune met en place différents projets et leviers en vue de limiter la consommation d'ENAF et d'anticiper la limitation de l'artificialisation dans l'enveloppe urbaine.

Les principales raisons des évolutions observées pour la période 2021-2023 sur tout ou partie du territoire concerné sont l'impact des décisions prises en matière d'aménagement tel que la reconversion des friches industrielles (Carto-Rhin : démolition reconstruction, les friches Nicolas Schlumberger : démolition reconstruction et réhabilitation) ou encore la réhabilitation de bâtiment industriel (Le Louvre). La Ville de Guebwiller promeut la densification urbaine et la sobriété foncière au niveau de sa politique d'aménagement du territoire et de planification urbaine. Guebwiller cherche également à encourager l'aménagement des dents creuses dans le secteur du logement (en milieu dense et résidentiel). L'aménagement des lots de lotissements est en cours concernant plusieurs zones d'extension foncière prévue au Plan Local d'Urbanisme : secteur Mannberg, secteur Schimberg, rue du Général de Gaulle, secteur Peternit).

Le document d'orientation et d'objectifs du SCOT Rhin-Vignoble-Grand Ballon encourage le renouvellement urbain et recherche une optimisation de l'occupation foncière en travaillant sur la densité et développant une logique de projet urbain maîtrisé.

La Ville de Guebwiller participe à l'élaboration du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et dans ce cadre l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a en partie pour objectif de garantir la sauvegarde de grands ensembles naturels, des milieux remarquables et des continuités écologiques. L'objectif est de concilier les enjeux d'aménagement et la préservation de la biodiversité, de conserver la fonctionnalité écologique des réservoirs de biodiversité (forêts, chaumes…) et de conforter la fonction de trame verte et bleue de la Lauch et de ses abords des milieux aquatiques.

Conclusion

Par ce bilan triennal, la Commune de Guebwiller affirme sa volonté de suivre l'évolution de la consommation d'ENAF sur son territoire en vue de moduler le rythme d'artificialisation des sols et en tenant compte des besoins et des enjeux locaux au niveau des projets de territoire notamment.

En collaboration avec les autres communes membres de l'intercommunalité et les services de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) dans le cadre du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), ce rapport permettra également de nourrir la stratégie de territorialisation du ZAN qui sera retranscrite dans les documents de planification et d'urbanisme du territoire.

Direction des Finances

N°06 - 12/2024

IMPÔTS DIRECTS LOCAUX – TAUX D'IMPOSITION 2025

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire, délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

La loi 80-10 du 10 janvier 1980 dispose que les conseils municipaux fixent chaque année les taux relatifs à la fiscalité directe locale.

Depuis la dernière réforme de la fiscalité directe locale, le conseil municipal se prononce sur les taux de taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non-bâties, ainsi que sur celui de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants.

Conformément aux orientations budgétaires présentées en conseil municipal du 4 novembre dernier, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité directe en 2025.

Pour mémoire, les bases d'imposition à partir desquelles est établi le produit de ces taxes sont actualisées par l'application d'un coefficient de majoration forfaitaire fixé par la loi de finances.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

DECIDE d'appliquer pour 2025, aux impôts directs locaux, les taux suivants :

- **taux de la taxe sur le foncier bâti : 29,70 %**
- **taux de la taxe sur le foncier non bâti : 64,07 %**
- **taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants: 11,65 %**

Direction des Finances

N°07 - 12/2024

DROITS ET TARIFS 2025

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission finances et affaires générales en date du 9 décembre 2024.

A l'occasion de l'approbation du budget primitif, le conseil municipal est également appelé à décider la révision annuelle des droits et tarifs existants ainsi que l'ajout de nouveaux tarifs permanents lorsque cela s'avère nécessaire.

Dans la grille des tarifs applicable en 2025, les modifications suivantes sont proposées :

- Suppression du tarif pour l'entretien des tombes ;
- Ajout de la vente au mètre de tissu qui émane de la création d'un motif de papier peint par les élèves guebwillerois dans le cadre du bicentenaire de Théodore Deck.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ACCEPTE **les droits et tarifs 2025 liés au budget principal de la Ville tels que présentés en annexe ;**

DECIDE **décider que les droits et tarifs 2025 liés au budget principal de la Ville sont applicables à compter du 1er janvier 2025.**

DROITS et TARIFS

Édition 2025

Sommaire

BUDGET PRINCIPAL 4
I.CIMETIÈRE MUNICIPAL 4
1.CIMETIÈRE 4
2.COLUMBARIUM 4
3.TRAVAUX DE TERRASSEMENT 5
4.FRAIS D'INHUMATIONS 5
5.EXHUMATIONS ET REINHUMATIONS 5
6.JARDIN DU SOUVENIR 5
II.ENGINS ET MATÉRIELS DIVERS 5
III.MATÉRIEL DE DÉCORATION 9
IV.DROITS DE PLACE ET DE STATIONNEMENT 9
1.DROITS DE PLACE AUX MARCHES OU FOIRES 9
2.DROITS DE PLACE DU DOMAINE PUBLIC 10
3.DROIT D'ENTRÉE POUR LE MANÈGE 11
V.CESSION DE LIVRES, CARTES POSTALES, LIVRET DE FAMILLE, ETC. (par unité) 11
VI.MUSÉE THÉODORE DECK ET DES PAYS DU FLORIVAL 12

Ville de Guebwiller

VII.MÉDIATHÈQUE 13
1.ABONNEMENT ANNUEL POUR LES HABITANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE DE GUEBWILLER POUR LES PLUS DE 14 ANS 13
2.ABONNEMENT ANNUEL POUR LES HABITANTS DES AUTRES COMMUNES 13
3.VENTE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DU DESTOCKAGE 14
VIII.ESPACE JEUNESSE 14
IX.LOCATION DE SALLE 14
1.CAVE DIMIERE 14
2. CENTRE MÉDICO-SPORTIF 14
3.MAISON RITTER 15
4.SALLE 1860 15
5.THEATRE 16
6.MAISON DES ASSOCIATIONS 16
X.LOCATION ÉQUIPEMENT SPORTIF 17
1.GYMNASE R. FACCHIN, SALLE 1860 17
2.STADES THROO ET DU HEISSENSTEIN 17
XI.DONS POUR NOCES D'OR, DE DIAMANT, ETC. 18
XII.PRIX POUR MAISONS FLEURIES 18

Ville de Guebwiller

BUDGET PRINCIPAL		
THÉMATIQUES et INTITULÉS	**Tarif 2024 en €**	**Tarif 2025 en €**
I. CIMETIÈRE MUNICIPAL		
1. CIMETIÈRE		
CONCESSIONS		
Acquisition ou renouvellement d'une tombe ordinaire pour une durée de 10 ans (simple tombe)	**260,00**	**260,00**
Acquisition ou renouvellement d'une tombe concessionnée pour une durée de 15 ans (double tombe)	**344,00**	**344,00**
Acquisition ou renouvellement d'une tombe concessionnée pour une durée de 30 ans (double tombe)	**645,00**	**645,00**
Acquisition d'une tombe adulte double profondeur avec caveau existant pour une durée de 30 ans	**1 144,00**	**1 144,00**
Acquisition ou renouvellement d'une tombe pour enfant pour une période de 10 ans	**84,00**	**84,00**
2. COLUMBARIUM		
1 CASE (compris plaque + ouverture + fermeture)		
THÉMATIQUES et INTITULÉS	**TARIF 2024 EN €**	**TARIF 2025 EN €**
Durée 10 ans	**208,00**	**208,00**
2 CASES (compris plaque + ouverture + fermeture)		
Durée 10 ans	**312,00**	**312,00**
MINI CAVEAU (70 x 85 x 50 profond) 2 ou 3 urnes - Hauteur max des pierres tombales : 1,20 m.		
Durée 10 ans	**208,00**	**208,00**

Ville de Guebwiller

MINI CAVEAU (120 x 80 x 60 profond) 6 à 8 urnes - Hauteur max des pierres tombales : 1,20 m.		
Durée 10 ans	**260,00**	**260,00**
Durée 30 ans	**645,00**	**645,00**
3. TRAVAUX DE TERRASSEMENT		
Ouverture et fermeture d'une tombe ordinaire pour un adulte (1 place)	**192,00**	**192,00**
Ouverture et fermeture d'une tombe ordinaire pour un adulte (double profondeur)	**261,00**	**261,00**
Ouverture et fermeture d'une tombe concessionnée (plus-value pour travaux extraordinaires facturées à l'heure)	**644,00**	**644,00**
Ouverture et fermeture d'une tombe ordinaire pour enfant de moins de 10 ans	**51,00**	**51,00**
Terrassement pour enfouissement d'une urne funéraire dans une tombe pleine terre	**35,00**	**35,00**
4. FRAIS D'INHUMATIONS		
Inhumation d'un corps	**52,00**	**52,00**
Inhumation d'un corps dans un caveau déjà occupé par un premier cercueil	**65,00**	**65,00**
Inhumation d'une urne funéraire en caveau	**25,00**	**25,00**
5. EXHUMATIONS ET REINHUMATIONS		
Exhumation et réinhumation de corps adulte	**113,00**	**113,00**
Exhumation et réinhumation pour un enfant de moins de 10 ans	**30,00**	**30,00**
THÉMATIQUES et INTITULÉS	**TARIF 2024 EN €**	**TARIF 2025 EN €**
6. JARDIN DU SOUVENIR		
Ouverture et fermeture	**20,00**	**20,00**

Ville de Guebwiller

II. ENGINS , MATÉRIELS DIVERS ET MAIN D'OEUVRE		
La main d'œuvre est facturée en sus		
Aspirateur GLOUTON / *tarif par heure*	**16,00**	**16,00**
Bacs à glace / *tarif par jour*	**1,00**	**1,00**
Balayeuse CITYCAT sans chauffeur / *tarif par heure*	**59,00**	**59,00**
Bancs brasserie / *tarif par jour et par unité*	**8,00**	**8,00**
Barrières VAUBAN / *tarif par jour et par unité*	**4,00**	**4,00**
Bennes ($3m^3$) / *tarif par jour*	**11,00**	**11,00**
Broyeur / *tarif par heure*	**16,00**	**16,00**
Cabanon / *tarif par jour et par cabanon*	**30,00**	**30,00**
Cabanon pendant toute la période de l'événement / *tarif par jour et par cabanon*	**25,00**	**25,00**
Caisson frigo - remorque frigo / *tarif par jour*	**233,00**	**233,00**
Camion / *tarif par heure*	**25,00**	**25,00**
Camion-nacelle (12m) sans chauffeur / *tarif par heure*	**33,00**	**33,00**
Camion-nacelle (17m) sans chauffeur / *tarif par heure*	**34,00**	**34,00**
Camionnette / *tarif par heure*	**16,00**	**16,00**
Chaise / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Chariot élévateur petit modèle / *tarif par heure*	**24,00**	**24,00**
Chariot élévateur grand modèle / *tarif par heure*	**49,00**	**49,00**

Ville de Guebwiller

Coffret de chantier / *tarif par jour*	**6,00**	**6,00**
Coffret sur touret / *tarif par jour*	**18,00**	**18,00**
Combiné tracto-pelle KUBOTA / *tarif par heure*	**35,00**	**35,00**
Compresseur (avec accessoires) / *tarif par heure*	**15,00**	**15,00**
Echafaudage tubulaire par m^2 en façade / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Flexible pour débouchage / *tarif par location*	**14,00**	**14,00**
Grand coffret de distribution / *tarif par jour*	**58,00**	**58,00**
Groupe électrogène sans carburant / *tarif par jour*	**30,00**	**30,00**
Lame-biaise / *tarif par heure*	**14,00**	**14,00**
Lampe de signalisation de chantier (sans piles) / *tarif par jour*	**21,00**	**21,00**
Laveuse BOSCHUNG / *tarif par heure*	**108,00**	**108,00**
Machine à bois / *tarif par jour*	**38,00**	**38,00**
Microtracteur YANMAR / *tarif par heure*	**18,00**	**18,00**
Panneau de signalisation de chantier / *tarif par jour*	**4,00**	**4,00**
Panneau signalitique commerciale / *tarif par flèche* / *par an*	**90,00**	**90,00**
Parasol / *tarif annuel*	**500,00**	**500,00**
Passage de câble 1m X 60 cm / *tarif par jour*	**10,00**	**10,00**
Pelle CASE / *tarif par heure*	**38,00**	**38,00**
Petite nacelle Péllican / *tarif par heure*	**12,00**	**12,00**
Piaggio / *tarif par heure*	**16,00**	**16,00**
Piste de danse (par éléments de 1,50 x 1.50 x 0.15 m) / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**

Ville de Guebwiller

Podium métallique (10,80 X 3,6 m) / *tarif par jour*	**54,00**	**54,00**
Podium réglable (en hauteur) 2x1 m (=2 m^2) / *tarif par jour*	**22,00**	**22,00**
Pompe vide-cave électrique / *tarif par jour*	**33,00**	**33,00**
Potelets de séparation rouge / *tarif par jour*	**5,00**	**5,00**
Poubelle 240 litres / *tarif par jour*	**5,00**	**5,00**
Praticable de 2 x 0,5 x 0,25 m (= 0,25 m^3) / *tarif par jour*	**1,00**	**1,00**
Praticable de 2 x 0,5 x 0,5 m (= 0,5 m^3) / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Praticable de 2 x 1 x 0,25 m (= 0,5 m^3) / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Praticable de 2 x 1 x 0,5 m (= 1 m^3) / *tarif par jour*	**3,00**	**3,00**
Projecteur avec pied pour intérieur / *tarif par jour*	**9,00**	**9,00**
Pupitre / *tarif par jour*	**5,00**	**5,00**
Rallonges électriques 20 m / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Saleuse ACOMETIS / *tarif par heure*	**15,00**	**15,00**
Socles en bois du Musée / *tarif par jour*	**5,00**	**5,00**
Sonorisation portative / *durée de la manifestation*	**117,00**	**117,00**
Spots à pinces / *tarif par jour*	**1,00**	**1,00**
Spots à quartz / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Table avec tréteaux / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Table de brasserie / *tarif par jour*	**6,00**	**6,00**
Tente 3 m x 3 m par jour / manifestation	**208,00**	**208,00**
Tente 4,5 m x 3 m par jour / manifestation	**312,00**	**312,00**

Ville de Guebwiller

Tondeuse à gazon par heure (conducteur marchant)	**6,00**	**6,00**
Tondeuse portée / *tarif par heure*	**12,00**	**12,00**
Tracteur SAME / *tarif par heure*	**25,00**	**25,00**
Tronçonneuse / *tarif par heure*	**5,00**	**5,00**
Vidéo-projecteur + tablette + ordinateur portable / *tarif par jour*	**81,00**	**81,00**
Vitrine table / *tarif par jour*	**22,00**	**22,00**
Agent échelle C1 / *tarif par heure*	**27,00**	**27,00**
Agent échelle C2 / *tarif par heure*	**29,00**	**29,00**
Agent échelle C3 / *tarif par heure*	**31,00**	**31,00**
Agent de maîtrise / *tarif par heure*	**33,00**	**33,00**
Technicien de travaux / *tarif par heure*	**35,00**	**35,00**
Forfait intervention service espaces verts / *tarif par heure*	**72,00**	**72,00**
III. MATÉRIEL DE DÉCORATION		
Oriflamme / *tarif par jour*	**3,00**	**3,00**
Drapeau tricolore / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Grandes plantes décoratives sans transport / *tarif par jour*	**5,00**	**5,00**
Petites plantes décoratives sans transport / *tarif par jour*	**3,00**	**3,00**
Jardinière / *tarif par jour*	**12,00**	**12,00**
Panneaux d'exposition (non compris les frais de transport, etc,) / *tarif par jour et par panneau*	**5,00**	**5,00**
Guirlande de Noël / *tarif par jour*	**3,00**	**3,00**

Ville de Guebwiller

Guirlande électrique 25 mètres / *tarif par jour*	**6,00**	**6,00**
IV. DROITS DE PLACE ET DE STATIONNEMENT		
Marchés, foires, occupations des voies publiques		
Forfait électricité / *tarif par jour*	**12,00**	**12,00**
Branchement électrique */ tarif par jour*	**6,00**	**6,00**
1. DROITS DE PLACE AUX MARCHES OU FOIRES		
Tables, étalages et autres installations semblables, couverts et non couverts le ml. / *tarif par jour*	**2,00**	**2,00**
Camions divers (outillage, légumes, etc.) / *tarif par m/l /jour*	**4,00**	**4,00**
FOIRE SAINT-ANDRÉ		
Prix unique par ml. d'étalage	**5,00**	**5,00**
Pour les commerçants locaux	**Gratuit**	**Gratuit**
FOIRE DE PÂQUES ET DU MOIS DE JUILLET		
Boutique, étalages de moins de 4m de profondeur le ml. / *tarif par foire*	**8,00**	**8,00**
Attractions diverses de plus de 4 m de profondeur le ml. / *tarif par foire*	**12,00**	**12,00**
Auto-skooter et analogue / *prix forfaitaire par foire*	**312,00**	**312,00**
Chenilles et analogues / *prix forfaitaire par foire*	**278,00**	**278,00**
Piste infernale, mur de la mort et grands manèges de plus de 10m de diamètre / *forfait par foire*	**277,00**	**277,00**

Ville de Guebwiller

Manèges de moins de 10 m de diamètre / *forfait par foire*	**186,00**	**186,00**
Cirque (jusqu'à 250 m²/jour) + chèque de caution unique de 350,00 €	**100,00**	**100,00**
Cirque (+ de 250 m²/jour) + chèque de caution unique de 350,00 €	**150,00**	**150,00**
Enlèvement des panneaux publicitaires, du fléchage, remise en état si nécessaire / *forfait*	**416,00**	**416,00**
2. DROITS DE PLACE DU DOMAINE PUBLIC		
Marchands de marrons / *tarif par jour et par étalage*	**10,00**	**10,00**
Marchands de glaces / *tarif par jour et par voiture*	**10,00**	**10,00**
Occupation des rues, trottoirs et places par des terrasses de café le m^2 pour la saison d'été (avril à octobre)	**20,00**	**20,00**
Occupation des rues, trottoirs et places par des terrasses de café le m^2 pour la saison hivernale (novembre à mars)	**10,00**	**10,00**
Exposition de voitures et de caravanes jusqu'à 3 véhicules par jour sauf le samedi	**71,00**	**71,00**
au-delà de 3 véhicules (maximum 8)	**120,00**	**120,00**
à partir de la 4ème semaine par jour et par m^2	**1,00**	**1,00**
Spectacle de Marionnettes / *tarif par jour*	**20,00**	**20,00**
Autres manifestations / *tarif par jour*	**50,00**	**50,00**
Horodateur place de l'hôtel de ville / *(une heure gratuite par jour) tarif par heure*	**2,00**	**2,00**
Horodateur place St-Léger / *(une heure gratuite par jour) tarif par heure*	**2,00**	**2,00**
Stationnement caravane place de la Foire / *tarif par jour*	**18,00**	**18,00**
Amendes pour le stationnement en cas de non paiement	**20,00**	**20,00**

3. DROIT D'ENTRÉE POUR LE MANEGE		
Tour de manège (tickets bleus)	**2,00**	**2,00**
Tour de manège offert lors de l'achat simultané de 5 tours	**Gratuit**	**Gratuit**
V. CESSION DE LIVRES, CARTES POSTALES, LIVRET DE FAMILLE, ETC. (par unité)		
Délivrance d'un duplicata d'un livret de famille en cas de perte	**15,00**	**15,00**
Inventaire et Richesse Artistique Guebwiller (2 volumes) à des particuliers	**55,00**	**55,00**
aux revendeurs : libraires, … (par quantités minimales)	**50,00**	**50,00**
Inventaire sommaire des archives municipales de Guebwiller avt.1790 GINSBURGER	**7,00**	**7,00**
Affiche (à l'unité)	**3,00**	**3,00**
Affiche (par deux)	**5,00**	**5,00**
Médaille Centenaire Théodore DECK	**5,00**	**5,00**
Catalogue Théodore DECK vente au public	**6,00**	**6,00**
Catalogue Théodore DECK vente aux librairies, Offices de Tourisme, etc.	**5,00**	**5,00**
Carte postale (l'unité)	**1,00**	**1,00**
Enveloppe prêt à poster	**1,00**	**1,00**
Combiné enveloppe + carte postale	**2,00**	**2,00**
Chronique de Guebwiller aux revendeurs : libraires, SMHR, ... (par quantités minimales)	**8,00**	**8,00**
Livre « Théodore Deck, Magicien des couleurs »	**8,00**	**8,00**
Livre « Guebwiller, une histoire »	**25,00**	**25,00**

Ville de Guebwiller

VI. MUSEE THEODORE DECK ET DES PAYS DU FLORIVAL		
Adultes (tarif plein)	**5,00**	**5,00**
Groupe (+10 personnes)	**3,00**	**3,00**
Tarif réduit (chômeurs, handicapés, étudiants de plus de 25 ans)	**1,50**	**3,00**
Moins de 25 ans / groupes scolaires	**Gratuit**	**Gratuit**
Location d'audio-guide (comme OTI et Dominicains...)	**2,00**	**2,00**
Catalogue « Il arracha le feu au ciel »	**10,00**	**10,00**
Petit carnet 21cm x 14,5cm	**6,00**	**6,00**
Sac en tissu 410cm x 37 cm	**20,00**	**20,00**
Lot de deux torchons 46cm x 34cm	**20,00**	**20,00**
Lot de deux sets de table 43cm x 43cm	**15,00**	**15,00**
Paire de boucles d'oreilles en bois en forme de chat ou de papillon	**9,00**	**9,00**
Pin's en bois en forme de chat	**9,00**	**9,00**
Pin's de forme ronde avec un chat sur fond noir	**9,00**	**9,00**
Pin's de forme ronde avec un papillon doré sur fond bleu	**10,00**	**10,00**
Collier avec pendentif de forme ronde avec une image de souris	**14,00**	**14,00**
Bague de forme ronde avec une image de chat ou souris	**10,00**	**10,00**
Carte postale carré	**2,00**	**2,00**
Enveloppes carrés Clairefontaine	**1,00**	**1,00**
Affiche	**8,00**	**8,00**

Ville de Guebwiller

Cahier de coloriage	**5,00**	**5,00**
Crayon de papier	**3,00**	**3,00**
Jeu de taquin	**5,00**	**5,00**
Tissu au mètre		**19,00**
Pack « table de deck » (essuie-mains + paire de sets de table)	**30,00**	**30,00**
Pack « Jeunesse 1 » (une paire de boucles d'oreilles + un cahier de coloriage)	**12,00**	**12,00**
Pack « Jeunesse 2 » (une paire de boucles d'oreilles + un cahier de coloriage + un crayon de papier)	**15,00**	**15,00**
Pack « Voyage avec Théodore Deck 1 » (un sac en tissu + un carnet + un cahier de coloriage)	**27,00**	**27,00**
Pack « Voyage avec Théodore Deck 2 » (un sac en tissu + un carnet + un cahier de coloriage + un crayon)	**30,00**	**30,00**
Pack « Passion Deck » (un catalogue et une affiche)	**12,00**	**12,00**
Pack « Futur artiste » (crayon de papier + carne + cahier de coloriage)	**12,00**	**12,00**
Ouvrage de Jean-Marie Schelcher, « Théodore Deck, les couleurs de sa vie »	**12,00**	**12,00**
VII. MÉDIATHÈQUE		
1. Abonnement annuel pour les habitants de la Communauté de communes de Guebwiller à partir de 14 ans		
prêt de tous documents (livres, documents sonores et DVD)	**10,00**	**10,00**
tarif réduit pour les scolaires, étudiants, invalides, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA ou du Fonds National de Solidarité	**5,00**	**5,00**
2. Abonnement pour les habitants des autres communes		
prêt de tous documents (livres, documents sonores et DVD)	**20,00**	**20,00**

Ville de Guebwiller

tarif réduit pour les scolaires, étudiants, invalides, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA ou du Fonds National de Solidarité	**10,00**	**10,00**
3. Vente d'ouvrage dans le cadre de destockage		
4. Prix d'un ou deux ouvrages mis en destockage	**1,00**	**1,00**
VIII. ESPACE JEUNESSE		
Carte d'adhésion annuelle	**5,00**	**5,00**
IX. LOCATION DE SALLE		
1. CAVE DIMIERE		
Guebwiller intérêt public local / *tarif par occupation*	**Gratuit**	**Gratuit**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par jour*	**30,00**	**30,00**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par week-end*	**45,00**	**45,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**209,00**	**209,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**314,00**	**314,00**
Guebwiller Autre / *tarif par semaine*	**834,00**	**834,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif par jour*	**209,00**	**209,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif par week-end*	**314,00**	**314,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**418,00**	**418,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**627,00**	**627,00**

Ville de Guebwiller

Extérieur Autre / *tarif par semaine*	**1 666,00**	**1 666,00**
2. CENTRE MÉDICO-SPORTIF		
Guebwiller intérêt public local	**Gratuit**	**Gratuit**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par occupation*	**38,00**	**38,00**
Guebwiller Autre / *possibilité de contrat de location à l'année*	**Consulter le service animations**	**Consulter le service animations**
Extérieur intérêt public local / *tarif par occupation*	**38,00**	**38,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par occupation*	**76,00**	**76,00**
3. MAISON RITTER		
Guebwiller intérêt public local	**Gratuit**	**Gratuit**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif salle simple par occupation*	**38,00**	**38,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif salle modulable par occupation*	**76,00**	**76,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif salle de danse par occupation*	**114,00**	**114,00**
Guebwiller Autre / *possibilité de contrat de location à l'année*	**Consulter le service animations**	**Consulter le service animations**
Extérieur intérêt public local / *tarif salle simple par occupation*	**38,00**	**38,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif salle modulable par occupation*	**76,00**	**76,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif salle de danse par occupation*	**114,00**	**114,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif salle simple par occupation*	**76,00**	**76,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif salle modulable par occupation*	**152,00**	**152,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif salle de danse par occupation*	**228,00**	**228,00**

4. SALLE 1860		
Guebwiller intérêt public local / *tarif par occupation*	**Gratuit**	**Gratuit**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par jour*	**60,00**	**60,00**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par week-end*	**90,00**	**90,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**336,00**	**336,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**504,00**	**504,00**
Guebwiller Autre / *tarif par heure*	**20,00**	**20,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif par jour*	**336,00**	**336,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif par week-end*	**504,00**	**504,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**672,00**	**672,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**1 008,00**	**1 008,00**
Extérieur Autre / *tarif par heure*	**60,00**	**60,00**
5. THÉÂTRE		
Guebwiller intérêt public local / *tarif par occupation*	**Gratuit**	**Gratuit**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par jour*	**75,00**	**75,00**
Guebwiller intérêt public local / *forfait participation charges par week-end*	**114,00**	**114,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**336,00**	**336,00**
Guebwiller pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**504,00**	**504,00**
Guebwiller Autre / *tarif pour 3 représentations par an*	**75,00**	**75,00**
Guebwiller Autre / *tarif par semaine d'immobilisation*	**158,00**	**158,00**

Ville de Guebwiller

Extérieur intérêt public local / *tarif par jour*	**336,00**	**336,00**
Extérieur intérêt public local / *tarif par week-end*	**504,00**	**504,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par jour*	**672,00**	**672,00**
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par week-end*	**1 008,00**	**1 008,00**
Extérieur Autre / *tarif par semaine d'immobilisation*	**158,00**	**158,00**
6. MAISON DES ASSOCIATIONS		
Association Guebwilleroise uniquement sur demande et selon disponibilité / *location à l'année*	**50,00**	**50,00**
cation ponctuelle des salles n°12,15 et 22		
Extérieur pas d'intérêt public local / *tarif par occupation*	**35,00**	**35,00**
X. LOCATION ÉQUIPEMENT SPORTIF		
1. GYMNASE R. FACCHIN, SALLE 1860		
Clubs locaux	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs extérieurs / *tarif par heure*	**20,00**	**20,00**
Écoles primaires Guebwiller	**Gratuit**	**Gratuit**
Autres établissements scolaires / *tarif par heure*	**20,00**	**20,00**
2. STADES THROO ET DU HEISSENSTEIN		
Entraînements - stages		
Clubs locaux + ententes - Piste d'athlétisme + matériel + vestiaires	**Gratuit**	**Gratuit**

Ville de Guebwiller

Clubs locaux + ententes - Terrain de football + vestiaires	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs locaux + ententes - Éclairage terrain / *tarif en nocturne*	**38,00**	**38,00**
Clubs locaux + ententes - Court couvert tennis	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs extérieurs - Piste d'athlétisme + matériel + vestiaires / *tarif par heure*	**24,00**	**24,00**
Clubs extérieurs - Terrain de football + vestiaires / *tarif par heure*	**24,00**	**24,00**
Clubs extérieurs - Éclairage terrain / *tarif en nocturne*	**38,00**	**38,00**
Clubs extérieurs - Court couvert tennis / *tarif par heure*	**24,00**	**24,00**
Manifestations		
Clubs locaux - Piste d'athlétisme + matériel + vestiaires	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs locaux - Terrain de football + vestiaires	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs locaux - Éclairage terrain / *tarif en nocturne*	**38,00**	**38,00**
Clubs locaux - Court couvert tennis	**Gratuit**	**Gratuit**
Clubs extérieurs - Piste d'athlétisme + matériel + vestiaires / *tarif par demi-journée*	**130,00**	**130,00**
Clubs extérieurs - Piste d'athlétisme + matériel + vestiaires / *tarif par jour*	**315,00**	**315,00**
Clubs extérieurs - Terrain de football + vestiaires / *tarif par demi-journée*	**130,00**	**130,00**
Clubs extérieurs - Terrain de football + vestiaires / *tarif par jour*	**315,00**	**315,00**
Clubs extérieurs - Éclairage terrain / *tarif en nocturne*	**38,00**	**38,00**
Clubs extérieurs - Court couvert tennis / *tarif par demi-journée*	**76,00**	**76,00**
Clubs extérieurs - Court couvert tennis / *tarif par jour*	**143,00**	**143,00**
Écoles primaires Guebwiller	**Gratuit**	**Gratuit**
Autres établissements scolaires / *tarif par heure*	**20,00**	**20,00**

Ville de Guebwiller

XI. DONS POUR NOCES D'OR, DE DIAMANT, ETC.		
Dons faits par la Ville à l'occasion des anniversaires de mariage de couples Guebwillerois	**80,00**	**80,00**
XII. PRIX POUR MAISONS FLEURIES		
Prix offerts par la Ville aux lauréats des maisons fleuries		
Hors concours et 1er prix	**82,00**	**82,00**
2ème prix	**72,00**	**72,00**
3ème prix	**65,00**	**65,00**
4ème prix	**57,00**	**57,00**
5ème prix	**50,00**	**50,00**
6ème prix	**42,00**	**42,00**

Ville de Guebwiller

N°08 - 12/2024

AUTORISATIONS DE PROGRAMME – CREDIT DE PAIEMENT
MODIFICATIONS

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, adjoint au maire. Délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date du 09 décembre 2024.

Conformément aux dispositions du règlement financier de la Ville de Guebwiller adopté en novembre 2022 (cf. chapitre I-4-3), les décisions affectant les autorisations de programme (AP) et/ou les crédits de paiement doivent faire l'objet d'une présentation spécifique en conseil municipal.

Le présent rapport a pour objet de présenter la révision n°7 des AP/CP et dont le récapitulatif figure en annexe.

Les principales modifications sont les suivantes :

1. Prise en compte des opérations achevées et suppression des crédits ouverts et non consommés :

    - opération 1411 : Acquisition de l'immeuble rue Gouraud : opération achevée

2. Prise en compte des opérations non prévues initialement mais intégrées au sein des programmes ouverts sans augmentation du crédit global de l'AP :

    - opération 2121 : Salle 1860, intégrée dans l'AP 21 Bâtiments

3. Prise en compte de l'augmentation des travaux du programme :

    - sans objet

4. Prise en compte d'un nouveau programme :

    - sans objet

5. Prise en compte des décalages temporels dans l'exécution des opérations :

    - comme chaque année, il est enfin proposé de modifier les CP afin de tenir compte du décalage entre la prévision de dépenses et leur exécution

M. MERTZ dit être étonné qu'il n'y ait rien dans l'autorisation de programme 32 sur les transports, liaisons douces et demande si la ville considère qu'il n'y a plus rien à faire dans ce domaine à Guebwiller malgré les différentes études réalisées ?

M. le Maire répond que des projets sont prévus notamment la mise en place de l'éclairage public sur la liaison entre le chemin noir et la rue de la piscine. Il y a également des projets de voirie dans lesquels les cheminement cyclables sont prises en compte sans qu'elles soient spécifiquement mentionnées. L'instruction donnée aux services est de voir en premier lieu les modes doux et ensuite la voiture. Par exemple dans l'aménagement du parking Foch il y a tout un volet « réaménagement de la piste cyclable ». Ceci est donc compris dans les projets d'aménagements.

M. SIMLER dit que le projet concernant la halle de tennis coûte extrêmement cher pour une discipline qui n'a pas le vent en poupe. Il demande à M. LOSSER si le côté « usage polyvalent » pour cet investissement a été travaillé, car beaucoup d'associations souhaiteraient avoir des salles ou plus de créneaux horaires.

M. LOSSER répond que pour l'instant il s'agit d'une phase de travail pour réaliser cet investissement. Le tennis va être prioritaire et s'est mis en relation avec les écoles pour donner des cours d'initiation. Il dit que le service des sports travaille tous les jours sur les créneaux horaires et essaye de servir tout le monde autant que possible. Pour l'instant il n'y a pas d'autre discipline de prévue dans cette salle.

M. SIMLER dit que M. LOSSER confirme bien que le côté polyvalent n'a pas été pris en compte pour cet investissement.

M. le Maire répond que c'est compliqué de réaménager une salle de tennis à chaque fois qu'une autre discipline souhaite l'utiliser.

M. LOSSER répond que le club de tennis a toujours prêté sa salle lorsque cela était nécessaire pour une manifestation. Sur un investissement comme celui-ci et au vu de la surface dédiée, il ne sera pas possible de faire autre chose, hormis éventuellement de la gymnastique.

M. le Maire précise que le club de tennis est sollicité pour financer le projet.

M. FACCHIN demande à M. LOSSER s'il peut rappeler le nombre de membres inscrits au club de tennis.

M. LOSSER répond qu'ils sont passés à plus de 150 membres cette année.

M. FACCHIN dit que M. LOSSER suit l'évolution des terrains synthétiques de manière assidue et souhaiterait savoir où en est la réflexion.

M. LOSSER répond qu'il assiste à toutes les présentations et qu'il va falloir trouver un maître d'œuvre en début d'année pour chiffrer cela. Il suit ce projet de très près car les évolutions de ces produits-là changent tous les ans et si l'on veut un bon remplissage de terrain, il faut suivre l'évolution des qualités et des produits qui sont mis sur le marché.

M. le Maire dit qu'il n'y a pas que le terrain synthétique mais également l'éclairage pour les terrains du stade François Throo qui sont à améliorer, tout cela fera l'objet d'un projet le moment venu. Pour le moment cela n'est pas encore envisageable.

M. FACCHIN dit qu'ils ne valideront pas les autorisations de programme et qu'ils en reparleront plus en détail lors du budget, il précise que leurs priorités ne sont pas forcément les mêmes que celles du groupe majoritaire.

M. le Maire dit que les autorisations de programme et les crédits de paiement illustrent déjà une part importante de la vision et de la structure qu'ils donnent à leurs actions. Celles-ci vont dans toutes les directions, il n'y a pas d'impasse que ce soit pour les infrastructures du Tennis, de l'Eglise Notre-Dame, de la Chapelle du Saering, de la sécurisation du musée ainsi que de la salle de gymnastique. On continue de s'occuper du cimetière avec l'aménagement des allées ainsi que du programme de voirie, notamment avec la rue Théodore Wilt et la rue des Alliés. On soutient l'investissement privé en matière de rénovation thermique, tout cela va dans le sens de l'environnement et permet aux gens aux revenus modestes de pouvoir rénover leur logement. Il y a également le projet de restructuration de l'école Bucher qui s'élèvera à 7 ou 8 millions d'euros ainsi que la maison des solidarités, dont la commande initiale vient du département, de la CeA, le but étant de regrouper tous les pôles à vocations sociales auxquels sera adjoint notre CCAS avec des salles d'animations. M. le Maire dit qu'il y a beaucoup de sujets et de domaines et qu'il aurait pensé que le groupe de l'opposition aurait relevé cette diversité.

M. FACCHIN dit qu'il vient d'apprendre que le projet de l'architecte pour l'école Jeanne Bucher a été retenu et souhaiterait savoir de quel architecte il s'agit.

M. le Maire répond qu'il s'agit de l'architecte qui a été proposé en premier par le jury.

M. FACCHIN dit qu'il fait partie du jury et qu'il n'a pas été informé.

M. le Maire répond que l'information sera faite prochainement car la décision vient juste d'être prise.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 25
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / L. HEBERLE / D. MASSON

Voix Contre : 5
C. FACCHIN / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ADOPTE **la révision n°7 des autorisations de programme et des crédits de paiement telle qu'elle figure en annexe ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer tout document permettant la mise en œuvre de la présente décision.**

BUDGET PRINCIPAL :

Autorisation de programme n°2021-11 : Habitat
OPAH-Ravalement de façades-ORIH

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-11	308 250 €			18 250 €	90 000 €	100 000 €	100 000 €	308 250 €
Modif CP					**-40 340 €**	**150 000 €**		**109 660 €**
Modif AP	**109 660 €**							
2021-11 Modif n°7	417 910 €			18 250 €	49 660 €	250 000 €	100 000 €	417 910 €

Autorisation de programme n°2021-12 : Cadre de vie
Place de la Liberté – Entrée rue de la République – Extension zone de rencontre – Sécurisation de l'Hyper Centre – Parcours de Fresques – Vidéo surveillance

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-12	1 793 570 €	108 412 €	145 658 €	1 368 500 €	71 000 €	50 000 €	50 000 €	1 793 570 €
Modif CP					**-41 095 €**		**-50 000 €**	**-91 095 €**
Modif AP	**-91 095 €**							
2021-12 Modif n°7	1 702 475 €	108 412 €	145 658 €	1 368 500 €	29 905 €	50 000 €		1 702 475 €

Autorisation de programme n°2021-13 : Commerces
Droit de préemption des commerces

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-13								
Modif CP								
Modif AP								
2021-13 Modif n°7								

Autorisation de programme n°2021-14 : Autres
Acquisition immeuble rue Gouraud

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-14	390 000 €	390 000 €						390 000 €
Modif CP								
Modif AP								
2021-14 Modif n°7	390 000 €	390 000 €						390 000 €

Autorisation de programme n°2021-21 : Bâtiments
Musée – Hôtel de Ville – Cave Dimière – Bains municipaux – Logements Jules Grosjean – Maison des Associations – Maison Du vélo – Entretien des bâtiments

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-21	4 532 808 €	647 941 €	370 667 €	314 200 €	1 230 000 €	1 370 000 €	600 000 €	4 532 808 €
Modif CP					**-292 290 €**	**400 000 €**	**400 000 €**	**507 710 €**
Modif AP	**507 710 €**							
2021-21 Modif n°7	5 040 518 €	647 941 €	370 667 €	314 200 €	937 710 €	1 770 000 €	1 000 000 €	5 040 518 €

Autorisation de programme n°2021-22 : Patrimoine remarquable
Chapelle du Saering – Synagogue – Eglise Notre-Dame – Fontaines

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-22	6 324 209 €	1 296 517 €	961 232 €	866 460 €	1 200 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	6 324 209 €
Modif CP					**22 365 €**	**225 000 €**	**-500 000 €**	**-252 635 €**
Modif AP	**-252 635 €**							
2020-22 Modif n°7	6 071 574 €	1 296 517 €	961 232 €	866 460 €	1 222 365 €	1 225 000 €	500 000 €	6 071 574 €

Autorisation de programme n°2021-23 : Equipements sportifs
Equipements divers – Louvre – Plan de restructuration des pôles sportifs

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-23	1 329 423 €	24 315 €	65 778 €	29 330 €	570 000 €	570 000 €	70 000 €	1 329 423 €
Modif CP					**-503 775 €**	**980 000 €**	**-20 000 €**	**456 225 €**
Modif AP	**456 225 €**							
2021-23 Modif n°7	1 785 648 €	24 315 €	65 778 €	29 330 €	66 225 €	1 550 000 €	50 000 €	1 785 648 €

Autorisation de programme n°2021-24 : Autres équipements
Cimetière – Freyhof – Salle culturelle

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-24	936 349 €	765 951 €	36 123 €	29 275 €	45 000 €	30 000 €	30 000 €	936 349 €
Modif CP					**-3 505 €**	**35 000 €**	**60 000 €**	**91 495 €**
Modif AP	**91 495 €**							

2021-24 Modif n°7	1 027 844 €	765 951 €	36 123 €	29 275 €	41 495 €	65 000 €	90 000 €	1 027 844 €

Autorisation de programme n°2021-31 : Rénovation de la voirie et des ponts
Rénovation de la voirie – rue Deck – Ponts – Réparation divers mobiliers et voirie

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-31	5 213 495 €	651 513 €	987 017 €	574 965 €	1 100 000 €	1 350 000 €	550 000 €	5 213 495 €
Modif CP					**-459 265 €**	**200 000 €**	**350 000 €**	**90 735 €**
Modif AP	**90 735 €**							
2021-31 Modif n°7	5 304 230 €	651 513 €	987 017 €	574 965 €	640 735 €	1 550 000 €	900 000 €	5 304 230 €

Autorisation de programme n°2021-32 : Transports
Liaisons douces – Pistes cyclables Bois Fleuri-Buhl et Centre-ville-Promenade Déroulède – Tram Train

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-32	361 392 €	15 000 €	14 202 €	87 190 €	245 000 €			361 392 €
Modif CP					**-39 705 €**			**-39 705 €**
Modif AP	**-39 705 €**							
2021-32 Modif n°7	321 687 €	15 000 €	14 202 €	87 190 €	205 295 €			321 687 €

Autorisation de programme n°2021-33 : Réseaux
Eclairage public – Bornes de recharge véhicules électriques

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-33	2 217 003 €	69 906 €	104 307 €	700 790 €	1 342 000 €			2 217 003 €
Modif CP					**-1 070 €**	**65 000 €**		**63 930 €**
Modif AP	**63 930 €**							
2021-33 Modif n°7	2 280 933 €	69 906 €	104 307 €	700 790 €	1 340 930 €	65 000 €		2 280 933 €

Autorisation de programme n°2021-34 : Cadre de vie (hors centre-ville)
Plantation d'arbres

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-34	61 961 €	11 080 €	10 146 €	10 735 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	61 961 €
Modif CP					**-3 169 €**			**-3 169 €**
Modif AP	**-3 169 €**							

202-34 Modif n°7	58 792 €	11 080 €	10 146 €	10 735 €	6 831 €	10 000 €	10 000 €	58 792 €

Autorisation de programme n°2021-41 : Equipements jeunesse
Aires de jeux et de loisirs – Skate park

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-41	184 805 €	350 €	7 115 €	42 340 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	184 805 €
Modif CP					**-6 280 €**			**-6 280 €**
Modif AP	**-6 280 €**							
2021-41 Modif n°7	178 525 €	350 €	7 115 €	42 340 €	38 720 €	45 000 €	45 000 €	178 525 €

Autorisation de programme n°2021-42 : Ecoles
Rénovation écoles Bucher et St-Exupéry

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-42	4 328 974 €	5 976 €	18 288 €	4 710 €	300 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	4 328 974 €
Modif CP					**-115 965 €**	**-850 000 €**	**500 000 €**	**-465 965 €**
Modif AP	**-465 965 €**							
2021-42 Modif n°7	3 863 009 €	5 976 €	18 288 €	4 710 €	184 035 €	1 150 000 €	2 500 000 €	3 863 009 €

Autorisation de programme n°2021-43 : Concertation jeunesse et citoyenneté

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2023-43	185 420 €			40 420 €	45 000 €	50 000 €	50 000 €	185 420 €
Modif CP					**-12 119 €**	**-15 000 €**		**-27 119 €**
Modif AP	**-27 119 €**							
2023-43 Modif n°3	158 301 €			40 420 €	32 881 €	35 000 €	50 000 €	158 301 €

Autorisation de programme n°2021-51 : Maison des solidarités

		Crédit de paiement						
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-51	1 167 302 €		1 452 €	65 850 €	650 000 €	450 000 €		1 167 302 €
Modif CP					**-19 425 €**			**-19 425 €**
Modif AP	**-19 425 €**							
2021-51 Modif n°7	1 147 877 €		1 452 €	65 850 €	630 575 €	450 000 €		1 147 877 €

Autorisation de programme n°2021-52 : Accompagnement du nouvel EHPAD

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-52	275 735 €		3 480 €	115 255 €	157 000 €			275 735 €
Modif CP					**-882 €**			**-882 €**
Modif AP	**-882 €**							
2021-52 Modif n°7	274 853 €		3 480 €	115 255 €	156 118 €			274 853 €

Autorisation de programme n°2021-61 : Besoins des services

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
2021-61	641 123 €	257 664 €	383 459 €					641 123 €
Modif CP								
Modif AP								
2021-61 Modif n°7	641 123 €	257 664 €	383 459 €					641 123 €

BUDGET PRINCIPAL :

	Crédit de paiement							
N° AP	Montant	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
SITUATION INITIALE	30 251 819 €	4 244 625 €	3 108 924 €	4 268 270 €	7 100 000 €	7 025 000 €	4 505 000 €	30 251 819 €
Modif CP					**-1 516 520 €**	**1 190 000 €**	**740 000 €**	**413 480 €**
Modif AP	**413 480 €**							
Modif n°7	30 665 299 €	4 244 625 €	3 108 924 €	4 268 270 €	5 583 480 €	8 215 000 €	5 245 000 €	30 665 299 €

Direction des Finances

N°09 - 12/2024

BUDGET GÉNÉRAL – BUDGET PRIMITIF 2025

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire, délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

La présente note de synthèse a pour objet de présenter le projet de budget primitif pour 2025 du budget général, d'un montant de **22 860 595 €** qui se décompose en :

- une section de fonctionnement s'équilibrant en dépenses et en recettes à 12 591 620 € ;
- une section d'investissement d'équilibrant en dépenses et en recettes à 10 268 975 €.

Il est à noter que le présent budget n'intègre pas le résultat de l'exercice en cours et des exercices antérieurs puisqu'il n'est pas possible de procéder à une reprise des résultats avant la fin de la journée complémentaire. Un budget supplémentaire viendra intégrer les résultats après le vote du compte administratif.

Conforme aux orientations budgétaires présentées et débattues lors du dernier conseil municipal, le budget proposé présente les caractéristiques principales suivantes [1] :

- En section de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 12 591 620 €. Les évolutions majeures par rapport au budget 2024 sont les suivantes :

- Une baisse des atténuations de produits (-55 000 €) au titre des remboursements sur rémunérations ;
- Une augmentation des recettes des services (+102 000 €), avec une augmentation des ventes de bois et des entrées Musée et Médiathèque ainsi que la refacturation des salaires au CCAS ;
- Une augmentation des recettes des impôts et taxes (+93 000 €), liée à l'évolution prévisionnelle des bases fiscales ;
- Une baisse des dotations et subventions (-115 000 €), avec une hypothèse de stabilité des dotations en 2025 et une prudence sur les subventions versées par la CeA et la Région ;
- Une augmentation des autres produits de gestion courante (+ 94 000 €) liée aux recettes perçues au titre du mécénat culturel ;
- Une augmentation des produits financiers (+99 000 €) avec la prise en compte des produits du placement de la trésorerie.

Les dépenses de fonctionnement sont présentées à hauteur équivalente de 12 591 620 €. Les variations principales sont les suivantes :

- Une baisse attendue des charges à caractère général de 94 000 € malgré 46 000 € d'augmentation des taxes foncières. A noter la stabilité des prix de l'électricité et du gaz contractés pour 2025
- Une augmentation modérée des charges de personnel (+153 000 €, soit +2,5%), malgré la hausse de 4 points des charges sociales au titre de la CNRACL ;
- Une augmentation de 141 000 € (+7,6%) des autres charges de gestion courante du fait de la revalorisation de la subvention au CCAS (+105 K€ à 327 K€), les autres subventions versées restant stables
- Une diminution des frais financiers (-21 000€), compte tenu de l'évolution de la dette.

[1] Tous les montants présentés dans le présent rapport sont arrondis au millier ; les montants exacts figurent dans le document budgétaire joint en annexe.

Le virement à la section d'investissement est inscrit à hauteur de 609 405 €, montant qui sera abondé après intégration du résultat 2023 reporté.

- En section d'investissement :

Les recettes d'investissement s'établissent 10 268 975 € et comprennent :

- Les subventions pour un montant de 2 040 000 € ;
- Les remboursements de FCTVA pour 710 000 €, les dotations aux amortissements pour un montant de 813 100 €, des opérations d'ordre et autres recettes pour 66 115 € ;
- Le virement en provenance de la section de fonctionnement pour un montant de 609 405 € ;
- Des produits de cessions d'immobilisations pour 1 000 000 € au titre de la vente de l'ancien EHPAD des Erables et de l'ancienne école des Remparts ;
- Un emprunt prévu à hauteur de 1 000 000 € complété, dans l'attente de la reprise des résultats 2023, par un emprunt d'équilibre de 4 030 355 € qui ne sera pas mobilisé.

Les dépenses d'investissement s'établissent à hauteur équivalente de 10 268 975 € et comprennent :

- Les investissements issus des autorisations de programme pour un montant de 8 215 000€ ;
- Hors autorisations de programme, les crédits nécessaires aux besoins des services pour 550 000 € ;
- Les dépenses financières (remboursement du capital des emprunts) pour un montant de 1 300 000 € ;
- Des opérations d'ordre pour un montant de 203 975 €.

M. FACCHIN dit qu'il avait demandé lors de la précédente séance du conseil municipal, le montant de la dette consolidée par habitant.

M. le Maire répond qu'il faut ajouter les 4 millions du budget de la gendarmerie au budget général.

M. BRAUN répond qu'il communiquera les éléments à M. FACCHIN.

M. le Maire dit que c'est un budget annexe, qu'il y a une gendarmerie et des loyers en contrepartie, il ne comprend pas où veut en venir M. FACCHIN.

M. BRAUN dit se souvenir des discussions qui avaient eu lieu il y a quelques années pendant lesquelles M. FACCHIN disait à qui veut bien l'entendre qu'ils allaient ruiner la ville. Non seulement la ville a mis en place des ratios mais elle en est très en -dessous.

M. le Maire dit que la ville suit la dette par habitant de très près et s'est fixée des objectifs. Sachant que pour la ville de Guebwiller, ce sujet est peut-être un peu différent car si nous regardons la situation comme si nous étions une entreprise, il y aurait d'un côté du passif, à savoir la dette et de l'autre côté des actifs avec les loyers de la Gendarmerie et une participation à 51% dans Caléo qui pour 33% représentent 10 millions d'euros. Il dit que la ville de Guebwiller a des finances tout à fait saines.

M. FACCHIN dit que depuis 10 ans, le budget primitif est présenté avec en ligne directrice le développement et l'attractivité de la ville. Il souhaiterait savoir quels sont les éléments factuels qui permettent de dire que ces objectifs sont atteints. Le nombre d'habitants est en baisse, il y a moins d'élèves, moins de classes, pas plus de commerces ni de services. Malgré les efforts, la ville a échoué en ce qui concerne la motivation des médecins à venir s'installer à Guebwiller et pire encore, le centre de radiologie a déménagé pour s'installer à Issenheim. Le pôle médical cherche encore désespérément des locataires. Tous ces éléments montrent que tous ces investissements n'ont pas permis d'atteindre le but recherché. Lors du DOB, M. le Maire avait dit que c'est un beau projet d'investissement. C'est une vision du 20ème siècle qui propose un budget du 20ème siècle, alors que nous sommes au 21ème siècle. Tout est misé sur de l'investissement alors que les réalités sociologiques imposent des décisions urgentes, des moyens importants à destination des habitants. A Guebwiller, le taux de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale. La population des 30-44 ans est en diminution de plus de 10% alors que celle des 60-74 ans progresse fortement. Le taux des violences intra-familiales est le plus élevé des villes du Haut-Rhin.

Il rappelle que M. le Maire avait dit, à ce propos, que ce problème de violences se répercute également dans les écoles dans lesquelles il y a tout un dispositif d'aides aux enseignants. Alors que les violences se déroulent dans la sphère familiale, la ville a développé un système de vidéo surveillance pour répondre à quelques incivilités. Selon les données du ministère de l'éducation nationale, les indices de positionnement sociales des écoles primaires sont parmi les plus faibles du pays. Il s'agit d'un outils important pour évaluer, comprendre et agir sur les inégalités sociales dans l'éducation afin de promouvoir une plus grande équité entre les élèves. Il permet d'évaluer et de classer les établissements scolaires en fonction du contexte socio-économique de leurs élèves. Cet indice sert à prendre en compte les facteurs extérieurs à l'école comme les origines sociales, économiques et culturelles des élèves qui peuvent influencer leurs réussites scolaires. L'indice moyen nationale est de 100. A Guebwiller les derniers indices sont les suivants : pour l'école Emile Storck (la mieux classée) l'indice est de 99,7, soit la 18 041ème école sur 32 099 écoles primaires en France. Pour l'école Buecher, l'indice est de 86,7 soit la 27 222ème école sur 32 099 écoles et pour l'école Hautval qui est la moins bien classée et la plus récente, l'indice est de 85,1 soit 27 800 sur 32 000. Parmi les écoles primaires de la CCRG les trois écoles guebwilleroises occupent tristement les trois dernières places, c'est-à-dire sur toute la communauté de communes, toutes les écoles primaires sont mieux classées que celles de Guebwiller.
Il note également qu'en 2016, l'indice de l'école Storck était de 110. En 10 ans, les études et les statistiques démontrent la corrélation entre l'IPS et les études supérieures, aussi les enfants scolarisés dans les écoles primaires de Guebwiller ont aujourd'hui moins de chance de réussite que leurs camarades scolarisés dans d'autres communes. Cette situation est certainement un élément qui permet, parmi d'autres, de comprendre la baisse de la population des 30-44 ans. Ce budget ne répond pas aux besoins des Guebwilleroises et Guebwillerois c'est pourquoi le groupe d'opposition votera contre. Aujourd'hui l'urgence est ailleurs, il faut répondre aux besoins des plus faibles, investir en direction des plus jeunes. La réhabilitation, la restructuration d'école ne suffisent pas, il s'agit de coquilles vides. Il faut investir dans l'humain, proposer des solutions, développer un vrai projet éducatif local pour que le enfants de Guebwiller aient la même chance que les autres et ainsi donner envie aux parents de s'installer, de rester ou de scolariser leurs enfants dans notre ville. Pour conclure, il dit que le chemin semble difficile tellement ceci ne fait pas partie de vos priorités, pour preuve les beaux colis confectionnés, avec des produits de qualités issue de commerçants locaux, qu'il a eu le plaisir de distribuer aux ainés alors que les enfants des écoles ont eu droits, eux, à des friandises, un pain d'épices et des chocolats de chez Lidl, à base d'huile de palme.

Mme DEHESTRU dit que l'indice de position social contient un certain nombre d'indicateurs dont la profession des parents, leur niveau d'études et la culture disponible au domicile. Aucun enseignant ou directeur d'école ne peut renseigner ces critères, ce qui veut dire que le seul critère pris en compte est la profession des parents. Il considère donc que si les parents ont une profession pas très bien rémunérée, les enfants vont forcément échouer à l'école alors qu'il y a des enfants dans des milieux très modestes dont les parents considèrent que l'école est importante et vont à la médiathèque de Guebwiller, qui est gratuite pour les enfants. Mais cela, la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) ne le sait pas.
Concernant la Saint-Nicolas, elle dit avoir cherché les friandises pour les enfants elle-même au Super U de Guebwiller et non au Lidl.

Mme GRAWEY précise qu'un particulier a eu l'amabilité de distribuer des friandises dans les écoles maternelles et qu'il ne faut donc pas confondre avec celles distribuées par la mairie.

M. le Maire dit que l'intervention de M. FACCHIN montre bien que c'est étudié de manière très superficielle, à savoir chercher le négatif sans même étudier la question de manière approfondie.

Mme DEHESTRU demande s'il pense qu'il ne faut pas faire les travaux de l'école Bucher. Elle dit que le rôle de la ville est effectivement d'entretenir et de construire des écoles et non d'intervenir dans les salles de classes ou sur la pédagogie, ceci est le rôle de l'éducation nationale.

M. le Maire dit que la ville est en charge des bâtiments des écoles et un peu de l'accompagnement, mais l'enseignement et l'éducation est du ressort de l'éducation nationale. Les structures de la ville reposaient encore sur une ville textile industrielle qui n'a jamais été prises à bras le corps. Les friches représentaient 4 hectares de bâtiments vides et aucun investissement n'avait été réalisé par la ville pendant des dizaines d'années. Tout le travail que la municipalité rattrape aujourd'hui comme l'Eglise Notre-Dame aurait dû commencer il y a 30 ans et aurait coûté beaucoup moins cher. Les élus de l'époque se sont chamaillés pendant des années pour ne pas faire l'investissement qu'il fallait réaliser. Ce sont des choses absolument nécessaires, il s'agit de l'identité de la ville et

la modernisation qui est en train d'être effectuée va dans ce sens, mais elle prend du temps car beaucoup de patrimoines étaient en train de vieillir tels que les fenêtres à simple vitrage à la mairie ou les bâtiments sportifs. L'investissement prévu est en grande partie pour moderniser l'ensemble de ces bâtiments et de ce patrimoine. Il souhaiterait savoir ce que M. FACCHIN ne ferait pas en matière d'investissement ou ce qu'il ferait différemment. Il estime qu'il ne sert pas la ville de Guebwiller en dressant ce tableau noir mais il a bien compris qu'il s'agissait d'une campagne électorale. Il dit que la paupérisation de la population est un phénomène générale, toutes les collectivités le relèvent et c'est également pareil pour le vieillissement de la population.

M. BRAUN dit qu'en terme de compétences budgétaires, M. FACCHIN est complétement dépassé et que s'il souhaitait se présenter comme élu à Guebwiller, il devrait éviter de le faire car il ne pourrait rien changer. Tout ce qu'il a relevé dépend de compétences régionales ou autres mais non communales. En termes de finances, il dit que M. FACCHIN confond le fonctionnement et l'investissement en proposant de diminuer l'investissement pour augmenter le fonctionnement. Il demande s'il faut augmenter les impôts ?

M. FACCHIN dit que les projets éducatifs locaux sont inexistants et qu'il y a des choses à faire. Il dit rencontrer régulièrement des professeurs des écoles et surtout des ATSEM qui se plaignent régulièrement. Il affirme que des élus de la majorité ont dit que s'ils avaient des enfants ils ne les mettraient pas à l'école à Guebwiller. Il dit qu'une élue de la majorité leur a posé la question à savoir s'ils avaient des idées au niveau social car elle ne savait pas quoi faire. Il dit ne pas être d'accord avec Mme DEHESTRU et affirme qu'il y a d'autres éléments qui entrent en ligne de compte dans l'IPS et que ce n'est pas forcément les professeurs des écoles et les directeurs qui font remonter les informations.

Mme DEHESTRU dit ne pas avoir fini de remplir le document concernant le projet éducatif local mais déclare qu'on ne peut pas dire que rien n'est fait. Elle dit que la ville intervient quand même sur ce qui se passe dans les écoles et finance énormément d'actions culturelles. On subventionne nos multiples associations sportives qui proposent des actions à la jeunesse. Elle ne comprend pas où veut en venir M. FACCHIN et lui demande ce qu'il faudrait faire de plus.

M. le Maire dit que l'évolution de la population est à peu près stable et montre simplement que Guebwiller est confrontée au desserrement des ménages qui est un phénomène important dans la ville. Elle est passée de plus de 2 ou 2,1 personnes par foyer à aujourd'hui 1,9. Pour conserver la population il faut créer plus de logements que ce qu'on prévoit comme développement d'habitants. C'est un phénomène important que le groupe minoritaire ne veut pas comprendre et c'est là qu'ils sont confrontés à toutes leurs contradictions dans leur raisonnement puisqu'ils sont systématiquement contre la construction de logement. La ville a un beau projet de résidence sur les friches notamment derrière la mairie sans consommer de nouveaux espaces et qui sont des espaces imperméabilisés qu'on va désimperméabiliser pour créer des espaces verts tout en créant de nouveaux logements. Il dit qu'ils n'ont aucune vision de notre ville et qu'ils ne cherchent que quelques points noirs à critiquer et qu'en plus ils sont en partie inventés. L'action de la ville va dans beaucoup de directions différentes et cela de manière volontaire et finalement vous cherchez une autre voie mais sans vraiment expliquer ce que vous feriez.

M. FACCHIN dit que ce n'est pas un reproche de dire que le nombre d'habitants à chuté mais un constat. Il redemande quels sont les éléments factuels aujourd'hui qui permettent de dire que tout ce qui a été fait depuis 10 ans fait que Guebwiller est devenue plus attractive.

M. le Maire répond que ce n'est pas le sujet, qu'il s'agit de voter le budget.

M. MULLER dit que la ville s'est attaquée aux friches mais pas n'importe comment. Elle y travaille, elle sait ce qu'elle veut faire, elle a une direction, des plans directeurs et sait exactement où elle veut aller. L'hypercentre qui était très compliqué est en phase d'être réussi. Concernant les friches NSC, personne n'a voulu y toucher pas même le propriétaire lui-même. Il y a trois semaines, la ville a eu l'accueil qualité des commerces et treize commerçants ont été lauréats ce qui n'était jamais arrivé à Guebwiller. Ce sont bien des indices qui montrent que la ville avance.

M. le Maire dit à M. FACCHIN d'aller consulter les commerçants pendant la période de Noël Bleu pour savoir comme ça se passe pour eux et connaitre leur ressenti.

Mme CORNEC dit que le CCAS a employé une directrice tout à fait compétente et qu'il lui semble qu'avant son arrivée ce n'était pas le cas. Elle dit que sur la période du 1er janvier au 31 octobre le CCAS a reçu 2 600 personnes, à savoir 940 en présentiel, 1600 par téléphone, 33 qui ont été orientées par la CeA, 620 accueillies pour les actions seniors, 770 pour les actions logements, 550 accueillies pour l'accès aux droits, 411 pour de l'information de prévention, 130 ont été réorientées vers la CeA. Au niveau des statistiques « suivi social », sur 130 rendez-vous, 24% dans le cadre de précarité financière, 35% dans le cadre de l'aide administrative (demande de carte d'identité, titre de séjour, carte de solidarité, SNCF…) 21% dans le cadre de la retraite et 12% dans le cadre de la santé.

M. le Maire dit que la municipalité est optimiste pour sa ville et qu'elle continuera d'œuvrer pour que cette attractivité continue.

Mme DEHESTRU dit que le Projet Educatif Territorial à rendre est une charge lourde et que le service éducation à une charge de travail notamment en raison du suivi du dossier Bucher. Il est prévu en 2025 de recourir à un prestataire pour la rédaction de ce document.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 25
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / L. HEBERLE / D. MASSON

Voix Contre : 5
C. FACCHIN / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **tel qu'il figure en annexe le budget primitif 2025 du budget général, de 22 860 595 €, qui s'équilibre globalement en dépenses et en recettes, soit 10 268 975 € en section d'investissement et 12 591 620 € en section de fonctionnement ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21680112600014

POSTE COMPTABLE :

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I
A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	11 094

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 006,77
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 121,47
3	Dépenses d'équipement brut / population	790,07
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	287,25
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	55,09 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99,02 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	70,45 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I
C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	15 881 487,60	15 437 061,22	9 323 062,65	A1	8 878 636,27
Investissement	5 566 400,33	4 287 317,00	(3) 5 128 807,19	A2	3 849 723,86
Fonctionnement	10 315 087,27	11 149 744,22	(4) 4 194 255,46	A3	5 028 912,41

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	8 878 636,27
Investissement	A2 + B2	3 849 723,86
Fonctionnement	A3 + B3	5 028 912,41

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II
A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	10 268 975,00	10 268 975,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	10 268 975,00	10 268 975,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	12 591 620,00	12 591 620,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	12 591 620,00	12 591 620,00

TOTAL DU BUDGET (4)	22 860 595,00	22 860 595,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

IV – ANNEXES	II
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B1

B1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer (exercices au-delà de N+)
2021-11 Habitat	308 250.00	109 660.00	417 910.00	67 910.00	250 000.00	100 000.00
2021-12 Cadre de vie	1 793 570.00	-91 095.00	1 702 475.00	1 652 475.00	50 000.00	0.00
2021-13 Commerces	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00
2021-14 Autres	390 000.00		390 000.00	390 000.00	0.00	0.00
2021-21 Bâtiments	4 532 808.00	507 710.00	5 040 518.00	2 270 518.00	1 770 000.00	1 000 000.00
2021-22 Patrimoines remarquables	6 324 209.00	-252 635.00	6 071 574.00	4 346 574.00	1 225 000.00	500 000.00
2021-23 Equipements sportifs	1 329 423.00	456 225.00	1 785 648.00	185 648.00	1 550 000.00	50 000.00
2021-24 Autres équipements	936 349.00	91 495.00	1 027 844.00	872 844.00	65 000.00	90 000.00
2021-31 Rénovation de la voirie et des ponts	5 213 495.00	90 735.00	5 304 230.00	2 854 230.00	1 550 000.00	900 000.00
2021-32 Mobilité	361 392.00	-39 705.00	321 687.00	321 687.00	0.00	0.00
2021-33 Réseaux	2 217 003.00	63 930.00	2 280 933.00	2 215 933.00	65 000.00	0.00
2021-34 Cadre de vie (hors centre-ville)	61 961.00	-3 169.00	58 792.00	38 792.00	10 000.00	10 000.00
2021-41 Equipements jeunesse	184 805.00	-6 280.00	178 525.00	88 525.00	45 000.00	45 000.00
2021-42 Ecoles	4 328 974.00	-465 965.00	3 863 009.00	213 009.00	1 150 000.00	2 500 000.00
2023-43 Concertation jeunesse et citoyenneté	185 420.00	-27 119.00	158 301.00	73 301.00	35 000.00	50 000.00
2021-51 Maison des solidarités	1 167 302.00	-19 425.00	1 147 877.00	697 877.00	450 000.00	0.00
2021-52 Accompagnement du nouvel EHPAD	275 735.00	-882.00	274 853.00	274 853.00	0.00	0.00
2021-61 Besoins des services	641 123.00		641 123.00	641 123.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	160 780,00	0,00	463 000,00	0,00	463 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	90 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	1 158 520,00	0,00	1 244 600,00	0,00	1 244 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	6 190 700,00	0,00	6 807 400,00	0,00	6 807 400,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**8 765 000,00**	**0,00**	**8 765 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 278 027,00	0,00	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 878 027,00**	**0,00**	**10 065 000,00**	**0,00**	**10 065 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*150 000,00*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*133 223,00*		*53 975,00*	*0,00*	*53 975,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***283 223,00***		***203 975,00***	***0,00***	***203 975,00***
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**10 268 975,00**
						+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE						**0,00**
						=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**10 268 975,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	2 199 500,00	0,00	2 040 000,00	0,00	2 040 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	600 000,00	0,00	5 030 355,00	0,00	5 030 355,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**7 070 355,00**	**0,00**	**7 070 355,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	710 000,00	0,00	710 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	11 840,00	0,00	12 140,00	0,00	12 140,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Total des recettes financières		**1 579 340,00**	**0,00**	**1 722 140,00**	**0,00**	**1 722 140,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 378 840,00**	**0,00**	**8 792 495,00**	**0,00**	**8 792 495,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*4 569 320,46*		*609 405,00*	*0,00*	*609 405,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 013 100,00*		*813 100,00*	*0,00*	*813 100,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*133 223,00*		*53 975,00*	*0,00*	*53 975,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 715 643,46***		***1 476 480,00***	***0,00***	***1 476 480,00***
TOTAL		**10 094 483,46**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**10 268 975,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 268 975,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 272 505,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	3 174 780,00	0,00	3 081 085,00	0,00	3 081 085,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	5 917 000,00	0,00	6 070 000,00	0,00	6 070 000,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 714 815,00	0,00	1 855 630,00	0,00	1 855 630,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 876 595,00**	**0,00**	**11 076 715,00**	**0,00**	**11 076 715,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00	77 400,00	0,00	77 400,00
67	Charges spécifiques (3)	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**10 986 035,00**	**0,00**	**11 169 115,00**	**0,00**	**11 169 115,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*4 569 320,46*		*609 405,00*	*0,00*	*609 405,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 013 100,00*		*813 100,00*	*0,00*	*813 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 582 420,46***		***1 422 505,00***	***0,00***	***1 422 505,00***

TOTAL	**16 568 455,46**	**0,00**	**12 591 620,00**	**0,00**	**12 591 620,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**12 591 620,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	75 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	486 380,00	0,00	486 380,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	4 684 000,00	0,00	4 684 000,00
74	Dotations et participations (3)	3 652 500,00	0,00	3 537 800,00	0,00	3 537 800,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	749 000,00	0,00	842 910,00	0,00	842 910,00
Total des recettes de gestion courante		**11 672 200,00**	**0,00**	**11 791 090,00**	**0,00**	**11 791 090,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	649 530,00	0,00	649 530,00
77	Produits spécifiques (3)	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**12 224 200,00**	**0,00**	**12 441 620,00**	**0,00**	**12 441 620,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*150 000,00*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***150 000,00***		***150 000,00***	***0,00***	***150 000,00***
TOTAL		**12 374 200,00**	**0,00**	**12 591 620,00**	**0,00**	**12 591 620,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	12 591 620,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	1 272 505,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 , DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 300 000,00	0,00	1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		463 000,00	0,00	463 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		250 000,00	0,00	250 000,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		1 244 600,00	151 188,00	1 395 788,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		6 807 400,00	52 787,00	6 860 187,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**10 065 000,00**	***203 975,00***	**10 268 975,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 268 975,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	3 081 085,00		3 081 085,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	6 070 000,00		6 070 000,00
014	Atténuations de produits	70 000,00		70 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	1 855 630,00	0,00	1 855 630,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	77 400,00	0,00	77 400,00
67	Charges spécifiques (9)	15 000,00	0,00	15 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	813 100,00	813 100,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		609 405,00	609 405,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**11 169 115,00**	***1 422 505,00***	**12 591 620,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	12 591 620,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		710 000,00	0,00	710 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		2 040 000,00	0,00	2 040 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		5 030 355,00	0,00	5 030 355,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	33 975,00	33 975,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	20 000,00	20 000,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		12 140,00	0,00	12 140,00
28	*Amortissement des immobilisations*			550 000,00	550 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			263 100,00	263 100,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			609 405,00	609 405,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		1 000 000,00		1 000 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**8 792 495,00**	***1 476 480,00***	**10 268 975,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 268 975,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	20 000,00		20 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	486 380,00		486 380,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		150 000,00	150 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00		2 220 000,00
731	Fiscalité locale	4 684 000,00		4 684 000,00
74	Dotations et participations (8)	3 537 800,00		3 537 800,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	842 910,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	649 530,00	0,00	649 530,00
77	Produits spécifiques (8)	1 000,00	0,00	1 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**12 441 620,00**	***150 000,00***	**12 591 620,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	12 591 620,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**2 053 975,00**	**10 268 975,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	160 780,00	0,00	0,00	463 000,00	0,00	448 000,00	15 000,00	463 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	90 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 158 520,00	0,00	0,00	1 244 600,00	0,00	718 000,00	526 600,00	1 244 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 190 700,00	0,00	0,00	6 807 400,00	0,00	6 799 000,00	8 400,00	6 807 400,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 765 000,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**550 000,00**	**8 765 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 278 027,00	0,00		1 300 000,00	0,00		1 300 000,00	1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**8 878 027,00**	**0,00**	**0,00**	**10 065 000,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**1 850 000,00**	**10 065 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*150 000,00*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*133 223,00*			*53 975,00*	*0,00*		*53 975,00*	*53 975,00*
Total des dépenses d'ordre		**283 223,00**			**203 975,00**	**0,00**		**203 975,00**	**203 975,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**10 268 975,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III
A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 294 483,46**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**10 268 975,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 199 500,00	0,00	2 040 000,00	0,00	2 040 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	600 000,00	0,00	5 030 355,00	0,00	5 030 355,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**7 070 355,00**	**0,00**	**7 070 355,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	710 000,00	0,00	710 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	11 840,00	0,00	12 140,00	0,00	12 140,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Total des recettes financières		**779 340,00**	**0,00**	**1 722 140,00**	**0,00**	**1 722 140,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 578 840,00**	**0,00**	**8 792 495,00**	**0,00**	**8 792 495,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 569 320,46*		*609 405,00*	*0,00*	*609 405,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 013 100,00*		*813 100,00*	*0,00*	*813 100,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*133 223,00*		*53 975,00*	*0,00*	*53 975,00*
Total des recettes d'ordre		***5 715 643,46***		***1 476 480,00***	***0,00***	***1 476 480,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	0,00
Affectation au compte 1068 (8)	0,00
Total des recettes d'investissement cumulées	10 268 975,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**2 053 975,00**	**10 268 975,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	160 780,00	0,00	0,00	463 000,00	0,00	448 000,00	15 000,00	463 000,00
2031	Frais d'études	136 000,00	0,00		448 000,00	0,00	448 000,00	0,00	448 000,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
2051	Concessions, droits similaires	19 780,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	90 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	90 000,00	0,00		250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 158 520,00	0,00	0,00	1 244 600,00	0,00	718 000,00	526 600,00	1 244 600,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	0,00		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
21316	Equipements du cimetière	15 000,00	0,00		11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
21351	Bâtiments publics	303 066,00	0,00		395 000,00	0,00	345 000,00	50 000,00	395 000,00
2151	Réseaux de voirie	20 000,00	0,00		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
2152	Installations de voirie	107 000,00	0,00		100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
21538	Autres réseaux	120 000,00	0,00		117 000,00	0,00	117 000,00	0,00	117 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	50 000,00	0,00		50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	5 720,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	118 500,00	0,00		132 515,00	0,00	60 000,00	72 515,00	132 515,00
21611	Biens sous-jacents	5 000,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
21621	Biens sous-jacents	2 545,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	160 000,00	0,00		185 000,00	0,00	0,00	185 000,00	185 000,00
21831	Matériel informatique scolaire	21 000,00	0,00		21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00
21838	Autre matériel informatique	75 000,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	31 800,00	0,00		40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	88 889,00	0,00		81 785,00	0,00	0,00	81 785,00	81 785,00
2188	Autres immobilisations corporelles	25 000,00	0,00		21 300,00	0,00	5 000,00	16 300,00	21 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 190 700,00	0,00	0,00	6 807 400,00	0,00	6 799 000,00	8 400,00	6 807 400,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2312	Agencements et aménagements de terrains	70 000,00	0,00		94 000,00	0,00	94 000,00	0,00	94 000,00
2313	Constructions	3 699 300,00	0,00		5 215 000,00	0,00	5 215 000,00	0,00	5 215 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 409 900,00	0,00		1 490 000,00	0,00	1 490 000,00	0,00	1 490 000,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	11 500,00	0,00		8 400,00	0,00	0,00	8 400,00	8 400,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 765 000,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**550 000,00**	**8 765 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 278 027,00	0,00		1 300 000,00	0,00		1 300 000,00	1 300 000,00
1641	Emprunts en euros	1 278 027,00	0,00		1 300 000,00	0,00		1 300 000,00	1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**8 878 027,00**	**0,00**	**0,00**	**10 065 000,00**	**0,00**	**8 215 000,00**	**1 850 000,00**	**10 065 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*150 000,00*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*150 000,00*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*150 000,00*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*133 223,00*			*53 975,00*	*0,00*		*53 975,00*	*53 975,00*
21831	*Matériel informatique scolaire*	*1 188,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21838	*Autre matériel informatique*	*0,00*			*1 188,00*	*0,00*		*1 188,00*	*1 188,00*
2313	*Constructions*	*11 188,00*			*47 522,00*	*0,00*		*47 522,00*	*47 522,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*120 847,00*			*5 265,00*	*0,00*		*5 265,00*	*5 265,00*
Total des dépenses d'ordre		**283 223,00**			**203 975,00**	**0,00**		**203 975,00**	**203 975,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 294 483,46**	**0,00**	**10 268 975,00**	**0,00**	**10 268 975,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 199 500,00	0,00	2 040 000,00	0,00	2 040 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 400 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	648 000,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	110 000,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	600 000,00	0,00	5 030 355,00	0,00	5 030 355,00
1641	Emprunts en euros	600 000,00	0,00	5 030 355,00	0,00	5 030 355,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**7 070 355,00**	**0,00**	**7 070 355,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	710 000,00	0,00	710 000,00
10222	FCTVA	712 000,00	0,00	655 000,00	0,00	655 000,00
10226	Taxe d'aménagement	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	11 840,00	0,00	12 140,00	0,00	12 140,00
276358	Créance Autres groupements	11 840,00	0,00	12 140,00	0,00	12 140,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Total des recettes financières		**779 340,00**	**0,00**	**1 722 140,00**	**0,00**	**1 722 140,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 578 840,00**	**0,00**	**8 792 495,00**	**0,00**	**8 792 495,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 569 320,46*		*609 405,00*	*0,00*	*609 405,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 013 100,00*		*813 100,00*	*0,00*	*813 100,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2051	Concessions, droits similaires	0,00		0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	12 010,00		50 000,00	0,00	50 000,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	4 400,00		2 500,00	0,00	2 500,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	32 750,00		60 000,00	0,00	60 000,00
280423	Privé : Projet infrastructure	200,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	24 000,00		25 000,00	0,00	25 000,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 180,00		1 500,00	0,00	1 500,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	167 360,00		100 000,00	0,00	100 000,00
28138	Autres constructions	660,00		1 000,00	0,00	1 000,00
28151	Réseaux de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	27 800,00		30 000,00	0,00	30 000,00
2815731	Matériel roulant	38 900,00		5 000,00	0,00	5 000,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	16 000,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	35 600,00		20 000,00	0,00	20 000,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	69 600,00		50 000,00	0,00	50 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	69 500,00		50 000,00	0,00	50 000,00
281831	Matériel informatique scolaire	800,00		5 000,00	0,00	5 000,00
281838	Autre matériel informatique	77 690,00		30 000,00	0,00	30 000,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	5 700,00		10 000,00	0,00	10 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	57 700,00		40 000,00	0,00	40 000,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	105 150,00		70 000,00	0,00	70 000,00
4817	Indemnités de renégociation de la dette	263 100,00		263 100,00	0,00	263 100,00
041	Opérations patrimoniales (9)	133 223,00		53 975,00	0,00	53 975,00
2031	Frais d'études	116 095,00		30 843,00	0,00	30 843,00
2033	Frais d'insertion	7 128,00		3 132,00	0,00	3 132,00
238	Avances commandes immo corporelles	10 000,00		20 000,00	0,00	20 000,00
Total des recettes d'ordre		**5 715 643,46**		**1 476 480,00**	**0,00**	**1 476 480,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 568 455,46**	**0,00**	**0,00**	**12 591 620,00**	**0,00**	**0,00**	**12 591 620,00**	**12 591 620,00**
011	Charges à caractère général (3)	3 174 780,00	0,00	0,00	3 081 085,00	0,00	0,00	3 081 085,00	3 081 085,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	5 917 000,00	0,00		6 070 000,00	0,00		6 070 000,00	6 070 000,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00		70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 714 815,00	0,00	0,00	1 855 630,00	0,00	0,00	1 855 630,00	1 855 630,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 876 595,00**	**0,00**	**0,00**	**11 076 715,00**	**0,00**	**0,00**	**11 076 715,00**	**11 076 715,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00		77 400,00	0,00		77 400,00	77 400,00
67	Charges spécifiques (3)	15 000,00	0,00		15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**109 440,00**	**0,00**	**0,00**	**92 400,00**	**0,00**		**92 400,00**	**92 400,00**
Total des dépenses réelles		**10 986 035,00**	**0,00**	**0,00**	**11 169 115,00**	**0,00**	**0,00**	**11 169 115,00**	**11 169 115,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 569 320,46*			*609 405,00*	*0,00*		*609 405,00*	*609 405,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 013 100,00*			*813 100,00*	*0,00*		*813 100,00*	*813 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 582 420,46**			**1 422 505,00**	**0,00**		**1 422 505,00**	**1 422 505,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**12 591 620,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 374 200,00**	**0,00**	**12 591 620,00**	**0,00**	**12 591 620,00**
013	Atténuations de charges (2)	75 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	486 380,00	0,00	486 380,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	4 684 000,00	0,00	4 684 000,00
74	Dotations et participations (2)	3 652 500,00	0,00	3 537 800,00	0,00	3 537 800,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	749 000,00	0,00	842 910,00	0,00	842 910,00
Total des recettes de gestion des services		**11 672 200,00**	**0,00**	**11 791 090,00**	**0,00**	**11 791 090,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	649 530,00	0,00	649 530,00
77	Produits spécifiques (2)	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**552 000,00**	**0,00**	**650 530,00**	**0,00**	**650 530,00**
Total des recettes réelles		**12 224 200,00**	**0,00**	**12 441 620,00**	**0,00**	**12 441 620,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*150 000,00*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**12 591 620,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		16 568 455,46	0,00	0,00	12 591 620,00	0,00	0,00	12 591 620,00	12 591 620,00
011	Charges à caractère général (4)	3 174 780,00	0,00	0,00	3 081 085,00	0,00	0,00	3 081 085,00	3 081 085,00
6042	Achats de prestations de services	45 000,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
60611	Eau et assainissement	90 000,00	0,00		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
60612	Energie - Electricité	780 000,00	0,00		800 000,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00
60621	Combustibles	20,00	0,00		20,00	0,00	0,00	20,00	20,00
60622	Carburants	75 000,00	0,00		65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
60623	Alimentation	3 000,00	0,00		4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	4 500,00
60624	Produits de traitement	24 900,00	0,00		24 500,00	0,00	0,00	24 500,00	24 500,00
60628	Autres fournitures non stockées	47 900,00	0,00		46 700,00	0,00	0,00	46 700,00	46 700,00
60631	Fournitures d'entretien	37 500,00	0,00		36 000,00	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	254 750,00	0,00		235 850,00	0,00	0,00	235 850,00	235 850,00
60633	Fournitures de voirie	17 000,00	0,00		32 000,00	0,00	0,00	32 000,00	32 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	15 200,00	0,00		15 200,00	0,00	0,00	15 200,00	15 200,00
6064	Fournitures administratives	22 780,00	0,00		20 830,00	0,00	0,00	20 830,00	20 830,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 900,00	0,00		29 900,00	0,00	0,00	29 900,00	29 900,00
6067	Fournitures scolaires	30 000,00	0,00		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6068	Autres matières et fournitures	2 600,00	0,00		2 800,00	0,00	0,00	2 800,00	2 800,00
611	Contrats de prestations de services	124 980,00	0,00		133 850,00	0,00	0,00	133 850,00	133 850,00
61351	Matériel roulant	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	25 070,00	0,00		22 800,00	0,00	0,00	22 800,00	22 800,00
61521	Entretien terrains	47 500,00	0,00		33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	33 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	55 500,00	0,00		52 500,00	0,00	0,00	52 500,00	52 500,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	91 000,00	0,00		75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	17 000,00	0,00		12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
61524	Entretien bois et forêts	68 000,00	0,00		69 000,00	0,00	0,00	69 000,00	69 000,00
61551	Entretien matériel roulant	42 000,00	0,00		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 300,00	0,00		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6156	Maintenance	207 450,00	0,00		167 435,00	0,00	0,00	167 435,00	167 435,00
6161	Multirisques	55 020,00	0,00		56 020,00	0,00	0,00	56 020,00	56 020,00
6168	Autres primes d'assurance	40 160,00	0,00		47 960,00	0,00	0,00	47 960,00	47 960,00
617	Etudes et recherches	58 089,00	0,00		24 500,00	0,00	0,00	24 500,00	24 500,00
6182	Documentation générale et technique	10 820,00	0,00		9 520,00	0,00	0,00	9 520,00	9 520,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	20 000,00	0,00		27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	27 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	100,00	0,00		800,00	0,00	0,00	800,00	800,00
62268	Autres honoraires, conseils	24 100,00	0,00		41 100,00	0,00	0,00	41 100,00	41 100,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6228	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	23 400,00	0,00		20 600,00	0,00	0,00	20 600,00	20 600,00
6232	Fêtes et cérémonies	193 182,40	0,00		187 500,00	0,00	0,00	187 500,00	187 500,00
6233	Foires et expositions	106 004,60	0,00		99 400,00	0,00	0,00	99 400,00	99 400,00
6234	Réceptions	52 350,00	0,00		31 500,00	0,00	0,00	31 500,00	31 500,00
6236	Catalogues et imprimés	69 240,00	0,00		69 700,00	0,00	0,00	69 700,00	69 700,00
6238	Divers	5 144,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	18 300,00	0,00		17 300,00	0,00	0,00	17 300,00	17 300,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 500,00	0,00		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6261	Frais d'affranchissement	28 400,00	0,00		20 400,00	0,00	0,00	20 400,00	20 400,00
6262	Frais de télécommunications	55 000,00	0,00		57 000,00	0,00	0,00	57 000,00	57 000,00
627	Services bancaires et assimilés	2 200,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	15 570,00	0,00		15 550,00	0,00	0,00	15 550,00	15 550,00
6282	Frais de gardiennage	14 200,00	0,00		15 250,00	0,00	0,00	15 250,00	15 250,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	76 500,00	0,00		85 500,00	0,00	0,00	85 500,00	85 500,00
6284	Redevances pour services rendus	22 000,00	0,00		22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	22 000,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
63512	Taxes foncières	74 000,00	0,00		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00
63513	Autres impôts locaux	6 000,00	0,00		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6358	Autres droits	300,00	0,00		300,00	0,00	0,00	300,00	300,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	13 350,00	0,00		7 800,00	0,00	0,00	7 800,00	7 800,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	5 917 000,00	0,00		6 070 000,00	0,00		6 070 000,00	6 070 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	40 000,00	0,00		66 000,00	0,00		66 000,00	66 000,00
6218	Autre personnel extérieur	24 000,00	0,00		23 000,00	0,00		23 000,00	23 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	16 000,00	0,00		17 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	67 000,00	0,00		75 000,00	0,00		75 000,00	75 000,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	10 000,00	0,00		10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 616 400,00	0,00		2 754 000,00	0,00		2 754 000,00	2 754 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	24 000,00	0,00		24 000,00	0,00		24 000,00	24 000,00
64113	NBI	38 000,00	0,00		41 000,00	0,00		41 000,00	41 000,00
64118	Autres indemnités	656 600,00	0,00		849 000,00	0,00		849 000,00	849 000,00
64131	Rémunérations	255 000,00	0,00		288 000,00	0,00		288 000,00	288 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00
64138	Primes et autres indemnités	60 000,00	0,00		79 000,00	0,00		79 000,00	79 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	5 000,00	0,00		21 000,00	0,00		21 000,00	21 000,00
64168	Autres emplois aidés	168 000,00	0,00		159 000,00	0,00		159 000,00	159 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	25 000,00	0,00		14 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	732 000,00	0,00		597 000,00	0,00		597 000,00	597 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	900 000,00	0,00		844 000,00	0,00		844 000,00	844 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	66 000,00	0,00		36 000,00	0,00		36 000,00	36 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	85 000,00	0,00		90 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	45 000,00	0,00		16 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	20 000,00	0,00		18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	62 000,00	0,00		45 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00
6488	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00		70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	70 000,00	0,00		70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1 714 815,00	0,00	0,00	1 855 630,00	0,00	0,00	1 855 630,00	1 855 630,00
65131	Bourses	6 600,00	0,00		7 400,00	0,00	0,00	7 400,00	7 400,00
65132	Prix	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	174 595,00	0,00		178 000,00	0,00	0,00	178 000,00	178 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65313	Cotisations de retraite	16 500,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	10 000,00	0,00		12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65315	Formation	5 000,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65316	Frais de représentation du maire	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 500,00	0,00		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6553	Service d'incendie	343 650,00	0,00		340 000,00	0,00	0,00	340 000,00	340 000,00
65568	Autres contributions	23 000,00	0,00		23 400,00	0,00	0,00	23 400,00	23 400,00
6558	Autres contributions obligatoires	24 500,00	0,00		25 600,00	0,00	0,00	25 600,00	25 600,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	222 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736212	Subv. régie admin. avec ps.morale	0,00	0,00		327 000,00	0,00	0,00	327 000,00	327 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	350,00	0,00		350,00	0,00	0,00	350,00	350,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	500,00	0,00		500,00	0,00	0,00	500,00	500,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	876 840,00	0,00		890 840,00	0,00	0,00	890 840,00	890 840,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	2 540,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65818	Autres	140,00	0,00		140,00	0,00	0,00	140,00	140,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	300,00	0,00		300,00	0,00	0,00	300,00	300,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 600,00	0,00		16 600,00	0,00	0,00	16 600,00	16 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 876 595,00**	**0,00**	**0,00**	**11 076 715,00**	**0,00**	**0,00**	**11 076 715,00**	**11 076 715,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00		77 400,00	0,00		77 400,00	77 400,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	95 000,00	0,00		77 400,00	0,00		77 400,00	77 400,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 859,31	0,00		-4 007,08	0,00		-4 007,08	-4 007,08
6688	Autres	3 299,31	0,00		4 007,08	0,00		4 007,08	4 007,08
67	Charges spécifiques (4)	15 000,00	0,00		15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	0,00		15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**109 440,00**	**0,00**	**0,00**	**92 400,00**	**0,00**		**92 400,00**	**92 400,00**
Total des dépenses réelles		**10 986 035,00**	**0,00**	**0,00**	**11 169 115,00**	**0,00**	**0,00**	**11 169 115,00**	**11 169 115,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 569 320,46*			*609 405,00*	*0,00*		*609 405,00*	*609 405,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 013 100,00*			*813 100,00*	*0,00*		*813 100,00*	*813 100,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*750 000,00*			*550 000,00*	*0,00*		*550 000,00*	*550 000,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*263 100,00*			*263 100,00*	*0,00*		*263 100,00*	*263 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 582 420,46**			**1 422 505,00**	**0,00**		**1 422 505,00**	**1 422 505,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	13 850,56
Montant des ICNE de l'exercice N-1	17 857,64
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-4 007,08

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 374 200,00**	**0,00**	**12 591 620,00**	**0,00**	**12 591 620,00**
013	Atténuations de charges (3)	75 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	75 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	486 380,00	0,00	486 380,00
7022	Coupes de bois	115 000,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
7023	Menus produits forestiers	10 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	40 000,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
70323	Red. occupation dom. public	13 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	20 000,00	0,00	20 880,00	0,00	20 880,00
70383	Redevance de stationnement	15 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	13 500,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	9 700,00	0,00	19 500,00	0,00	19 500,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	9 500,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
706888	Autres	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	90 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	17 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00	0,00	2 220 000,00
73211	Attribution de compensation	2 170 000,00	0,00	2 170 000,00	0,00	2 170 000,00
73221	FNGIR	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	4 684 000,00	0,00	4 684 000,00
73111	Impôts directs locaux	4 100 000,00	0,00	4 260 000,00	0,00	4 260 000,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	200 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
73154	Droits de place	30 000,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
7318	Autres	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 652 500,00	0,00	3 537 800,00	0,00	3 537 800,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 190 000,00	0,00	1 201 800,00	0,00	1 201 800,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741121	DSR des communes	570 000,00	0,00	585 000,00	0,00	585 000,00
741123	DSU des communes	1 100 000,00	0,00	1 092 000,00	0,00	1 092 000,00
741127	DNP des communes	300 000,00	0,00	308 000,00	0,00	308 000,00
744	FCTVA	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	47 000,00	0,00	53 000,00	0,00	53 000,00
7472	Participation régions	12 500,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
7473	Participation départements	67 000,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
747888	Autres	118 700,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
748312	D.C.R.T.P.	15 500,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	150 000,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	49 000,00	0,00	49 000,00	0,00	49 000,00
7484	Dotation de recensement	1 800,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	749 000,00	0,00	842 910,00	0,00	842 910,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	272 000,00	0,00	255 230,00	0,00	255 230,00
752	Revenus des immeubles	416 650,00	0,00	515 730,00	0,00	515 730,00
756	Libéralités reçues	58 200,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
75888	Autres	1 150,00	0,00	10 950,00	0,00	10 950,00
Total des recettes de gestion des services		**11 672 200,00**	**0,00**	**11 791 090,00**	**0,00**	**11 791 090,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	649 530,00	0,00	649 530,00
761	Produits de participations	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital	199 530,00	0,00	199 530,00	0,00	199 530,00
7688	Autres	1 440,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
77	Produits spécifiques (3)	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**12 224 200,00**	**0,00**	**12 441 620,00**	**0,00**	**12 441 620,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*150 000,00*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*150 000,00*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 300 000,00**	**1 199 185,00**	**0,00**	**0,00**	**1 220 000,00**	**3 844 500,00**	**485 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	85 000,00	0,00	0,00	300 000,00	33 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	547 785,00	0,00	0,00	70 000,00	110 500,00	35 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	316 400,00	0,00	0,00	850 000,00	3 701 000,00	450 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**8 792 495,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	710 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 030 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	12 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**274 015,00**	**0,00**	**300,00**	**1 742 000,00**		**10 065 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	45 000,00		463 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		250 000,00
21	Immobilisations corporelles	224 015,00	0,00	300,00	257 000,00		1 244 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	50 000,00	0,00	0,00	1 440 000,00		6 807 400,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**8 792 495,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		710 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		2 040 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 030 355,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		12 140,00

VILLE DE GUEBWILLER - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**168 200,00**	**8 099 350,00**	**0,00**	**356 040,00**	**121 070,00**	**711 020,00**	**762 200,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	2 000,00	1 852 350,00	0,00	12 200,00	73 070,00	307 670,00	15 200,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	5 995 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 800,00	252 000,00	0,00	343 840,00	48 000,00	394 350,00	747 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	77 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**11 152 560,00**	**671 950,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**	**145 500,00**	**150 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 000,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00	150 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 666 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 357 800,00	45 000,00	0,00	0,00	88 000,00	47 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	256 230,00	530 950,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	649 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**542 285,00**	**20 650,00**	**256 100,00**	**132 200,00**		**11 169 115,00**
011	Charges à caractère général	0,00	537 695,00	12 600,00	143 800,00	124 500,00		3 081 085,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00		6 070 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		70 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4 590,00	8 050,00	46 300,00	7 700,00		1 855 630,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		77 400,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**18 000,00**	**163 610,00**	**52 000,00**		**12 441 620,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	162 880,00	52 000,00		486 380,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 220 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00		4 684 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 537 800,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	730,00	0,00		842 910,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		649 530,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**16 806 894,24**									
1641 Emprunts en euros (total)					16 806 894,24									
05966560 (2019-01)	Banque Populaire	30/12/2019	01/01/2020	08/04/2020	300 000,00	F	FIXE	0,930	0,944		T	P	O	A-1
06012991 (2020-01)	Banque Populaire	22/12/2020	01/01/2021	30/03/2021	1 500 000,00	F	FIXE	0,610	0,621		T	P	O	A-1
1382509 (2023-02)	Caisse des Dépôts et Consignations	04/04/2023	11/12/2023	11/12/2024	600 000,00	F	FIXE	0,250	0,250		A	P	O	A-1
2000000000110114 (2016-02)	Crédit Mutuel	21/12/2016	31/12/2016	31/03/2017	1 400 000,00	F	FIXE	0,950	0,956		T	P	O	A-1
6368153/1 (2016-03)	LA NEF	01/03/2016	01/03/2016	01/05/2016	2 416 136,75	F	FIXE	1,500	1,522		A	C	O	A-1
6368155/1 (2016-04)	LA NEF	01/03/2016	01/03/2016	01/12/2016	3 420 000,00	F	FIXE	1,500	1,522		A	C	O	A-1
6432487/1 (2016-05)	LA NEF	01/03/2016	01/03/2016	01/05/2016	930 757,49	F	FIXE	1,500	1,522		A	P	O	A-1
86290012602 (2013-01)	Crédit Agricole	30/07/2013	01/08/2013	30/11/2013	740 000,00	F	FIXE	3,260	3,299		T	P	O	A-1
86290167190 (2016-01)	Crédit Agricole	13/01/2016	15/01/2016	29/02/2016	900 000,00	F	FIXE	1,440	1,449		M	P	O	A-1
DOS02000318 (2023-01)	Caisse des Dépôts et Consignations	04/04/2023	17/05/2024	17/05/2025	600 000,00	F	FIXE	0,250	0,250		A	P	O	A-1
MON524072EUR (2018-01)	La Banque Postale	18/12/2018	01/01/2019	01/04/2019	1 500 000,00	F	FIXE	0,930	0,955		T	P	O	A-1
MON540363EUR (2021-02)	La Banque Postale	17/12/2021	01/01/2022	01/04/2022	1 000 000,00	F	FIXE	0,550	0,568		T	C	O	A-1
MON540506EUR (2022-01)	La Banque Postale	17/01/2022	01/02/2022	01/05/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,550	0,566		T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

VILLE DE GUEBWILLER - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**16 806 894,24**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**8 538 159,52**					**1 290 825,88**	**77 368,07**	**0,00**	**13 850,56**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		8 538 159,52					1 290 825,88	77 368,07	0,00	13 850,56
05966560 (2019-01)	N	0,00	A-1	209 482,52	10,02	F	FIXE	0,930	19 570,57	1 880,07	0,00	407,95
06012991 (2020-01)	N	0,00	A-1	1 113 312,68	11,00	F	FIXE	0,610	98 153,96	6 566,96	0,00	34,40
1382509 (2023-02)	N	0,00	A-1	550 683,78	10,94	F	FIXE	0,250	49 439,51	1 376,71	0,00	72,10
2000000000110114 (2016-02)	N	0,00	A-1	678 159,48	7,00	F	FIXE	0,950	94 144,01	6 107,79	0,00	15,41
6368153/1 (2016-03)	N	0,00	A-1	743 426,72	3,33	F	FIXE	1,500	185 856,67	11 306,28	0,00	5 691,86
6368155/1 (2016-04)	N	0,00	A-1	1 052 307,72	3,92	F	FIXE	1,500	263 076,92	16 003,85	0,00	1 019,42
6432487/1 (2016-05)	N	0,00	A-1	285 976,69	2,33	F	FIXE	1,500	90 714,27	4 349,23	0,00	1 993,31
86290012602 (2013-01)	N	0,00	A-1	220 025,02	3,67	F	FIXE	3,260	56 079,44	6 491,88	0,00	475,08
86290167190 (2016-01)	N	0,00	A-1	388 556,37	6,08	F	FIXE	1,440	61 558,94	5 189,98	0,00	12,66
DOS02000318 (2023-01)	N	0,00	A-1	600 000,00	10,38	F	FIXE	0,250	53 867,04	1 500,00	0,00	856,60
MON524072EUR (2018-01)	N	0,00	A-1	654 561,91	4,00	F	FIXE	0,930	151 697,87	5 559,41	0,00	1 169,16
MON540363EUR (2021-02)	N	0,00	A-1	816 666,63	12,00	F	FIXE	0,550	66 666,68	4 414,51	0,00	1 054,17
MON540506EUR (2022-01)	N	0,00	A-1	1 225 000,00	12,08	F	FIXE	0,550	100 000,00	6 621,40	0,00	1 048,44
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 538 159,52**					**1 290 825,88**	**77 368,07**	**0,00**	**13 850,56**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 538 159,52	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	REALISATION DE DOCUMENTS D'URBANISME	10	28/09/2020
L	BIENS DONT LA VALEUR EST INFERIEUR A 500€ TTC	1	28/09/2020
L	LOGICIELS BUREAUTIQUES	2	28/09/2020
L	LOGICIELS APPLICATIFS, PROGICIELS	5	28/09/2020
L	SUBVENTIONS D EQUIPEMENTS VERSEES - BIENS MOBILIERS, MATERIEL, ETUDES	5	28/09/2020
L	SUBVENTIONS D EQUIPEMENTS VERSEES - BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30	28/09/2020
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	28/09/2020
L	PLANTATIONS	20	28/09/2020
L	IMMEUBLE PRODUCTIFS DE REVENUS	50	28/09/2020
L	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	6	28/09/2020
L	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	10	28/09/2020
L	VEHICULES (SAUF CAMIONS)	10	28/09/2020
L	CAMIONS - MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE DE VOIRIE	8	28/09/2020
L	MATERIEL INFORMATIQUE	5	28/09/2020
L	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE	10	28/09/2020
L	MOBILIER	15	28/09/2020
L	MOBILIER URBAIN	8	28/09/2020
L	PETITS MATERIELS D EQUIPEMENT	10	28/09/2020
L	COFFRES FORT, ARMOIRES IGNIFUGES	30	28/09/2020
L	MATERIEL ET EQUIPEMENT	15	28/09/2020
L	MATERIEL ET OUTILLAGE D INCENDIE	8	28/09/2020
L	MATERIEL DE VOIRIE	6	28/09/2020

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

IV

B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**250 000,00**
20422	URBA-20422-1111-URBA-020	Aide aux particuliers pour le ravalement des façades	Particuliers/Syndic (DCM bénéficiaires courant de l'exercice)	Personne physique	60 000,00
20422	URBA-20422-1111-URBA-020	Aide aux particuliers pour restauration immobilière et opération d'amélioration de l'habitat	Particuliers/Syndic (DCM bénéficiaires courant de l'exercice)	Personne physique	190 000,00
FONCTIONNEMENT (total)					**763 640,00**
657362	ADM-657362-CCAS-420	Subvention de fonctionnement	Centre Communal Action Sociale (CCAS)	Etablissement de droit public	327 000,00
657382	CULT-657382-CULTU-311	Subvention de fonctionnement	Université de Haute Alsace	Etablissement de droit public	350,00
65742	VIE-65742-VIE-61	Subvention de fonctionnement	Bon cadeau offert JNCP	Association	500,00
65748	CULT-6574-DOM-311	Subvention de fonctionnement	Association de gestion du Centre Culturel des Dominicains	Association	75 000,00
65748	CULT-65748-CULTU-311	Subvention de fonctionnement	Ecole de Musique de Guebwiller	Association	41 200,00
65748	CULT-65748-CULTU-311	Subvention de fonctionnement	Institut Européen des Arts Céramiques (IEAC)	Association	20 000,00
65748	FIN-65748-LOGEM-555	Subvention de fonctionnement	ADIL du Haut-Rhin	Association	1 590,00
65748	POP-65748-POPU-026	Subvention de fonctionnement	OMSPAC	Association	2 000,00
65748	RH-65748-ADM-020	Subvention de fonctionnement	Amicale du Personnel de la Ville de Guebwiller	Association	25 000,00
65748	VIE-65748-VIE-61	Subvention de fonctionnement	Comité des Jumelages de la Ville de Guebwiller	Association	1 500,00
65748	CULT-65748-CULTU-311	Subvention de fonctionnement	Associations culturelles	Association	23 800,00
65748	ENS-65748-ECO-212	Subvention de fonctionnement	Subvention pour les écoles, classes vertes, projets pédagogiques culturels artistiques et sportifs	Association	13 000,00
65748	SPOR-65748-SPO-321	Subventions de fonctionnement	Associations sportives, salles CCRG, Nautillia	Association	220 000,00
65748	VIE-65748-VIE-61	Subvention de fonctionnement	Vitrine de Guebwiller	Association	5 000,00
65748	CDV-65748-CDV-76	Subvention de fonctionnement	Club Vosgien	Association	3 000,00
65748	CDV-65748-CDV-76	Subvention de fonctionnement	Association des arboriculteurs	Association	1 000,00
65748	PM-65748-POL-11	Subvention de fonctionnement	Amicale des Sapeurs Pompiers	Association	2 400,00
65748	PM-65748-POL-11	Subvention de fonctionnement	UDSP	Association	1 300,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention

Tableau des effectifs sur emploi permanent (stagiaires, titulaires) au 1er janvier 2025				IV –B9
Grades ou emplois	Catégorie	Emplois budgétaires	Emplois pourvus	Emplois vacants
Collaborateur de cabinet	A	1	1	0
Emplois fonctionnels				
Directeur Général des services	A	1	1	0
Directeur Général Adjoint	A	2	2	0
Directeur des Services Techniques	A	1	0	1
Total		4	3	1
Filière administrative				
Adjoint administratif	C	16	14	2
Adjoint administratif ppl 2 classe	C	7	7	0
Adjoint administratif ppl 1 classe	C	5	5	0
Rédacteur	B	2	1	1
Rédacteur ppl 2 classe	B	0	0	0
Rédacteur ppl 1° classe	B	1	1	0
Attaché	A	2	2	0
Attaché ppl	A	4	2	2
Attaché hors classe	A	1	1	0
Total		37	32	5
Filière animation				
Adjoint d'animation	C	1	1	0
Adjoint d'animation ppl 2 classe	C	5	3	2
Adjoint d'animation ppl 1 classe	C	1	1	0
Animateur	B	0	0	0
Animateur ppl 2 classe	B	0	0	0
Animateur ppl 1 classe	B	1	1	0
Total		8	6	2
Filière culturelle				
Adjoint du patrimoine	C	4	4	0
Adjoint du patrimoine ppl de 2° classe	C	0	0	0
Adjoint du patrimoine ppl de 1° classe	C	1	1	0
Assistant de conservation	B	0	0	0
Assistant de conservation ppl 2 classe	B	0	0	0
Assistant de conservation ppl 1 classe	B	2	2	0
Attaché de conservation	A	1	0	1
Attaché de conservation ppl	A	1	1	0
Conservateur	A	0	0	0
Total		9	8	1
Filière Police municipale				
Gardien brigadier	C	1	1	0
Brigadier chef ppl	C	2	2	0
Chef police municipale	B	1	1	0
Total		4	4	0
Filière sociale				
Atsem ppl 2 classe	C	0	0	0
Atsem ppl 1 classe	C	0	0	0
Assistant socio éducatif	A	1	1	0
Total		1	1	0
Filière Technique				

Adjoint technique	C	25	19	6
Adjoint technique ppl 2 classe	C	20	14	6
Adjoint technique ppl 1 classe	C	11	9	2
Agent de maîtrise	C	2	1	1
Agent de maîtrise ppl	C	11	9	2
Technicien	B	1	0	1
Technicien ppl 2 classe	B	2	2	0
Technicien ppl 1 classe	B	2	1	1
Ingénieur	A	1	0	1
Ingénieur ppl	A	1	1	0
Total		76	56	20

Tableau des effectifs - Contractuels de droit public sur emploi permanent au 1er janvier 2025

Grades ou emplois	Catégorie	Emplois budgétaires	Emplois pourvus	Emplois vacants
Filière administrative				
Adjoint administratif	C	1	1	0
Adjoint administratif ppl 2 classe	C	0	0	0
Adjoint administratif ppl 1 classe	C	0	0	0
Rédacteur	B	0	0	0
Rédacteur ppl 2 classe	B	0	0	0
Rédacteur ppl 1° classe	B	0	0	0
Attaché	A	1	1	0
Attaché ppl	A	0	0	0
Attaché hors classe	A	0	0	0
Total		2	2	0
Filière animation				
Adjoint d'animation	C	0	0	0
Adjoint d'animation ppl 2 classe	C	0	0	0
Adjoint d'animation ppl 1 classe	C	0	0	0
Animateur	B	0	0	0
Animateur ppl 2 classe	B	0	0	0
Animateur ppl 1 classe	B	0	0	0
Total		0	0	0
Filière culturelle				
Adjoint du patrimoine	C	0	0	0
Adjoint du patrimoine ppl de 2° classe	C	0	0	0
Adjoint du patrimoine ppl de 1° classe	C	0	0	0
Assistant de conservation	B	0	0	0
Assistant de conservation ppl 2 classe	B	0	0	0
Assistant de conservation ppl 1 classe	B	0	0	0
Attaché de conservation	A	0	0	0
Attaché de conservation ppl	A	0	0	0
Conservateur	A	0	0	0
Total		0	0	0
Filière Police municipale				
Gardien brigadier	C	0	0	0
Brigadier chef ppl	C	0	0	0
Chef police municipale	B	0	0	0
Total		0	0	0
Filière sociale				
Atsem ppl 2 classe	C	0	0	0
Atsem ppl 1 classe	C	0	0	0
Assistant socio éducatif	A	0	0	0
Total		0	0	0
Filière Technique				
Adjoint technique	C	0	0	0
Adjoint technique ppl 2 classe	C	0	0	0
Adjoint technique ppl 1 classe	C	0	0	0
Agent de maîtrise	C	0	0	0
Agent de maîtrise ppl	C	0	0	0
Technicien	B	0	0	0
Technicien ppl 2 classe	B	0	0	0
Technicien ppl 1 classe	B	0	0	0
Ingénieur	A	0	0	0
Ingénieur ppl	A	0	0	0
Total		0	0	0

Tableau des effectifs sur emploi non permanent au 1er janvier 2025									
Agent	Temps de travail	Catégorie	Filière	Grade	Rémunération		Fondement du contrat	Poste occupé	Commentaires
					SMIC	Indice Brut			
AMANTE Sarina	Temps non complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent d'entretien des locaux	29/06/2025
Recrutement en cours (à compter du 21/11/2024)	Temps non complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent d'entretien des locaux	
BABULA David	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	31/05/2025
BIANCHI Maria	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Agent surveillant école	
BITSCH Tom	Temps complet	C	T	Adjoint technique		374	Accroissement temporaire activité	Agent des espaces verts	20/10/2025
BOSSERT Francis	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Vacataire manège	
BRAUN Sandrine	Temps non complet	C	T	Adjoint technique		367	Accroissement temporaire activité	Agent d'entretien des locaux	25/03/2025
BUDA Laetitia	Temps non complet	NC	T	Adjoint technique		367	Accroissement temporaire activité	Agent d'entretien des locaux	24/04/25
DOS SANTOS Esteban	Temps complet	NC	NC	NC	X		Apprentissage	Apprenti	31/08/2025
DUCLEUX Samuel	Temps complet	C	T	Adjoint technique		432	Accroissement temporaire activité	Assistant administratif et technique	22/10/2025
FLECK Frédéric	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	01/05/2025
FLEITH Jonathan	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	01/04/2025
FLORY Antoine	Temps complet	C	T	Adjoint technique		374	Accroissement temporaire activité	Agent des espaces verts	28/04/2025
MARTIG Rodolphe	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	03/08/2025
GLODER Antony	Temps complet	C	A	Adjoint administratif		367	Accroissement temporaire activité	Gestionnaire comptable	05/03/2025
HEISSER Julia	Temps complet	C	A	Adjoint administratif		367	Accroissement temporaire activité	Assistante admnistrative	04/09/2025
HEUMANN Cédric	Temps complet	C	T	Adjoint technique		432	Accroissement temporaire activité	Agent technique polyvalent	30/09/2025
LINARD Lancelot	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	01/05/2025
Recrutement en cours (à compter du 26/12/2024)	Temps complet	NC	NC	NC	X		Contrat emploi compétences	Agent de propreté publique	
RIOTTO Concetta	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Agent surveillant école	
SCHAEFFER Denis	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Vacataire patinoire	
SCHAEFFER Michèle	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Vacataire patinoire	
SELTZ Michel	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Vacataire manège	
SINTES Marion	Temps non	C	T	Adjoint technique		367	Accroissement temporaire activité	Atsem	04/07/2025
Siouala Sarah	Temps complet	NC	NC	Collaborateur de cabinet		611	Collaborateur de cabinet		Mandat en cours
STIMPFLING Marie	Temps non	C	T	Adjoint technique		367	Accroissement temporaire activité	Atsem	04/07/2025
TEPHANY Erwann	Temps complet	C	T	Adjoint technique		432	Accroissement temporaire activité	Agent technique polyvalent	
Recrutement en cours	Vacation	NC	NC	NC	NC	NC	Vacation	Agent surveillant école	

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
22/09/2005 - Guebwiller 40L Issenheim Palulos	OPH Habitats de Haute Alsace			318 000,00
22/09/2008 - Domial contrat 109412	Habitat Familial d'Alsace			1 598 400,36
22/09/2008 - Domial Contrat 109426	Habitat Familial d'Alsace			485 202,75
22/09/2008 - Domial Réaménagement 435455	Habitat Familial d'Alsace			617 170,31
17/02/2011 - Guebwiller Compactage 10 REA PDA	OPH Habitats de Haute Alsace			159 473,59
17/02/2011 - Guebwiller Centre 104L Eco Pret Réhabilitation	OPH Habitats de Haute Alsace			612 000,00
23/06/2011 - Guebwiller Eco Pret Florival Reha 91L Eco PR	OPH Habitats de Haute Alsace			1 361 500,00
22/09/2011 - Guebwiller Belle Vue 1 Rue Kreyenbach RH	SEMCLOHR			234 868,00
22/12/2012 - Guebwiller Reh au coup par coup	OPH Habitats de Haute Alsace			253 000,00
28/11/2013 - Equipement Deux Salles de Cinema	SG Cinema Le Florival			40 000,00
28/11/2013 - Travaux complémentaires	SG Cinema Le Florival			40 000,00
28/11/2013 - Financement Travaux Aménagement Cinéma	SG Cinema Le Florival			40 000,00
20/08/2017 - Guebwiller Prêt Composant 2016	OPH Habitats de Haute Alsace			855 800,00
05/09/2018 - Guebwiller 64L Reha PAM Fixe	OPH Habitats de Haute Alsace			384 000,00
05/09/2018 - Guebwiller 64L Reha PAM	OPH Habitats de Haute Alsace			400 000,00
20/06/2019 - Guebwiller Arquebusiers	OPH Habitats de Haute Alsace			300 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée,..).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Communauté de Communes de la Région de Guebwiller		Fiscalité propre	0,00
Autres organismes de regroupement			
Syndicat mixte de la Lauch Rivières Haute-Alsace		Nombre d habitants	7 615,00
Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges		Nombre d'habitants	15 695,00
Association des Maires du Haut-Rhin		Nombre d habitants	5 100,00
Association du Massif Vosgien		Forfaitaire	60,00
Association des Communes Forestières d Alsace		Surface forêt communale (nombre ha)	334,45
Conseil National des Villes et Villages Fleuris		Forfaitaire	350,00
Fédération Française cyclo-tourisme		Forfaitaire	583,25
Association des Petites Villes de France		Forfaitaire	1 290,00
Bouilleurs de cru de Guebwiller		Forfaitaire	32,00
Parcs et jardins d'Alsace		Forfaitaire	176,00
ANEV - Les élus de la Vigne et du Vin		Forfaitaire	320,00
Fondation du Patrimoine		Forfaitaire	500,00
Agence Mulhousienne de la Région Mulhousienne (AURM)	23/09/2016	Forfaitaire	2 000,00
ADAUHR	17/11/2016	Assistance gratuite et/ou prestations payantes	2 200,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Etablissement public à caractère administratif	Gendarmerie	01/01/2016	16/11/2015	21680112600014	Maintien de l'ordre public	non
Etablissement à caractère administratif	Réhabilitation friches	18/05/2016	17/05/2016	21680112600162	Réhabilitation friches	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	1 300 000,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	3 144 645,00	0,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	1 844 645,00	0,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 300 000,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 300 000,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 300 000,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 144 645,00**	III	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**722 140,00**		**0,00**
10222	FCTVA	655 000,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	55 000,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
276358	Créance Autres groupements	12 140,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**2 422 505,00**		**0,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*50 000,00*		*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 500,00*		*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*60 000,00*		*0,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*25 000,00*		*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 500,00*		*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*		*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*100 000,00*		*0,00*
28138	*Autres constructions*	*1 000,00*		*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*		*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*30 000,00*		*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*5 000,00*		*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*20 000,00*		*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*50 000,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*50 000,00*		*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*5 000,00*		*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*30 000,00*		*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*10 000,00*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*40 000,00*		*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*70 000,00*		*0,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*263 100,00*		*0,00*
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 000 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*609 405,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Etablissement public à caractère administratif	Forêt communale			Exploitation
Etablissement à caractère administratif	Location bâtiment CALEO	01/01/2006	29/03/2006	Location

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	29,70 %	0,00	3 957 157,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	64,07 %	0,00	69 324,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Direction des Finances

N°10 - 12/2024

BUDGET ANNEXE RÉHABILITATION DES FRICHES
BUDGET PRIMITIF 2025

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au maire, délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission finances et Affaires Générales du 09 décembre 2024.

Le budget de l'exercice 2025 du budget annexe de réhabilitation des friches est équilibré en dépenses et en recettes à 16 181 520 €, soit 7 795 910 € en section d'investissement et 8 385 610 € en section de fonctionnement.

Il est précisé que, compte tenu de la nature du budget et de la comptabilisation de stock qu'il impose, cette somme ne correspond qu'à 2 371 700 € de budget réel ; la différence correspondant aux écritures d'ordre.

Ces 2 371 700 € se décomposent en 1 782 000 € de dépenses et 589 700 € de recettes.

Les 1 782 000 € de dépenses se décomposent ainsi :

- <u>pour la réhabilitation de la friche Cartorhin :</u>

  - la participation 2025 due à CITIVIA en application de la convention d'aménagement de 2017 et modifiée à la suite du compte-rendu d'activité 2023 (CRAC 2023), pour 470 000 € ainsi que les crédits nécessaires aux travaux du mur de la Maison du Rabbin pour 30 000 € ainsi qu'une enveloppe de 30 000 € pour des travaux divers.

- <u>pour la réhabilitation de la friche NSC :</u>

  - l'inscription des crédits nécessaires à la maîtrise d'œuvre de la salle multi-activités et frais annexes, soit 202 000 €;
  - les crédits nécessaires à la poursuite des travaux de démolition et de dépollution pour un total de 910 000 € ;
  - un montant de 20 000 € pour l'appel à projets d'opérations immobilières ;
  - les taxes foncières à hauteur de 120 000 €.

Les 589 700 € de recettes se décomposent ainsi :

- Le solde de la subvention DSIL 2022 d'un montant de 89 700 € attendue sur l'opération Cartorhin ;
- Le remboursement du sinistre du bâtiment 20 (500 000 €)

M. MERTZ dit que comme annoncé lors des conseils municipaux précédents leur groupe ne participera pas au vote concernant les friches.

M. le Maire répond qu'il n'a toujours pas compris pourquoi ils ne participaient pas au vote et que cela demande une explication. Ils sont conseillers municipaux et ils ne participent pas au vote sans dire pourquoi, alors qu'ils pourraient voter contre ou s'abstenir.

M. FACCHIN répond le projet des friches NSC est une gabegie et qu'ils ne participeront plus à ce vote.

M. MULLER demande qu'on lui explique pourquoi « une gabegie » ?

M. FACCHIN revient sur ce qui a été dit en commission des finances concernant la présence d'un sous-traitant, non connu par la commune, lors de l'incendie des friches.

M. MULLER conseil à M. FACCHIN de ne rien dire à ce sujet car il y a eu un incendie et que des experts sont en train d'en discuter.

M. FACCHIN confirme qu'ils ne prendront plus part aux votes lorsqu'il s'agit des friches NSC.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 25
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / L. HEBERLE / D. MASSON

N'a (n'ont) pas pris part au vote : 5
C. FACCHIN / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le budget primitif 2025 du budget annexe des friches qui s'équilibre globalement en dépenses et en recettes à 16 181 520 €, soit 7 795 910 € en section d'investissement et 8 385 610 € en section de fonctionnement ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21680112600162

POSTE COMPTABLE :

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : REHABILITATIONS FRICHES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I
C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	2 592 519,98	1 309 000,00	-2 449 281,67	A1	-3 732 801,65
Investissement	0,00	1 309 000,00	(3) -3 432 053,18	A2	-2 123 053,18
Fonctionnement	2 592 519,98	0,00	(4) 982 771,51	A3	-1 609 748,47

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	-3 732 801,65
Investissement	A2 + B2	-2 123 053,18
Fonctionnement	A3 + B3	-1 609 748,47

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 795 910,00	7 795 910,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	7 795 910,00	7 795 910,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	8 385 610,00	8 385 610,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	8 385 610,00	8 385 610,00

TOTAL DU BUDGET (4)	16 181 520,00	16 181 520,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*6 266 700,00*		*7 795 910,00*	*0,00*	*7 795 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 266 700,00***		***7 795 910,00***	***0,00***	***7 795 910,00***

TOTAL	**6 266 700,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 795 910,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 461 800,00	0,00	1 192 300,00	0,00	1 192 300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*1 498 200,00*		*589 700,00*	*0,00*	*589 700,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*3 306 700,00*		*6 013 910,00*	*0,00*	*6 013 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 804 900,00***		***6 603 610,00***	***0,00***	***6 603 610,00***
TOTAL		**6 266 700,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 795 910,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-1 192 300,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	2 960 000,00	0,00	1 782 000,00	0,00	1 782 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 960 000,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**1 782 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 960 000,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**1 782 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*1 498 200,00*		*589 700,00*	*0,00*	*589 700,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*3 306 700,00*		*6 013 910,00*	*0,00*	*6 013 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 804 900,00***		***6 603 610,00***	***0,00***	***6 603 610,00***

TOTAL	**7 764 900,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**8 385 610,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 385 610,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 498 200,00	0,00	89 700,00	0,00	89 700,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
Total des recettes de gestion courante		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 266 700,00*		*7 795 910,00*	*0,00*	*7 795 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***6 266 700,00***		***7 795 910,00***	***0,00***	***7 795 910,00***
TOTAL		**7 764 900,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**8 385 610,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 385 610,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-1 192 300,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			7 795 910,00	7 795 910,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	**7 795 910,00**	**7 795 910,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 795 910,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 782 000,00		1 782 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		6 013 910,00	6 013 910,00
023	*Virement à la section d'investissement*		589 700,00	589 700,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**1 782 000,00**	**6 603 610,00**	**8 385 610,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 385 610,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 192 300,00	0,00	1 192 300,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			6 013 910,00	6 013 910,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			589 700,00	589 700,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 192 300,00**	***6 603 610,00***	**7 795 910,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 795 910,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		7 795 910,00	7 795 910,00
72	*Production immobilisée*		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	89 700,00		89 700,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	500 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**589 700,00**	***7 795 910,00***	**8 385 610,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 385 610,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 266 700,00**	**0,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**7 795 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*6 266 700,00*			*7 795 910,00*	*0,00*		*7 795 910,00*	*7 795 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 266 700,00**			**7 795 910,00**	**0,00**		**7 795 910,00**	**7 795 910,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**7 795 910,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 266 700,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 461 800,00	0,00	1 192 300,00	0,00	1 192 300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 498 200,00*		*589 700,00*	*0,00*	*589 700,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*3 306 700,00*		*6 013 910,00*	*0,00*	*6 013 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 804 900,00***		***6 603 610,00***	***0,00***	***6 603 610,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**7 795 910,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 266 700,00**	**0,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**7 795 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*6 266 700,00*			*7 795 910,00*	*0,00*		*7 795 910,00*	*7 795 910,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*6 266 700,00*			*7 795 910,00*	*0,00*		*7 795 910,00*	*7 795 910,00*

VILLE DE GUEBWILLER - REHABILITATIONS FRICHES - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
3354	*Etudes et prestations de services*	*6 266 700,00*			*7 795 910,00*	*0,00*		*7 795 910,00*	*7 795 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 266 700,00**			**7 795 910,00**	**0,00**		**7 795 910,00**	**7 795 910,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 266 700,00**	**0,00**	**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 461 800,00	0,00	1 192 300,00	0,00	1 192 300,00
1641	Emprunts en euros	1 461 800,00	0,00	1 192 300,00	0,00	1 192 300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 461 800,00**	**0,00**	**1 192 300,00**	**0,00**	**1 192 300,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 498 200,00*		*589 700,00*	*0,00*	*589 700,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*3 306 700,00*		*6 013 910,00*	*0,00*	*6 013 910,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*3 306 700,00*		*6 013 910,00*	*0,00*	*6 013 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 804 900,00***		***6 603 610,00***	***0,00***	***6 603 610,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 764 900,00**	**0,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**8 385 610,00**
011	Charges à caractère général (3)	2 960 000,00	0,00	0,00	1 782 000,00	0,00	0,00	1 782 000,00	1 782 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**1 782 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**1 782 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 498 200,00*			*589 700,00*	*0,00*		*589 700,00*	*589 700,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*3 306 700,00*			*6 013 910,00*	*0,00*		*6 013 910,00*	*6 013 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 804 900,00**			**6 603 610,00**	**0,00**		**6 603 610,00**	**6 603 610,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**8 385 610,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III
B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**7 764 900,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**8 385 610,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	1 498 200,00	0,00	89 700,00	0,00	89 700,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
Total des recettes de gestion des services		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*6 266 700,00*		*7 795 910,00*	*0,00*	*7 795 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 266 700,00**		**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**8 385 610,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 764 900,00**	**0,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**8 385 610,00**
011	Charges à caractère général (4)	2 960 000,00	0,00	0,00	1 782 000,00	0,00	0,00	1 782 000,00	1 782 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	2 840 000,00	0,00		1 662 000,00	0,00	0,00	1 662 000,00	1 662 000,00
63512	Taxes foncières	120 000,00	0,00		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**1 782 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 782 000,00**	**1 782 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 498 200,00*			*589 700,00*	*0,00*		*589 700,00*	*589 700,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*3 306 700,00*			*6 013 910,00*	*0,00*		*6 013 910,00*	*6 013 910,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*3 306 700,00*			*6 013 910,00*	*0,00*		*6 013 910,00*	*6 013 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 804 900,00**			**6 603 610,00**	**0,00**		**6 603 610,00**	**6 603 610,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 764 900,00**	**0,00**	**8 385 610,00**	**0,00**	**8 385 610,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 498 200,00	0,00	89 700,00	0,00	89 700,00
74718	Autres participations Etat	1 498 200,00	0,00	89 700,00	0,00	89 700,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
Total des recettes de gestion des services		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 498 200,00**	**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**589 700,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*6 266 700,00*		*7 795 910,00*	*0,00*	*7 795 910,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*6 266 700,00*		*7 795 910,00*	*0,00*	*7 795 910,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 266 700,00**		**7 795 910,00**	**0,00**	**7 795 910,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 192 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 192 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**1 192 300,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 192 300,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

VILLE DE GUEBWILLER - REHABILITATIONS FRICHES - BP (projet de budget) - 2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**1 782 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 782 000,00	0,00	0,00	0,00		1 782 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**589 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**589 700,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	89 700,00	0,00	0,00	0,00		89 700,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00		500 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Direction des Finances

N°11 - 12/2024

BUDGET ANNEXE DE LA GENDARMERIE – BUDGET PRIMITIF 2025

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, adjoint au Maire, délégué aux finances et à l'administration générale

Dossier présenté à la commission finances et affaires générales en date du 9 décembre 2024.

La présente note de synthèse a pour objet de présenter le projet du budget primitif pour 2025 du budget annexe de la gendarmerie, d'un montant de 499 880 € soit 310 220 € en section de fonctionnement et 189 660 € en section d'investissement. Conformément aux orientations budgétaires, le budget proposé présente les caractéristiques principales suivantes :

Il comporte :

En recettes de fonctionnement :

- un montant de 310 220 € de loyers.

En dépenses de fonctionnement :

- l'inscription d'un crédit de 6 000 € de dépenses courantes liées aux diverses maintenances et fournitures de petit équipement,
- ainsi qu'un montant de 61 650 € correspondant aux intérêts de l'emprunt,
- l'autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement d'un montant de 242 570 €.

En recettes d'investissement :

- l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement d'un montant de 242 570 €,

En dépenses d'investissement :

- un crédit de 189 660 € pour assurer le remboursement annuel du capital de l'emprunt.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le budget primitif 2025 du budget annexe de la gendarmerie, qui se décompose en une section de fonctionnement s'équilibrant en dépenses et en recettes à 310 220 € et en une section d'investissement de 189 660 € en surréquilibre de 52 910 € ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21680112600154

POSTE COMPTABLE :

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : GENDARMERIE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article »

(2) Indiquer « avec » ou « sans »

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I
C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	192 422,23	469 368,04	-434 363,88	A1	-157 418,07
Investissement	139 709,15	236 703,04	(3) -434 363,88	A2	-337 369,99
Fonctionnement	52 713,08	232 665,00	(4) 0,00	A3	179 951,92

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	-157 418,07
Investissement	A2 + B2	-337 369,99
Fonctionnement	A3 + B3	179 951,92

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	189 660,00	242 570,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	189 660,00	242 570,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	310 220,00	310 220,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	310 220,00	310 220,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	499 880,00	552 790,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	186 700,00	0,00	189 660,00	0,00	189 660,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**186 700,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**189 660,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**186 700,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**189 660,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**186 700,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**189 660,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**189 660,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*240 570,00*		*242 570,00*	*0,00*	*242 570,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***240 570,00***		***242 570,00***	***0,00***	***242 570,00***
TOTAL		**240 570,00**	**0,00**	**242 570,00**	**0,00**	**242 570,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**242 570,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**242 570,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	5 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**
66	Charges financières	64 650,00	0,00	61 650,00	0,00	61 650,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**69 650,00**	**0,00**	**67 650,00**	**0,00**	**67 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*240 570,00*		*242 570,00*	*0,00*	*242 570,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***240 570,00***		***242 570,00***	***0,00***	***242 570,00***

TOTAL	310 220,00	0,00	310 220,00	0,00	310 220,00
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	310 220,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	310 220,00	0,00	310 220,00	0,00	310 220,00
Total des recettes de gestion courante		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**310 220,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**242 570,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	189 660,00	0,00	189 660,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**189 660,00**	*0,00*	**189 660,00**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	189 660,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	6 000,00		6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	61 650,00	0,00	61 650,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		242 570,00	242 570,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**67 650,00**	*242 570,00*	**310 220,00**

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	310 220,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			242 570,00	242 570,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***242 570,00***	**242 570,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	242 570,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	310 220,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**310 220,00**	***0,00***	**310 220,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	310 220,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	186 700,00	0,00		189 660,00	0,00		189 660,00	189 660,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**189 660,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**240 570,00**	**0,00**	**242 570,00**	**0,00**	**242 570,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*240 570,00*		*242 570,00*	*0,00*	*242 570,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***240 570,00***		***242 570,00***	***0,00***	***242 570,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**242 570,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	186 700,00	0,00		189 660,00	0,00		189 660,00	189 660,00
1641	Emprunts en euros	186 700,00	0,00		189 660,00	0,00		189 660,00	189 660,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**186 700,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**189 660,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**240 570,00**	**0,00**	**242 570,00**	**0,00**	**242 570,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*240 570,00*		*242 570,00*	*0,00*	*242 570,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***240 570,00***		***242 570,00***	***0,00***	***242 570,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**310 220,00**	**0,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**0,00**	**310 220,00**	**310 220,00**
011	Charges à caractère général (3)	5 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
66	Charges financières	64 650,00	0,00		61 650,00	0,00		61 650,00	61 650,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**64 650,00**	**0,00**	**0,00**	**61 650,00**	**0,00**		**61 650,00**	**61 650,00**
Total des dépenses réelles		**69 650,00**	**0,00**	**0,00**	**67 650,00**	**0,00**	**0,00**	**67 650,00**	**67 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*240 570,00*			*242 570,00*	*0,00*		*242 570,00*	*242 570,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**240 570,00**			**242 570,00**	**0,00**		**242 570,00**	**242 570,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**310 220,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	310 220,00	0,00	310 220,00	0,00	310 220,00
Total des recettes de gestion des services		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**310 220,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**310 220,00**	**0,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**0,00**	**310 220,00**	**310 220,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	500,00	0,00		500,00	0,00	0,00	500,00	500,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6156	Maintenance	500,00	0,00		500,00	0,00	0,00	500,00	500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
66	Charges financières	64 650,00	0,00		61 650,00	0,00		61 650,00	61 650,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	64 650,00	0,00		61 650,00	0,00		61 650,00	61 650,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**64 650,00**	**0,00**	**0,00**	**61 650,00**	**0,00**		**61 650,00**	**61 650,00**
Total des dépenses réelles		**69 650,00**	**0,00**	**0,00**	**67 650,00**	**0,00**	**0,00**	**67 650,00**	**67 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*240 570,00*			*242 570,00*	*0,00*		*242 570,00*	*242 570,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**240 570,00**			**242 570,00**	**0,00**		**242 570,00**	**242 570,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre *(DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043)*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	310 220,00	0,00	310 220,00	0,00	310 220,00
752	Revenus des immeubles	310 220,00	0,00	310 220,00	0,00	310 220,00
Total des recettes de gestion des services		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**310 220,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 660,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	189 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**189 660,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		189 660,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	61 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	310 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**67 650,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		61 650,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**310 220,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		310 220,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**5 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 000 000,00									
10278 03300 00032292504 (2017-	Crédit Mutuel	07/12/2017	25/04/2018	31/03/2019	5 000 000,00	F	FIXE	1,600	1,614		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									

VILLE DE GUEBWILLER - GENDARMERIE - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**3 923 514,82**					**189 656,31**	**61 642,09**	**0,00**	**165,95**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 923 514,82					189 656,31	61 642,09	0,00	165,95
10278 03300 00032292504 (2017-	N	0,00	A-1	3 923 514,82	18,00	F	FIXE	1,600	189 656,31	61 642,09	0,00	165,95
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 923 514,82**					**189 656,31**	**61 642,09**	**0,00**	**165,95**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 923 514,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**189 660,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**189 660,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	189 660,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**242 570,00**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**242 570,00**		**0,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*242 570,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

N°12 - 12/2024

BUDGET PRINCIPAL DE L'EXERCICE 2024
DECISION MODIFICATIVE N°1

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire, délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date du 09 décembre 2024.

Le contenu du budget primitif fait l'objet, en cours d'année, de modifications visant à adapter les crédits ouverts à la réalité des informations financières successives et aux besoins effectifs de crédits.

La décision modificative n°1 qui s'équilibre globalement à 54 574 € (soit 150 € en section de fonctionnement et 54 424 € en section d'investissement) a pour objet des ajustements et rectifications divers :

I. En section de fonctionnement :

Dépenses :

- une dotation complémentaire d'un montant de 26 300 € pour les opérations d'amortissement (chapitre 042)
- l'inscription d'un montant de 681 € dans le cadre des dépréciations de créances (art 6817)
- la diminution du compte 023 (virement à la section d'investissement) pour un montant de 26 831 €

soit un total de 150 €.

Recettes :

- l'inscription d'un montant de 150 € ans le cadre des dépréciations de créances (art 7817)

II. En section d'investissement :

Dépenses :

- l'inscription supplémentaire d'un montant de 16 500 € pour les écritures de remboursement d'une avance dans le cadre du marché de l'église Notre-Dame (chapitre 041) ;
- une augmentation du chapitre 20 pour l'achat de logiciels pour un montant de 18 340 € et la diminution de du chapitre 21 pour 18 340 € également ;
- la création d'une opération concernant les travaux de rénovation de la salle 1860 avec un crédit de 250 000 € au chapitre 23 et la diminution de 250 531 € des crédits sur l'opération « Rénovation énergétique », toujours au chapitre 23 ;
- l'augmentation du chapitre 20 et la diminution du chapitre 23 pour un montant de 15 605 € dans le cadre de l'opération « rénovation de l'école Bucher » ;
- l'inscription de 38 455 € au compte 458101 « Opération sous mandat » pour régularisation des écritures de l'opération de création du parking multimodal.

soit un montant total 54 424 €.

Recettes :

- la dotation complémentaire de 26 300 € pour les opérations d'amortissement (chapitre 040) ;
- l'inscription supplémentaire d'un montant de 16 500 € pour les écritures de remboursement d'une avance dans le cadre du marché de l'église Notre-Dame (chapitre 041) ;
- l'inscription de 38 455 € au compte 2151 « Réseaux de voirie » pour régularisation des écritures de l'opération de création du parking multimodal ;
- la diminution du virement de la section de fonctionnement (compte 021) pour 26 831 €.

  soit un total de 54 424 €.

Compte tenu des inscriptions détaillées ci-dessus, les chapitres d'opérations d'ordre sont équilibrés.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ADOPTE **telle qu'elle figure en annexe la décision modificative n°1 du budget Principal 2024 équilibrée en dépenses et en recettes à 54 574 €, soit à 150 € pour la section de fonctionnement et à 54 424 € pour la section d'investissement.**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21680112600014

POSTE COMPTABLE :

M. 57

Décision modificative (projet de budget) 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	16 558 116,26	15 551 951,46	11 129 227,45	A1	10 123 062,65
Investissement	6 010 642,63	2 764 920,91	(3) 8 374 528,91	A2	5 128 807,19
Fonctionnement	10 547 473,63	12 787 030,55	(4) 2 754 698,54	A3	4 994 255,46

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	10 123 062,65
Investissement	A2 + B2	5 128 807,19
Fonctionnement	A3 + B3	4 994 255,46

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	54 424,00	54 424,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	54 424,00	54 424,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	150,00	150,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	150,00	150,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	54 574,00	54 574,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021-52	Accompagnement du nouvel EHPAD	21	0,00
2021-14	Autres		0,00
2021-24	Autres équipements		0,00
2021-61	Besoins des services		0,00
2021-21	Bâtiments		0,00
2021-12	Cadre de vie		0,00
2021-34	Cadre de vie (hors centre-ville)		0,00
2021-13	Commerces		0,00
2023-43	Concertation jeunesse et citoyenneté		0,00
2021-42	Ecoles		0,00
2021-41	Equipements jeunesse		0,00
2021-23	Equipements sportifs		0,00
2021-11	Habitat		0,00
2021-51	Maison des Ainés		0,00
2021-22	Patrimoine remarquable		0,00
2021-31	Rénovation de la voirie et des ponts		0,00
2021-33	Réseaux		0,00
2021-32	Transports		0,00
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	141 000,00	0,00	33 945,00	0,00	174 945,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 123 000,00	0,00	-18 340,00	0,00	1 104 660,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	6 246 000,00	0,00	-16 136,00	0,00	6 229 864,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**-531,00**	**0,00**	**7 599 469,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 278 027,00	0,00	0,00	0,00	1 278 027,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 278 027,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	38 455,00	0,00	38 455,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 878 027,00**	**0,00**	**37 924,00**	**0,00**	**8 915 951,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*133 223,00*		*16 500,00*	*0,00*	*149 723,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***283 223,00***		***16 500,00***	***0,00***	***299 723,00***
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**9 215 674,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 215 674,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 199 500,00	0,00	0,00	0,00	2 199 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	38 455,00	0,00	38 455,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**2 837 955,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	0,00	0,00	767 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	11 840,00	0,00	0,00	0,00	11 840,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 579 340,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 579 340,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 378 840,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**4 417 295,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*4 569 320,46*		*-26 831,00*	*0,00*	*4 542 489,46*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 013 100,00*		*26 300,00*	*0,00*	*1 039 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*133 223,00*		*16 500,00*	*0,00*	*149 723,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 715 643,46***		***15 969,00***	***0,00***	***5 731 612,46***

TOTAL	**10 094 483,46**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**10 148 907,46**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**5 128 807,19**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 277 714,65**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**5 431 889,46**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	3 174 780,00	0,00	0,00	0,00	3 174 780,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	5 917 000,00	0,00	0,00	0,00	5 917 000,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 714 815,00	0,00	0,00	0,00	1 714 815,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 876 595,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 876 595,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00	0,00	0,00	94 440,00
67	Charges spécifiques (4)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		681,00	0,00	681,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**10 986 035,00**	**0,00**	**681,00**	**0,00**	**10 986 716,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*4 569 320,46*		*-26 831,00*	*0,00*	*4 542 489,46*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 013 100,00*		*26 300,00*	*0,00*	*1 039 400,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 582 420,46***		***-531,00***	***0,00***	***5 581 889,46***
TOTAL		**16 568 455,46**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**16 568 605,46**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**16 568 605,46**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	0,00	0,00	384 700,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00	0,00	0,00	0,00	2 220 000,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	0,00	0,00	4 591 000,00
74	Dotations et participations (4)	3 652 500,00	0,00	0,00	0,00	3 652 500,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	749 000,00	0,00	0,00	0,00	749 000,00
Total des recettes de gestion courante		**11 672 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 672 200,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	0,00	0,00	551 000,00
77	Produits spécifiques (4)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		150,00	0,00	150,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**12 224 200,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**12 224 350,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***150 000,00***		***0,00***	***0,00***	***150 000,00***
TOTAL		**12 374 200,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**12 374 350,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**4 194 255,46**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**16 568 605,46**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**5 431 889,46**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		33 945,00	0,00	33 945,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-18 340,00	0,00	-18 340,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		-16 136,00	16 500,00	364,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		38 455,00	0,00	38 455,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**37 924,00**	***16 500,00***	**54 424,00**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	54 424,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	681,00	26 300,00	26 981,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		-26 831,00	-26 831,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**681,00**	***-531,00***	**150,00**

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	150,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		38 455,00	0,00	38 455,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	16 500,00	16 500,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			26 300,00	26 300,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			-26 831,00	-26 831,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**38 455,00**	***15 969,00***	**54 424,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	54 424,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	150,00	0,00	150,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**150,00**	***0,00***	**150,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	150,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**-531,00**	**54 955,00**	**54 424,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	141 000,00	0,00	0,00	33 945,00	0,00	15 605,00	18 340,00	33 945,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 123 000,00	0,00	0,00	-18 340,00	0,00	0,00	-18 340,00	-18 340,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 246 000,00	0,00	0,00	-16 136,00	0,00	-16 136,00	0,00	-16 136,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-531,00**	**0,00**	**-531,00**	**0,00**	**-531,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 278 027,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	38 455,00	0,00	0,00	38 455,00	38 455,00
Total des dépenses réelles		**8 878 027,00**	**0,00**	**0,00**	**37 924,00**	**0,00**	**-531,00**	**38 455,00**	**37 924,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*133 223,00*			*16 500,00*	*0,00*		*16 500,00*	*16 500,00*
Total des dépenses d'ordre		**283 223,00**			**16 500,00**	**0,00**		**16 500,00**	**16 500,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**54 424,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**9 294 483,46**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**54 424,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 199 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	38 455,00	0,00	38 455,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**38 455,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**779 340,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE DE GUEBWILLER - BUDGET PRINCIPAL - DM (projet de budget) - 2024

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 578 840,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**38 455,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 569 320,46*		*-26 831,00*	*0,00*	*-26 831,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 013 100,00*		*26 300,00*	*0,00*	*26 300,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*133 223,00*		*16 500,00*	*0,00*	*16 500,00*
Total des recettes d'ordre		***5 715 643,46***		***15 969,00***	***0,00***	***15 969,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**54 424,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 161 250,00**	**0,00**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**-531,00**	**54 955,00**	**54 424,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	141 000,00	0,00	0,00	33 945,00	0,00	15 605,00	18 340,00	33 945,00
2031	Frais d'études	136 000,00	0,00		15 605,00	0,00	15 605,00	0,00	15 605,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		18 340,00	0,00	0,00	18 340,00	18 340,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 123 000,00	0,00	0,00	-18 340,00	0,00	0,00	-18 340,00	-18 340,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	324 500,00	0,00		-18 340,00	0,00	0,00	-18 340,00	-18 340,00
2151	Réseaux de voirie	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	118 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 246 000,00	0,00	0,00	-16 136,00	0,00	-16 136,00	0,00	-16 136,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	3 520 000,00	0,00		-16 136,00	0,00	-16 136,00	0,00	-16 136,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 644 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-531,00**	**0,00**	**-531,00**	**0,00**	**-531,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 278 027,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 278 027,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 278 027,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	38 455,00	0,00	0,00	38 455,00	38 455,00
458101	INSTALLATION POINT BLEU	0,00	0,00		38 455,00	0,00	0,00	38 455,00	38 455,00
Total des dépenses réelles		**8 878 027,00**	**0,00**	**0,00**	**37 924,00**	**0,00**	**-531,00**	**38 455,00**	**37 924,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*133 223,00*			*16 500,00*	*0,00*		*16 500,00*	*16 500,00*
21831	*Matériel informatique scolaire*	*1 188,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*11 188,00*			*16 500,00*	*0,00*		*16 500,00*	*16 500,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*120 847,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**283 223,00**			**16 500,00**	**0,00**		**16 500,00**	**16 500,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**9 294 483,46**	**0,00**	**54 424,00**	**0,00**	**54 424,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 199 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	648 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	38 455,00	0,00	38 455,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	38 455,00	0,00	38 455,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 799 500,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**38 455,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	712 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276358	Créance Autres groupements	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**779 340,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 578 840,00**	**0,00**	**38 455,00**	**0,00**	**38 455,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 569 320,46*		*-26 831,00*	*0,00*	*-26 831,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 013 100,00*		*26 300,00*	*0,00*	*26 300,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	12 010,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	4 400,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	32 750,00		3 000,00	0,00	3 000,00
280423	Privé : Projet infrastructure	200,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	24 000,00		500,00	0,00	500,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 180,00		0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	167 360,00		12 000,00	0,00	12 000,00
28138	Autres constructions	660,00		0,00	0,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	27 800,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	38 900,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	16 000,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	35 600,00		500,00	0,00	500,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	69 600,00		3 200,00	0,00	3 200,00
281828	Autres matériels de transport	69 500,00		0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	800,00		200,00	0,00	200,00
281838	Autre matériel informatique	77 690,00		1 600,00	0,00	1 600,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	5 700,00		800,00	0,00	800,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	57 700,00		1 000,00	0,00	1 000,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	105 150,00		3 500,00	0,00	3 500,00
4817	Indemnités de renégociation de la dette	263 100,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	133 223,00		16 500,00	0,00	16 500,00
2031	Frais d'études	116 095,00		0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	7 128,00		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	10 000,00		16 500,00	0,00	16 500,00
Total des recettes d'ordre		**5 715 643,46**		**15 969,00**	**0,00**	**15 969,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 568 455,46**	**0,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**0,00**	**150,00**	**150,00**
011	Charges à caractère général (4)	3 174 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	5 917 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 714 815,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 876 595,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			681,00	0,00		681,00	681,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**109 440,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**0,00**		**681,00**	**681,00**
Total des dépenses réelles		**10 986 035,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**681,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 569 320,46*			*-26 831,00*	*0,00*		*-26 831,00*	*-26 831,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 013 100,00*			*26 300,00*	*0,00*		*26 300,00*	*26 300,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 582 420,46**			**-531,00**	**0,00**		**-531,00**	**-531,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**150,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 374 200,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**150,00**
013	Atténuations de charges (3)	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 652 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	749 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 672 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		150,00	0,00	150,00
Total des recettes financières		**552 000,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**150,00**
Total des recettes réelles		**12 224 200,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**150,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**150,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		16 568 455,46	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00	150,00
011	Charges à caractère général (5)	3 174 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	20,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	24 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	47 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	37 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	254 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	15 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	22 580,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	124 980,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	28 710,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	47 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	55 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	91 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	68 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	42 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	207 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	55 020,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	40 160,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	53 789,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	10 820,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	24 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	23 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	197 082,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	105 364,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	29 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	69 240,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	5 144,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	18 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	28 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	55 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	15 570,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	14 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	76 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	74 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	13 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	5 917 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	40 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	24 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	16 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	67 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 616 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	24 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	38 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	656 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	255 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	168 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	25 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	732 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	66 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	85 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	62 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	1 714 815,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	6 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	174 595,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	16 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GUEBWILLER - BUDGET PRINCIPAL - DM (projet de budget) - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65316	Frais de représentation du maire	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	343 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	23 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	24 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	222 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	876 840,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	2 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	140,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 876 595,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	94 440,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	95 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 859,31	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	3 299,31	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			681,00	0,00		681,00	681,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			681,00	0,00		681,00	681,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**109 440,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**0,00**		**681,00**	**681,00**
Total des dépenses réelles		**10 986 035,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**0,00**	**0,00**	**681,00**	**681,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 569 320,46*			*-26 831,00*	*0,00*		*-26 831,00*	*-26 831,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 013 100,00*			*26 300,00*	*0,00*		*26 300,00*	*26 300,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*750 000,00*			*26 300,00*	*0,00*		*26 300,00*	*26 300,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*263 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 582 420,46**			**-531,00**	**0,00**		**-531,00**	**-531,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	17 011,71
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-20 871,02
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 859,31

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre *(DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		12 374 200,00	0,00	150,00	0,00	150,00
013	Atténuations de charges (4)	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	384 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	9 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 591 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	3 652 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741121	DSR des communes	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741123	DSU des communes	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	118 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotation compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	749 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	272 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	416 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	58 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 672 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital	199 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		150,00	0,00	150,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		150,00	0,00	150,00
Total des recettes réelles		**12 224 200,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**150,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 278 027,00**	**818 469,00**	**0,00**	**0,00**	**325 000,00**	**2 511 000,00**	**795 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 278 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	43 340,00	0,00	0,00	25 605,00	55 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	511 660,00	0,00	0,00	25 000,00	68 000,00	45 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	173 469,00	0,00	0,00	274 395,00	2 388 000,00	750 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 378 840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**1 557 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 631 455,00**		**8 915 951,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 278 027,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	51 000,00		174 945,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		90 000,00
21	Immobilisations corporelles	215 000,00	0,00	0,00	240 000,00		1 104 660,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 342 000,00	0,00	0,00	1 302 000,00		6 229 864,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	38 455,00		38 455,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 455,00**		**4 417 295,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 567 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		2 200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		600 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	38 455,00		38 455,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		11 840,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**186 121,00**	**8 018 217,00**	**0,00**	**359 690,00**	**91 070,00**	**618 099,00**	**682 400,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	2 200,00	1 911 382,00	0,00	12 200,00	78 070,00	215 249,00	15 200,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	5 868 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 800,00	238 835,00	0,00	347 490,00	13 000,00	393 850,00	667 200,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	94 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	681,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**11 090 450,00**	**277 750,00**	**0,00**	**0,00**	**37 000,00**	**135 600,00**	**143 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 000,00	69 800,00	0,00	0,00	0,00	32 200,00	90 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 576 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 467 300,00	45 000,00	0,00	0,00	37 000,00	50 200,00	53 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	273 000,00	87 950,00	0,00	0,00	0,00	53 200,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	551 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**610 320,00**	**24 550,00**	**264 749,00**	**131 500,00**		**10 986 716,00**
011	Charges à caractère général	0,00	605 830,00	17 000,00	194 149,00	123 500,00		3 174 780,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00		5 917 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		70 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4 490,00	7 550,00	30 600,00	8 000,00		1 714 815,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		94 440,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		681,00
RECETTES		**4 200,00**	**200,00**	**87 000,00**	**407 650,00**	**41 500,00**		**12 224 350,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		75 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 200,00	0,00	0,00	145 000,00	41 500,00		384 700,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 220 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00		4 591 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 652 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	200,00	72 000,00	262 650,00	0,00		749 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		551 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		150,00

N°13 - 12/2024

PROJET DE RENOVATION DE LA SALLE DE GYMNASTIQUE 1860
CONVENTION AVEC LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET LE CCAS

Rapporteur : M. Francis KLEITZ, Maire

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

Dans le cadre d'une démarche partenariale, cette convention a pour objet de mobiliser la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), le Centre communal d'action sociale (CCAS) et la Ville de Guebwiller autour du projet de rénovation énergétique de la salle de gymnastique 1860 porté par la commune de Guebwiller en qualité de maître d'ouvrage et porteur de projet.

La Convention définit les engagements respectifs des parties. Outre la réalisation du projet, la Ville s'engage notamment à mettre à disposition la Salle de gymnastique au CCAS pour des actions de soutien à l'insertion, aux seniors ou à la parentalité, mais aussi au Collège Mathias GRÜNEWALD ou à la CeA. Elle s'engage également, en partenariat avec la CeA, à mettre en valeur cet élément du patrimoine historique de la Ville.

Le CCAS s'engage pour sa part, également en partenariat avec la CeA, à organiser dans cette salle des actions et activités à destination notamment des seniors.

La CeA s'engage notamment à apporter une subvention d'investissement au projet de rénovation énergétique, pour un montant maximum de 300 000 €, au titre du Fonds Attractivité Alsace. A ce titre, la convention de partenariat sera complétée par une convention financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver la signature de la convention de partenariat entre la Ville de Guebwiller, la CeA et le CCAS, ainsi que celle d'une convention financière entre la Ville et la CeA, jointes à la présente délibération.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **la signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Guebwiller, la CeA et le CCAS, ainsi que celle d'une convention financière entre la Ville et la CeA ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions pour le compte de la commune et tous documents nécessaires à la réalisation du projet.**

N°14 - 12/2024

PROJET RENOVATION DE LA SALLE DE GYMNASTIQUE 1860
DEMANDES DE FINANCEMENT

Rapporteur : M. Francis KLEITZ, Maire

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

Dans le cadre du projet de rénovation de la salle de gymnastique 1860, projet inscrit au plan pluriannuel d'investissement, le Conseil municipal doit approuver le lancement de l'opération et autoriser le Maire à déposer des demandes de subventions aux différents co-financeurs identifiés.

Le plan de financement prévisionnel de ce projet est annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le lancement de l'opération de rénovation de la salle de gymnastique 1860 ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à solliciter toutes les subventions possibles au titre des dispositifs des co-financeurs publics et privés identifiés.**

N°15 - 12/2024

PROJET DE RESTRUCTURATION DES INFRASTRUCTURES DE TENNIS
CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LE TENNIS CLUB

Rapporteur : M. Didier LOSSER, Adjoint au Maire délégué au sport.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Tennis club Guebwiller Florival au financement de l'opération de restructuration des infrastructures de tennis.

La Ville de Guebwiller a choisi de procéder à la restructuration de ses installations dédiées à la pratique du tennis. En effet, celles-ci sont aujourd'hui réparties sur deux sites distants de près de 5 km, en haut et en bas de la ville. Par ailleurs, la halle couverte actuellement utilisée est dans un état très dégradé. Cette situation pénalise la fréquentation de ces structures et l'attractivité sportive de la commune.

C'est pourquoi la Ville de Guebwiller va remettre à niveau ces installations tout en les regroupant sur un seul site. Dans ce cadre, une nouvelle halle couverte sera construite sur le site du Heissenstein. La réhabilitation d'un terrain extérieur est également prévue en option, et sera retenue ou non en fonction des subventions obtenues.

Les installations seront mises à disposition du Tennis club de Guebwiller, qui en assurera la gestion et l'entretien.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est fixée à 1 250 000 € HT.
La Ville de Guebwiller, en qualité de Maitre d'ouvrage, assurera le règlement des marchés conclus pour la réalisation des installations.

La participation du Tennis Club au financement de l'opération est fixée à 130 000 €.

Les versements du Tennis Club à la Ville de Guebwiller seront effectués comme suit :

- un premier versement de 30 000 € à la notification des marchés de travaux,
- quinze versements annuels de 6 867 €, dus chaque année à partir de la date de réception des ouvrages.

La participation du Tennis Club pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions obtenues.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver la signature de la convention de financement entre la Ville de Guebwiller et le Tennis club, telle que jointe à la présente délibération.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE la signature d'une convention de financement entre la Ville de Guebwiller et le Tennis club ;

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention pour le compte de la commune et tous les documents nécessaires à la réalisation du projet.**

CONVENTION DE FINANCEMENT DE L'OPERATION DE RESTRUCTURATION DES INFRASTRUCTURES DE TENNIS DE GUEBWILLER

Entre

La Ville de Guebwiller représentée par Francis KLEITZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2024
Ci-après dénommée « La Ville »

d'une part,

et

Le Tennis Club Guebwiller Florival, représentée par Florent PERARD, Président, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration du xxx
Ci-après dénommée «Tennis Club»

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La Ville de Guebwiller a choisi de procéder à la restructuration de ses installations dédiées à la pratique du tennis. En effet, celles-ci sont aujourd'hui réparties sur deux sites distants de près de 5 km, en haut et en bas de la ville. Par ailleurs, la halle couverte actuellement utilisée est dans un état très dégradé. Cette situation pénalise la fréquentation de ces structures et l'attractivité sportive de la commune.

C'est pourquoi la Ville de Guebwiller va remettre à niveau ces installations tout en les regroupant sur un seul site. Dans ce cadre, une nouvelle halle couverte et un court extérieur seront aménagés sur le site du Heissenstein.

Les installations seront mises à disposition du Tennis club de Guebwiller, qui en assurera la gestion et l'entretien.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Tennis club au financement de l'opération de restructuration des infrastructures de tennis.

Dans ce cadre, la présente convention définit les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPÉRATION

Le projet a pour objet la restructuration des infrastructures de tennis sur le site du Heissenstein, sur un terrain appartenant à la ville de Guebwiller.

Les travaux comprennent :

- la construction d'une halle de tennis couverte sur deux courts existants
- le remplacement des deux surfaces de ces deux courts de tennis existants
- l'installation d'un éclairage LED
- la réalisation des installations techniques de chauffage, de ventilation mécanique et d'électricité
- l'aménagement d'un cheminement permettant l'accessibilité PMR
- l'installation d'une cuve de récupération d'eau de pluie.

La réhabilitation d'un terrain extérieur est également prévue en option, et sera retenue ou non en fonction des subventions obtenues.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner la modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage en informera le Tennis Club.

ARTICLE 3 – MISSIONS DES PARTIES

3-1 Les missions de la Ville de Guebwiller

La Ville de Guebwiller, en tant que maître d'ouvrage, s'engage à :

- Inscrire le budget de l'ensemble de l'opération en dépenses et en recettes, et particulièrement les frais de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de fonctionnement et de travaux, et pour le compte de tiers
- Solliciter toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération
- Solliciter toute autorisation administrative, notamment dépôt du permis de construire, nécessaires à la réalisation du projet
- Procéder aux consultations d'opérateurs économiques pour l'opération en vue de désigner les entreprises de travaux et l'ensemble des prestataires nécessaires à l'accomplissement des études et des travaux
- Procéder aux consultations pour désigner un coordonnateur de sécurité et un contrôleur technique
- Associer les représentants du Tennis Club aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet, en particulier lors de la validation de l'avant-projet sommaire (APS) et de l'avant-projet définitif (APD) remis par le maître d'œuvre
- Conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération
- S'assurer de la bonne exécution des marchés, conclure et signer les avenants éventuels aux marchés et procéder au paiement des entrepreneurs
- Assurer le suivi des travaux
- Procéder à la réception de l'ouvrage

- Mettre en œuvre les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie de parfait achèvement, la garantie décennale et la garantie dommages ouvrages
- Ester en justice dans le cadre de tout litige notamment avec les entrepreneurs, maître d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

En cas de modification substantielle du projet, la Ville de Guebwiller s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable du Tennis Club.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

Le Tennis Club sera tenu informé par la Ville de Guebwiller du déroulement des travaux. A ce titre, la Ville lui communiquera l'ensemble des comptes-rendus de chantier. Les représentants du Tennis Club pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment dans le respect des conditions d'accès au chantier et du PGCSPS, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au maître d'ouvrage et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

3-2 Les missions du Tennis Club

Le Tennis Club s'engage à :
- inscrire les budgets correspondants à sa participation financière telle que définie à l'article 5 de la présente convention
- Verser sa participation financière à la Ville sur la base des modalités précisées à l'article 5.3
- Être en appui sur les domaines de compétence du Tennis Club tout au long du processus
- Participer aux étapes de sélection des entreprises.

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES INSTALLATIONS

La Ville de Guebwiller est propriétaire de l'ensemble des installations objet de l'opération.
A l'issue de la réalisation des ouvrages, ceux-ci seront mis à disposition du Tennis Club.
Ainsi, le Tennis Club est titulaire d'un droit d'usage sur la structure qui lui sera mise à disposition dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

La Ville assurera la liquidation des dépenses de cette opération.

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est fixée à 1 250 000 € HT.

5.2 Financement de l'opération

La Ville de Guebwiller en qualité de Maitre d'ouvrage assure le règlement des marchés conclus pour la réalisation des installations.

Le Tennis Club versera à la Ville une somme correspondant à la part de travaux pris en charge par le Tennis Club telle que définie à l'article 5.3.

La participation du Tennis Club pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Subventions spécifiques

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier de subventions spécifiques dont seul le Tennis Club peut être bénéficiaire. La demande de subvention auprès de ces financeurs sera déposée et la subvention directement perçue par le Tennis Club. Celui-ci s'engage à les reverser à la Ville.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera également d'autres financements (Europe, Etat, Région, CeA), dont les demandes seront déposées et qui seront perçues directement par la Ville.

5.3 Participation du Tennis Club

La participation du Tennis Club au financement de l'opération est fixée à 130 000 €.

Les versements du Tennis Club à la Ville de Guebwiller seront effectués comme suit :

- un premier versement de 30 000 € à la notification des marchés de travaux,
- quinze versements annuels de 6 867 €, dus chaque année à partir de la date de réception des ouvrages.

Conformément aux règles de la comptabilité publique, les versements se feront sur demande écrite de la Ville.

Le premier versement sera appelé dans un délai d'un mois à compter de la date de réception des installations.

La participation annuelle sera versée chaque année à date anniversaire de la date de réception des installations et ce pendant quinze ans à compter de l'année de réception.

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal du Centre de Gestion de Guebwiller.

La Ville préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ

La Ville est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.
Elle garantit le Tennis Club de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La Ville fera mention du financement du Tennis Club sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maitre d'ouvrage :

La réception des ouvrages permet la mise à disposition au Tennis Club des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin avec le versement par le Tennis Club de la dernière annuité de sa participation.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.
A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement du Tennis Club sera limité aux travaux prévus l'article 2, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Guebwiller, le …….. Fait en double exemplaire,

Pour la Ville **Le Maire**	**Pour le Tennis Club** **Le Président**
Francis KLEITZ	Florent PERARD

Direction des Finances

N°16 - 12/2024

PROJET DE RENOVATION D'UNE MAISON DES SOLIDARITES
DEMANDES DE FINANCEMENT

Rapporteur : Mme Hélène CORNEC, Adjointe déléguée aux actions solidaires

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

La Ville de Guebwiller a choisi de réaliser une opération de réhabilitation et transformation de l'ancien site de la DGFiP en « Maison des solidarités ».

Elle a ainsi impulsé, d'une part, la création d'un guichet unique en réunissant les principaux acteurs sociaux que sont les services décentralisés de la Solidarité de la CeA (action sociale de proximité, la prévention santé/PMI, l'insertion et l'autonomie), le CCAS de la Ville, le service jeunesse – citoyenneté de la Ville et les permanences d'accès aux droits tenues en Mairie (pôle accompagnement des familles de la CAF, ADIL - Agence Départementale d'Information sur le Logement, service d'aide aux victimes d'Espoir, le CIDFF – Centre d'Informations aux Droits des Femmes et des Familles, le service majeurs protégés de l'UDAF, Crésus – surendettement, le service social de la CARSAT, les permanences jeunes consommateurs d'Argile).

D'autre part, elle va y adjoindre un lieu d'animations de la vie sociale par la création de salles d'activités adaptées à des projets collectifs de cohésion sociale et développer un dispositif de médiation numérique au travers de l'installation d'une borne numérique et de la mise en place d'un conseiller numérique/aidant connect.

L'objectif est de lutter contre le non-recours aux droits, de favoriser la cohésion sociale en encourageant les synergies entre les acteurs sociaux et en permettant le déploiement d'acteurs et d'actions sociales sur le territoire.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est fixée à 1 176 922 € HT.

Dans le cadre de ce projet inscrit au plan pluriannuel d'investissement, le Conseil municipal doit autoriser le Maire à déposer des demandes de subventions aux différents co-financeurs identifiés.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à solliciter toutes les subventions possibles au titre des dispositifs des co-financeurs publics et privés identifiés ;**

APPROUVE **le plan de financement proposé.**

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET – Maison des solidarités

Précision : montants **H.T.**

IMPORTANT : Les postes de dépenses à détailler ci-dessous doivent correspondre aux thématiques retenues.

DÉPENSES (1)	MONTANT	RESSOURCES	MONTANT	%
Dépense globale		**Aides publiques** :		
Etudes préalables	11 125	Union européenne (2)	349 000	29.65 %
Travaux	1 040 400			0.00 %
MoE	104 248	DSIL maintien et développement des services au public en milieu rural	212 514	18.06 %
CSPS	4 050	fonds vert rénovation énergétique		0.00 %
CT	5 500	Mécénat : aide CEE	8 000	0.68 %
Aléas	11 599	Collectivités territoriales :		
		- Région : climaxion	36 000	3.06 %
		- CEA : FAA	266 000	22.60 %
		- Groupement de communes (EPCI, PETR…)		0.00 %
		- Autres :		0.00 %
		Sous-total Aides publiques	**871 514**	74.05 %
		Auto-financement :		
		- Fonds propres	305 408	25.95 %
		- Emprunts (2)		0.00 %
		Autres (2)		0.00 %
		sous-total	**305 408**	25.95 %
TOTAL	1 176 922	**TOTAL :**	**1 176 922**	100.00 %

(1) Recettes générées par l'investissement à déduire s'il y a lieu

(2) A préciser

Attention : les travaux en régie ne sont pas éligibles

Le service instructeur vérifiera l'existence des cofinancements publics présentés dans le cadre de l'opération tout au long de la réalisation de celle-ci.

Ville de Guebwiller

N°17 - 12/2024

PRISE EN CHARGE DE LA TAXE FONCIERE DE LA STATION DE POMPAGE DE LINTHAL

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

Vu notamment l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

La CCRG exerce la compétence « eau potable » depuis le 1er janvier 2018 et, à ce titre, gère la station de traitement d'eau sise 59 A rue du Markstein à Linthal. Elle a, pour ce faire, intégré cet équipement dans son patrimoine lors de la dissolution du SIEP de la Lauch.

Ce bâtiment, d'un point de vue cadastral, est propriété de la Ville de Guebwiller. Il est considéré par les services fiscaux comme étant productif de revenus et, à ce titre, est assujetti au paiement de la taxe foncière.

Dès lors, la Ville de Guebwiller se voit notifier chaque année un avis d'imposition de taxe foncière portant sur cet équipement. En effet, le transfert de compétence vers un EPCI n'est pas opposable à l'administration fiscale qui ne connaît que le propriétaire du bien.

De par l'exercice de sa compétence, il revient à la CCRG de supporter cette charge se rapportant à un équipement dont elle a la gestion.

Toutefois, la CCRG n'a été saisie formellement par la Ville qu'au courant de l'année 2021 et aucun crédit n'a été inscrit au budget pour les avis d'imposition produits depuis 2019. Aussi, suite à un échange entre les services de la CCRG et de la commune, il a été convenu d'aboutir à un partage de charges sur les années passées.

Sur cette base, il est proposé la répartition suivante :

Années	Prise en charge Ville	Prise en charge CCRG
2019	8 589	
2020	8 765	
2021		4 853
2022		5 115
2023		5 784
2024		6 009
TOTAL	**17 354**	**21 761**

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ACTE **la prise en charge par la CCRG de la taxe foncière se rapportant à la station de traitement d'eau sise à Linthal pour les années à venir. La Ville de Guebwiller restant destinataire des avis d'imposition, elle règlera cette taxe et émettra annuellement un titre de recette correspondant à l'encontre de la CCRG ;**

ACTE **la prise en charge par la CCRG de la taxe foncière pour les années 2021 à 2024 pour un montant total de 21 761 euros, au vu d'un titre de recette émis par la Ville de Guebwiller. La Ville de Guebwiller conservera à sa charge la taxe foncière des années 2019 et 2020 ;**

HABILITE **M. le Maire à signer tout document se rapportant à la présente décision.**

N°18 - 12/2024

DESAFFECTATION PARTIELLE DU PRESBYTERE DE LA PAROISSE SAINT-LEGER RUE DE L'EGLISE A GUEBWILLER

Rapporteur : M. César TOGNI, adjoint au Maire délégué à la gestion, l'entretien et l'amélioration du patrimoine bâti et non bâti de la ville.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024

La Ville de Guebwiller est propriétaire d'une maison située au n°30 rue de l'Eglise affectée à l'usage du service public du culte en tant que presbytère de la paroisse Saint Léger de Guebwiller.
Le bâtiment actuellement occupé par le conseil de fabrique mais nécessite une réhabilitation complète.

Son maintien en tant que presbytère dans sa totalité ne présente cependant plus d'intérêt pour la paroisse. En conséquence, la Ville de Guebwiller, le conseil de fabrique et l'association ALEOS se sont rapprochés et ont conclu que le bien pouvait faire l'objet d'une procédure de désaffectation partielle afin de permettre la conclusion d'un bail à réhabilitation au profit de l'association ALEOS.

Le bail à réhabilitation concernerait l'ensemble du bâtiment et serait conclu pour une durée de 19 ans.

L'association ALEOS deviendrait alors propriétaire en droit réel et serait ainsi redevable de l'ensemble des charges incombant au propriétaire.
Les travaux consisteraient en la transformation des locaux et logements existants en 5 logements de type T3/T4 à vocation sociale, et en la création d'un ERP de 38,91 m² à destination du Conseil de Fabrique, faisant fonction de local presbytéral.
Dans le cadre de cette réhabilitation lourde, l'accent sera mis sur la performance énergétique, sur la mise au norme globale ainsi que sur le traitement des façades.
Il conviendra de préciser dans le bail que les travaux du local, estimés à 69 000 € TTC, seront à la charge du conseil de fabrique.

Il convient de noter que la désaffectation partielle du presbytère ne libère pas pour autant la commune de l'obligation de loger un desservant s'il devait, dans l'avenir, en être nommé un.

Actuellement et pendant la durée des travaux, les réunions du Conseil de fabrique se tiennent dans les locaux du Presbytère de Notre-Dame. A l'issue des travaux, les réunions se tiendront dans le local presbytéral réaménagé. Il en va de même des archives paroissiales qui ont été temporairement déménagées au Presbytère de Notre-Dame.

Les Commissions compétentes entendues,

VU la loi du 18 Germinal an X sur l'organisation des cultes,

VU l'article 1er de l'ordonnance du 3 mars 1825 relative aux presbytères,

VU le Code des Collectivités Territoriales,

VU le décret du 23 novembre 1994 portant déconcentration en matière de désaffectation des édifices cultuels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

CONSIDERANT que le presbytère de la paroisse Saint-Léger, situé 30 rue de l'Eglise à Guebwiller, cadastré section 4 parcelle n°35, est libre de prêtres et ne fera pas l'objet d'une réaffectation ultérieure par le diocèse.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

DEMANDE **à Monsieur le Préfet d'autoriser la désaffectation partielle du presbytère de la paroisse Saint Léger, ainsi que son jardin et ses dépendances, 30 rue de l'Eglise, cadastré section 4 parcelle n°35.**

AUTORISE **Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette opération.**

Département :
HAUT RHIN

Commune :
GUEBWILLER

Section : 4
Feuille : 000 4 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 26/11/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SERVICE DEPARTEMENTAL DES IMPOTS
FONCIER - ANTENNE DE COLMAR
CITE ADMINISTRATIVE BAT. A 68026
68026 COLMAR CEDEX
tél. 03 89 24 81 17 -fax
sdif.68colmar@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



N°19 - 12/2024

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LE COLLEGE MATHIAS GRÜNEWALD

Rapporteur : Mme GRAWEY, Adjointe au Maire déléguée à la culture, jeunesse et citoyenneté

Dossier présenté à la Commission Culture, Éducation, Jeunesse du lundi 25 novembre 2024.

L'espace Jeunesse est un lieu d'accueil, de rencontres, d'échanges et de loisirs pour les jeunes de 6 à 25 ans. C'est un lieu de mixité sociale sécurisant, bienveillant et stimulant qui permet aux jeunes de s'épanouir, de développer leur autonomie, d'être écoutés et informés. L'Espace Jeunesse apporte des repères et des ressources. Il favorise l'initiative et la prise de responsabilité et contribue à la citoyenneté des jeunes. L'espace Jeunesse œuvre pour l'inclusion, l'égalité des chances et le bien-être du public accueilli.

Depuis la période covid, la fréquentation de la structure par les adolescents était discrète. Afin de remobiliser les jeunes, L'Espace Jeunesse a décidé de mettre en place des actions spécifiques :

1. Prise en charge de l'animation d'un groupe de jeunes de 19 à 28 ans en rupture avec l'école et le monde de l'emploi dans le cadre du disposition « Boost Insertion » porté par la Fondation « Les Apprentis d'Auteuil » ;
2. Création d'un temps d'accueil et des activités spécifiques à l'attention des ados pour reconquérir ce public ;
3. Dans le cadre de la citoyenneté, le Conseil Communal des Jeunes (CCJ) est devenu le Conseil Des Jeunes (CDJ) avec une évolution des tranches d'âges des jeunes de 8 à 17 ans pour une implication plus importante des adolescents.

Lorsque le Collège Grünenwald a sollicité l'Espace Jeunesse pour participer à l'animation d'un atelier « Parole aux jeunes » avec le service Action Jeunesse de la MJC de Bollwiller, les animateurs ont jugé pertinent de participer à ce moment spécifique de partage et de libre parole avec les collégiens.

Les objectifs de cet atelier « Parole aux Jeunes » sont : d'encourager l'expression des jeunes, de favoriser les échanges entre jeunes et adultes et de développer les compétences d'écoute, d'argumentation et de prise de parole en public pour les participants.

La convention de partenariat avec le collège définit la collaboration avec les animateurs de l'Espace Jeunesse qui interviennent à raison d'une séance d'une heure tous les 15 jours en alternance avec la MJC de Bollwiller en période scolaire pour l'année scolaire 2024/2025.

Vu l'avis favorable des Membres de la Commission réunie en date du 25 novembre 2024, il est proposé au conseil municipal d'approuver la mise à disposition du personnel de l'Espace Jeunesse pour ce partenariat avec le collège Mathias Grünewald pour l'année scolaire 2024/2025.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

VALIDE **la mise à disposition du personnel de l'Espace Jeunesse au profit du collège Mathias Grünenwald dans le cadre de l'atelier « Parole aux Jeunes » ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat avec le Collège Mathias Grünewald.**

Convention de Partenariat

Entre :

- **La MJC Centre Social**, située au 22 rue de Soultz, 68540 Bollwiller, représentée par son Directeur, **M. Robert Ricciuti**,
- **La ville de Guebwiller**, représentée par **l'Espace Jeunesse**, situé 3A Chemin Noir, 68500 Guebwiller, représenté par Monsieur le Maire, **M. Francis KLEITZ,**
- **Le Collège Mathias Grünewald**, situé au 1b route d'Issenheim, 68500 Guebwiller, représenté par son Principal, **M. Éric Miolin**.

Objet : Mise en place de l'atelier "Parole aux Jeunes".

Les parties conviennent ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la promotion de l'expression des jeunes, la MJC Centre Social, à travers son Service Action Jeunesse (SAJ), l'Espace Jeunesse de Guebwiller et le Collège Mathias Grünewald s'associent pour organiser l'atelier **"Parole aux Jeunes"**. Cet espace permettra aux collégiens de s'exprimer, d'être écoutés et de partager sur des thématiques importantes à leurs yeux, tout en renforçant les liens entre les jeunes et les institutions éducatives et de loisirs.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre le SAJ, l'Espace Jeunesse et le Collège Mathias Grünewald pour la réalisation de l'atelier "**Parole aux Jeunes**". Ce projet est encadré par des professionnels de l'animation du SAJ et de l'Espace Jeunesse.

Article 2 : Objectifs de l'atelier

L'atelier **"Parole aux Jeunes"** poursuit les objectifs suivants :

- **Encourager** l'expression des jeunes sur des thématiques de société, leur quotidien, et leurs préoccupations.
- **Favoriser** l'échange et le dialogue entre jeunes et adultes, notamment avec les animateurs du Service Action Jeunesse et de l'Espace Jeunesse

- **Développer** les compétences d'écoute, d'argumentation et de prise de parole en public chez les participants.

Article 3 : Engagements du Service Action Jeunesse et de l'Espace Jeunesse

Le SAJ et l'Espace Jeunesse s'engagent à :

- Fournir des intervenants qualifiés pour animer les ateliers.
- Organiser des séances régulières, en concertation avec le collège.
- Mettre à disposition les ressources pédagogiques et matérielles nécessaires pour le bon déroulement de l'atelier.
- Assurer la coordination avec le personnel encadrant du collège pour garantir la complémentarité des actions.

Article 4 : Engagements du Collège Mathias Grünewald

Le Collège Mathias Grünewald s'engage à :

- Faciliter l'accès à ses locaux pour la tenue des ateliers.
- Sensibiliser les élèves à la participation à l'atelier et intégrer cet espace d'expression dans le cadre de son projet éducatif.
- Dédier un personnel de référence pour assurer la liaison avec le Service Action Jeunesse et l'Espace Jeunesse et participer aux ateliers si nécessaire.
- Assurer le suivi des élèves qui participent aux ateliers et évaluer l'impact de ces derniers sur leur développement personnel.

Article 5 : Modalités de mise en œuvre

- Fréquence des ateliers : Les ateliers se tiendront tous les jeudis en période scolaire 2024/2025.
- Durée des séances : Chaque séance durera 1 heure.
- Lieu : Les ateliers auront lieu au foyer dans l'enceinte du Collège Mathias Grünewald.
- Participants : Les élèves volontaires des classes de la 6e à la 3e.
- Participation : Les élèves doivent s'inscrire à l'atelier chaque semaine auprès de la vie scolaire.
- Organisation : Une affiche de communication sera réalisée chaque semaine par le SAJ ou l'Espace Jeunesse et sera transmise au plus tard le vendredi pour la semaine suivante.
- Le SAJ interviendra toutes les semaines et l'Espace Jeunesse les semaines paires

Article 6 : Engagement financier

Le Collège Mathias Grünewald s'engage à allouer un budget de 500 euros pour l'achat du matériel nécessaire au bon déroulement des ateliers. Ce matériel pourra inclure, mais ne se limite pas à :

- Supports pédagogiques (feutres, stylos, jeux de société, etc.).

- Tout autre matériel jugé utile par les animateurs du SAJ et validé par le collège.
- Une exposition de "Parole aux Jeunes".
- Une intervention d'un(e) intervenant(e) au cours de l'année 2024/2025.

Article 7 : Évaluation et suivi du projet

Un bilan de l'atelier sera réalisé en fin d'année scolaire. Ce bilan sera conjointement élaboré par le Service Action Jeunesse, l'Espace Jeunesse et le Collège Mathias Grünewald afin de mesurer l'impact de l'atelier et d'envisager des perspectives d'amélioration du dispositif. Une réunion de bilan pourra être organisée avec les jeunes participants pour recueillir leurs avis.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée **d'une année scolaire (2024/2025)**. Chaque partie peut mettre fin à la convention sous réserve de respecter un préavis de **3 mois**, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 9 : Assurances et responsabilités

Chaque partie s'engage à **souscrire une assurance** responsabilité civile couvrant les activités liées à l'atelier **"Parole aux Jeunes"**. En cas de dommage matériel ou corporel survenu au cours des ateliers, la responsabilité sera engagée conformément aux législations en vigueur.

Article 10 : Litiges

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher **une solution amiable**. À défaut, chaque partie pourra saisir les instances compétentes.

Fait à Guebwiller, le 8 octobre 2024

Le Directeur de la MJC CS de Bollwiller

M.J.C. CENTRE SOCIAL
22, rue de Soultz
68540 BOLLWILLER
Tél. 03 89 48 10 04
Email : accueil@mjc-bollwiller.fr

Monsieur le Maire de Guebwiller

VILLE DE GUEBWILLER
68500

Coordinateur du Service Action Jeunesse

Le Principal du Collège Mathias Grünewald

NOM – Prénom – Structure	Adresse mail	N° de téléphone
Florence KAATZ – Mairie de Guebwiller	f.kaatz@ville-guebwiller.fr	03 89 74 98 50
Claudine GRAWEY – Mairie de Guebwiller	c.grawey@ville-guebwiller.fr	06 38 90 30 93
Catherine VIAZZI – Responsable de l'Espace Jeunesse de Guebviller	c.viazzi@ville-guebwiller.fr	03 89 74 14 11 06 44 27 34 14
François LE ROUX – Animateur de l'Espace Jeunesse	f.leroux@ville-guebwiller.fr	06 70 66 29 53
Romain LAGARDE – Coordinateur MJC de Bollwiller	romain.lagarde01@hotmail.fr	06 67 95 49 08
Robert RICCIUTI – Directeur de la MJC de Bollwiller	direction@mjc-bollwiller.fr	06 47 40 35 39
Sophie CARON – Principale-Adjointe – Collège	sophie.caron@ac-strasbourg.fr	03 89 76 89 94 06 16 26 75 20

Direction Jeunesse, Education

N°20 - 12/2024

VENTE DE TISSU AU MUSEE THEODORE DECK

Rapporteur : Mme DEHESTRU, Adjointe au Maire déléguée à l'enfance, l'éducation et la parentalité

Dossier présenté à la Commission Culture, Éducation, Jeunesse du lundi 25 novembre 2024.

Parmi les nombreux projets, expositions organisés en 2023 et 2024 pour la célébration du bicentenaire de Théodore Deck, une production particulièrement originale avec la création d'un papier peint réalisé par les élèves de Guebwiller encadrés par deux artistes, Susanne Janssen et Bérénice Joëssel dans le cadre de BILING'OH ! "Le papier peint du bonheur - Die Glückstapete" inspiré d'une œuvre du célèbre céramiste où cette phrase est inscrite sur une cruche fabriquée par Théodore Deck.

En plus de l'exploration de l'œuvre de Théodore Deck, les enfants pour la création de ce papier peint ont créé leurs propres formes, motifs et couleurs en expérimentant différentes techniques telles que la peinture, le mélange de différents bleus, le collage, la gravure.
Deux motifs pour deux papiers peints différents ont été imprimés en édition limité pour être exposés à la Médiathèque. Ces papiers peints ont permis la création de tentures exposées au printemps 2024 sur les façades de la Mairie.
L'idée de l'impression sur tissu a semblé être le bon procédé pour permettre aux familles guebwilleroises de conserver un pan de la production artistique des enfants. La Ville a fait imprimer deux rouleaux de tissu de 50 mètres made in Alsace fabriqué dans la vallée de Thann à Fellering.
Pour ce projet émanant des écoles, il est proposé d'offrir aux écoles, dans le cadre d'une proposition d'un projet spécifique, un maximum de 5m de tissu par école.
Pour les guebwillerois, ce tissu sera en vente exclusive au Musée Théodore Deck à partir du mois de décembre 2024.

Vu l'avis favorable des Membres de la Commission réunie en date du 25 novembre 2024, il est proposé au conseil municipal d'acter la vente du tissu aux produits de la boutique du Musée au tarif de 19,00 € TTC le mètre. Ce produit sera ajouté aux produits figurant dans les droits et tarifs de la Ville.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

VALIDE **la proposition de mettre à disposition au profit des écoles et dans le cadre d'une proposition d'un projet spécifique, un maximum de 5 mètres de tissu par école ;**

AUTORISE **l'inscription de ce tissu dans les droits et tarifs de la Ville au tarif de 19,00 € TTC le mètre, au titre des produits en vente à la boutique du Musée Théodore Deck.**

N°21 - 12/2024

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A l'ASSOCIATION THÉÂTRE ALSACIEN DE GUEBWILLER

Rapporteur : Claudine GRAWEY, adjointe en charge des Affaires Culturelles.

Dossier présenté à la Commission Finances et affaires générales du 9 décembre 2024.

La Ville de Guebwiller met à disposition de l'association Théâtre Alsacien de Guebwiller (TAG) le théâtre municipal, Paul Frick dit « Popaul », dont elle est propriétaire. L'association a pour but de créer, produire et diffuser des spectacles en langue dialectale, ainsi que de dispenser des cours de dialecte, à destination de différents publics. Dans le cadre de cette convention, le Ville met à disposition de l'association, moyennant le versement d'un loyer, les différents locaux du Théâtre, et notamment la salle de spectacle, à la fois pour les représentations et pour les répétitions.

Dans un souci de développement durable, l'association souhaite s'engager dans le renouvellement complet du dispositif d'éclairage, avec un passage en LED de tous les projecteurs. Ce renouvellement permettra de réduire de 80% les consommations électriques, et de diviser par dix la puissance souscrite auprès d'EDF.

La Ville, en tant que propriétaire du Théâtre, prend en charge l'ensemble des consommations de fluides. C'est pourquoi, elle bénéficiera directement des économies liées aux réductions de consommations électriques. Le coût de la séance de représentation devrait ainsi passer de 112€ à 9 €.

Aussi, il est proposé que la Ville contribue au financement du renouvellement de l'éclairage, aux côtés de l'association et de la CeA, qui participe à hauteur de 30% du coût du projet. La Ville prendra ainsi à sa charge la moitié du coût résiduel, soit 15 007 €, sous forme du versement d'une subvention d'investissement.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ATTRIBUE **une subvention exceptionnelle de 15 007 € à l'association du Théâtre Alsacien de Guebwiller ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à procéder au versement de cette subvention.**

N°22 - 12/2024

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA « PROTEZIONE CIVILE DI CASTELFIORENTINO » SUITE AUX INONDATIONS SURVENUES EN OCTOBRE 2024

Rapporteur : M. Francis KLEITZ, Maire.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires générales, en date du 09 décembre 2024.

La commune de Castelfiorentino a été touchée par de fortes inondations le 17 et le 18 octobre 2024 causées par le débordement de la rivière Elsa et du torrent Corniola suite à une tempête dans la région de Sienne.

Plus de 120 maisons ont été touchées par l'inondation et une trentaine d'activités économiques ont été endommagées. Des milliers d'euros ont déjà été engagés par l'administration communale de Castelfiorentino pour couvrir les dépenses urgentes nécessaires au rétablissement des zones touchées, notamment à l'élimination des déchets.

Afin de soutenir notre commune jumelée dans cette épreuve, Monsieur le Maire et le conseil municipal souhaitent s'associer à l'appel lancé par la commune de Castelfiorentino visant à soutenir les victimes de cette catastrophe. Le conseil municipal souhaite également exprimer sa solidarité aux élus, agents, secouristes et volontaires qui œuvrent pour répondre aux besoins vitaux des populations touchées.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

AUTORISE **Monsieur le Maire à verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 000 € à la Protezione Civile Prociv-Arci Castelfiorentino pour soutenir les efforts de gestion des urgences et d'accueil des sinistrés ;**

AUTORISE **M. le Maire ou son représentant à procéder au versement de cette subvention.**

N°23 - 12/2024

RECENSEMENT DE LA POPULATION : INDEMNISATION DES AGENTS RECENSEURS ENQUÊTE FAMILLES

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales du 9 décembre 2024.

Par délibération du 24 juin 2015, le Conseil Municipal a approuvé la création des postes de coordonnateur communal de l'enquête de recensement et d'agents recenseurs ainsi que de leur rémunération qui a été réévaluée par délibération du 12 décembre 2022. Liberté est en effet laissée au Conseil Municipal de fixer les modalités de rémunération, étant précisé que les frais engagés par la commune pour les opérations de recensement sont globalement compensés chaque année par une dotation de l'État.

Pour rappel, depuis la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, les communes de 10.000 habitants ou plus procèdent désormais à un recensement partiel chaque année. Cette enquête annuelle se déroule auprès d'un échantillon de 8 % de la population réparti sur le territoire de chaque commune.
La collecte des informations est contrôlée par l'INSEE. Les enquêtes de recensement sont quant à elles préparées et réalisées par la commune qui conserve la responsabilité du recrutement des agents recenseurs au nombre de trois, selon les recommandations de l'INSEE, issus ou non de la collectivité, comme du coordonnateur communal.

En 2025 une enquête familles visant à mieux connaître les modes de vie des familles aujourd'hui, sera exceptionnellement associée à l'enquête annuelle de recensement.

L'enquête familles ne concernera que certaines zones de la commune et sera uniquement destinée aux femmes majeures de chaque foyer. La réponse à l'enquête se fera selon les mêmes modalités que le recensement de la population afin d'alléger la charge des agents recenseurs. Ainsi une réponse Internet au recensement se traduira par une réponse Internet à l'enquête. Comme le prévoit l'article 30 du décret 2015-1678, afin de contribuer aux moyens nécessités par cette enquête, une dotation forfaitaire complémentaire sera versée à la ville.

Afin de tenir compte de cette enquête supplémentaire, il est nécessaire de l'ajouter aux montants des indemnités déjà accordées aux agents recenseurs, à savoir :

- 1,83 € par bulletin individuel collecté ;
- 1,20 € par feuille de logement collectée ;
- 22,00 € par séance de formation suivie ;
- 40,00 € permettant de couvrir le temps de la tournée de reconnaissance ;
- 20,00 € permettant de couvrir le temps de mise sous pli des courriers d'information aux administrés ;
- 100,00 € à l'agent qui effectue intégralement le recensement de ses secteurs.

A cela s'ajoutera, pour l'enquête familles de 2025, une répartition de la dotation à part égale entre les agents recenseurs et le coordonnateur communal.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

AJOUTE **un forfait relatif à l'enquête familles de 2025 à la rémunération des agents recenseurs et du coordonnateur communal sur la base d'une répartition de la dotation à part égale comme indiqué ci-dessus ;**

IMPUTE **la dépense au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » du budget principal ;**

AUTORISE **M. le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération et des procédures considérées ainsi que les éventuels avenants.**

N°24 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT D'UN AGENT RECENSEUR VACATAIRE

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date 9 décembre 2024.

Le recensement de la population est placé sous la responsabilité de l'État. Néanmoins, sa réalisation repose sur un partenariat étroit entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et l'INSEE.

En effet, la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, a instauré une nouvelle méthode de recensement de la population depuis le 1er janvier 2004 et a confié aux communes ou aux EPCI qu'elles désignent, la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population.

Selon l'article 156-V de la loi précitée n° 2002-276, les enquêtes de recensement sont effectuées par des agents recenseurs. Ces derniers peuvent être des agents communaux ou des personnes recrutées dans le cadre d'un contrat de droit privé dit de « vacation ».

En l'absence de définition légale du contrat de vacation, la jurisprudence a précisé la notion de vacataire.

Ainsi, le vacataire est un agent recruté pour accomplir une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés et rémunéré à la vacation.
À la différence de l'agent contractuel, le vacataire n'est pas recruté pour assurer un besoin permanent de l'administration. Le vacataire n'est pas recruté sur un emploi. Il est recruté pour accomplir une tâche précise et ponctuelle.

Considérant que le recrutement d'un vacataire est nécessaire aux besoins du service afin de réaliser les opérations de recensement.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

AUTORISE **M. le Maire à recruter un agent recenseur vacataire, pour la période du 16 janvier 2025 au 22 février 2025 ;**

FIXE **la rémunération de la vacation de la manière suivante :**

- **1,83 € par bulletin individuel collecté ;**
- **1,20 € par feuille de logement collectée ;**
- **22,00 € par séance de formation suivie ;**
- **40,00 € permettant de couvrir le temps de la tournée de reconnaissance ;**

- **20,00 € permettant de couvrir le temps de mise sous pli des courriers d'information aux administrés ;**
- **100,00 € à l'agent qui effectue intégralement le recensement de ses secteurs.**

A cela s'ajoutera, pour l'enquête familles de 2025, une répartition de la dotation à part égale entre les agents recenseurs et le coordonnateur communal.

DIT QUE **les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recenseur vacataire seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.**

DONNE **tout pouvoir à M. le Maire ou son représentant pour signer les documents et actes afférents à cette décision.**

N°25 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL
ACCORD SUR L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date 09 décembre 2024.

Conformément à la loi n°2019-828 du 06 août 2019, de transformation de la fonction publique, la Ville a engagé en 2021 une réflexion sur la réorganisation du temps de travail.

Cette démarche s'est traduite par l'adoption d'un nouveau règlement du temps de travail, permettant :

- de mettre en conformité l'organisation du temps de travail avec la règlementation en vigueur,
- d'adapter les temps de travail aux besoins des usagers, aux spécificités des services et aux attentes des agents communaux, en termes de flexibilité, par l'instauration des horaires variables.

Cet accord, approuvé par les membres du conseil municipal le 28 juin 2021, a été mis en œuvre à titre expérimental sur la période 2021/2024.

A l'issue de cette période, un groupe de travail, composé des représentants du personnel au Comité Social Territorial, s'est réuni pour en dresser le bilan mais aussi étudier quelques pistes d'amélioration, compte tenu de la nécessité d'harmoniser les régimes d'organisation et de gestion du temps de travail au sein des différents services de la Ville et d'adapter cette organisation aux enjeux de modernisation de temps de travail, de qualité de vie au travail, de performance du service public et d'attente des usagers.

Il ressort de ces travaux le règlement joint à la présente délibération, soumis à l'approbation des membres du conseil municipal.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

ADOPTE **le présent accord sur l'aménagement du temps de travail joint à la délibération, établi dans le respect du cadre légal et réglementaire ;**

DIT QUE **Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présenté délibération.**

REGLEMENT

SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

SOMMAIRE

I) LE CADRE LEGAL……3

II) LES HORAIRES D'ACCUEIL DU PUBLIC ……5

III) LES HORAIRES DE TRAVAIL DES DIFFERENTS SERVICES ……..6

IV) LA GESTION DU TEMPS PARTIEL……..15

V) LA GESTION DES HEURES COMPLÉMENTAIRES ET DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES.…17

VI) LA GESTION DES CONGES ANNUELS……..19

VII) LA GESTION DES RTT……21

VIII) LES JOURS FERIES…….. 22

IX) LE COMPTE EPARGNE-TEMPS ……23

X) LES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE……24

XI) LA JOURNEE DE SOLIDARITE……..26

TEXTES DE REFERENCE……..27

I) LE CADRE LEGAL

1) DEFINITION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le temps de travail se définit comme la période pendant laquelle le salarié est à la disposition de l'employeur, exécute sa prestation de travail et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales prévues à l'article 3 du décret du 25 août 2000.

a) La durée annuelle

La durée annuelle du travail est fixée à 1607 heures (1600 heures avant la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité).

- Nombre de jours dans l'année : 365 jours
- Repos hebdomadaire : 104 jours (52x2)
- Congés annuels : 25 jours
- Jours fériés : 8 jours (forfait)
- Reste 365 –137 = 228 jours travaillés
- 228 jours x 7 heures = 1596 heures (arrondies à 1600) + 7 heures de solidarité = 1607 heures.

Dérogation :

La durée annuelle de travail ne peut être réduite qu'après avis du Comité Social Territorial (CST), pour tenir compte des sujétions liées à la nature des missions, notamment en cas de travail de nuit, de dimanche, en horaires décalés, en équipes, ou en raison de modulations importantes du cycle du travail ou de travaux pénibles ou dangereux.
La réduction de la durée annuelle de travail permet à la collectivité d'attribuer des jours de réduction du temps de travail, dits «ARTT» à l'agent.
Cette réduction annuelle du temps de travail ne consiste donc pas en l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires.

b) La durée hebdomadaire de travail effectif

La base légale du travail effectif hebdomadaire est fixée à 35 heures pour un emploi à temps complet.
La durée hebdomadaire de travail, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder 48 heures au cours d'une même semaine ou 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.
Le repos hebdomadaire est en principe le dimanche et ne peut être inférieur à 35 heures (24 heures + 11 heures de nuit).

- Dérogation générale, lorsque l'objet du service public l'exige en permanence en application des décrets n°2000-815 du 25 août 2000 et n°2001-623 du 12 juillet 2001.
- Dérogation limitée, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, sur décision du chef de service.

Dans ce cadre, plusieurs obligations sont à respecter :
- les représentants du personnel doivent être immédiatement informés.
- la décision du chef de service doit être directement envoyée à l'autorité territoriale et aux représentants du personnel au Comité Technique.

- Dérogations pour les jeunes travailleurs,

- Travailleurs de moins de 16 ans : repos journalier de 14 heures consécutives au moins et repos hebdomadaire de deux jours consécutifs par semaine. Le travail de nuit est interdit entre 20 heures et 6 heures du matin.
- Travailleurs de moins de 18 ans : repos journalier de 12 heures consécutives au moins et repos hebdomadaire de deux jours consécutifs par semaine. Le travail de nuit est interdit entre 22 heures et 6 heures du matin.

c) La durée quotidienne du travail

La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures.
L'amplitude maximale de la journée de travail, entre l'arrivée le matin et le départ le soir, est fixée à 12 heures.
Le repos quotidien est au minimum de 11 heures.
Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'un temps de pause minimal de 20 minutes.

d) Le travail de nuit

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de 7 heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.

e) Le travail le dimanche et les jours fériés

Le repos dominical ou les jours fériés ne constituent pas une garantie statutaire accordée aux agents publics, qui peuvent être amenés à exercer leurs fonctions le dimanche ou un jour férié, si les nécessités de service le justifient.
De plus, le 1er mai ne connait pas de traitement particulier en matière de rémunération ou de récupération, et doit être considéré au même titre que les autres jours fériés.

2) LA NOTION DE TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Le temps de travail effectif s'entend, comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives, sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.
Il résulte de cette définition que tout le temps passé par l'agent dans le service ou à l'extérieur du service, dans le cadre de ses activités professionnelles, sera comptabilisé à ce titre (temps de pause, formation, mission extérieure, visite médicale…).
Les situations suivantes sont également assimilées à du temps de travail effectif : les périodes d'indisponibilité physique, les autorisations spéciales d'absence mais aussi les absences liées à l'exercice du droit syndical.
A contrario, le temps de pause méridienne ou le temps de déplacement domicile-lieu de travail ne sont pas assimilés à du temps de travail effectif.

II) LES HORAIRES D'ACCUEIL DU PUBLIC

Les horaires d'ouverture de la mairie au public ont été définis de la manière suivante :

	MATIN	APRES-MIDI	DUREE D'ACCUEIL
Lundi	9h00/12h00	14h00/17h00	6h00
Mardi	9h00/12h00	14h00/17h00	6h00
Mercredi	9h00/12h00	14h00/17h00	6h00
Jeudi	9h00/12h00	14h00/19h00	8h00
Vendredi	8h00/13h00	Fermé	5h00

A titre exceptionnel :

Un rendez-vous peut être planifié en dehors des heures d'accueil du public, dans le cadre des plages « horaires variables » de l'agent, si l'usager justifie de contraintes professionnelles et/ou personnelles particulières.

III) LES HORAIRES DE TRAVAIL DES DIFFÉRENTS SERVICES

Il appartient à l'autorité territoriale de déterminer les horaires de travail et les obligations de service des agents, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, citées ci-dessus.
La durée de travail effectif hebdomadaire de chaque service, a été définie afin de tenir compte de la spécificité des missions de chacun, et des nécessités liées à la continuité du service public.
Par ailleurs, en application du décret du 25 août 2000 relatif à la pratique des horaires variables, l'autorité territoriale a décidé, après avis favorable des représentants du personnel au Comité Social Territorial, d'instaurer cette modalité pour les agents administratifs, les agents de la médiathèque, de l'espace jeunesse et du service culturel.
L'aménagement d'horaires variables permettra à chaque agent d'organiser individuellement son temps de travail, en respectant toutefois, des normes précises en matière de plages horaires pendant lesquelles sa présence (sur site ou en télétravail) est nécessaire.

A) HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Il convient de distinguer les services administratifs accueillant du public sans rendez-vous (rdv) et les services administratifs accueillant du public sur rdv ou n'accueillant pas de public.

Services accueillant du public sans rdv	**Service accueillant du public sur rdv hors heures d'ouverture de la mairie**	**Service n'accueillant pas de public**
Accueil	Aménagement	Commande publique
Etat-civil	Animation	Communication
	Archives	Finances
	Cabinet du Maire	Informatique
	CCAS	Ressources humaines
	Commerce	
	Contrôle de l'habitat	
	Culture	
	Direction générale des services	
	Education- Jeunesse	
	Jeunesse-citoyenneté	
	Services techniques	
	Sport	
	Urbanisme	

a) Horaires de travail des services administratifs accueillant du public sans RDV (Accueil/Etat-Civil)

	Plages fixes (31h00/semaine)		**Plages variables (5h00/semaine)**
Lundi	9h00/12h00	14h00/17h00	7h30/9h00 12h00/14h00* 17h00/19h00
Mardi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Mercredi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Jeudi	9h00/12h00	14h00/19h00	7h30/9h00 12h00/14h00*
Vendredi	8h00/13h00	Services Fermés (demi-journée non travaillée)	7h30/8h00 13h00/14h00

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 36 heures sur 4.5 jours.
- L'agent, employé à temps plein, est tenu de respecter les plages fixes de travail (31h00) et de réaliser 5h00 sur la semaine, dans le cadre des plages variables indiquées ci-dessus.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel **préalablement validé par la hiérarchie**, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 36 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer - congés annuels – RTT).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.
- La demi-journée non travaillée est fixée le vendredi après-midi.

b) Horaires de travail des services administratifs accueillant du public sur RDV et des services administratifs n'accueillant pas de public

	Plages fixes (28h00/semaine)		**Plages variables (8h00/semaine)**
Lundi	9h00/12h00	14h00/17h00	7h30/9h00 12h00/14h00* 17h00/19h00
Mardi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Mercredi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Jeudi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Vendredi	9h00/12h00	14h00/17h00	

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 36 heures sur 4.5 jours.
- La durée quotidienne de travail est fixée à 6 heures fixes/jour (hors demi-journée non travaillée – 4 heures). L'agent devra réaliser 8 heures/semaine dans le cadre des horaires variables.
- La demi-journée travaillée (mercredi ou vendredi matin) correspondra à 4 heures de service et inclura obligatoirement la plage fixe 9h00/12h00.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel **préalablement validé par la hiérarchie**, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 36 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer – congés annuels - RTT).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.
- La demi-journée non travaillée est fixée de manière permanente soit le mercredi soit le vendredi après-midi. Cette demi-journée non travaillée peut être déplacée par la hiérarchie si les nécessités de service l'imposent.
- A raison de 4 fois par an, l'agent pourra déplacer cette demi-journée non travaillée sur une autre demi-journée de la semaine, sous réserve de justifier un impératif médical.

B) HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS DES ATELIERS MUNICIPAUX

	Matin	Après-midi
Lundi	7h00/12h00	13h00/17h00
Mardi	7h00/12h00	13h00/17h00
Mercredi (1 semaine/2)	Equipe 1 : 7h00/12h00 Equipe 2 : /	13h00/17h00 /
Jeudi	7h00/12h00	13h00/17h00
Vendredi (1 semaine/2)	Equipe 1 : / Equipe 2 : 7h00/12h00	/ 13h00/17h00

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 36 heures sur 4 jours.
- La durée quotidienne de travail est fixée à 9 heures.
- Les agents des ateliers municipaux bénéficient d'une journée non travaillée fixée le mercredi ou le vendredi par alternance des équipes 1 et 2.
- En cas de retard mineur (jusqu'à 10 min), une souplesse est accordée aux agents leur permettant de rattraper ce retard de 12h à 12h10, et de 17h à 17h10. Dans la limite de 10 min par jour.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 36 heures/semaine), l'heure/les heures manquante-s doivent être rattrapées, en accord avec le responsable des ateliers municipaux à la date et horaires décidés avec ce dernier. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer - congés annuels - RTT).

C) HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS DE L'ESPACE JEUNESSE

Les horaires d'ouverture au public du service espace jeunesse sont les suivants :
Lundi, mardi, jeudi : de 14h00 à 18h00
Mercredi: de 10h00 à 12h00 – de 14h00 à 18h00
Vendredi: de 14h00 à 20h00

Horaires de travail des agents :

	Plages fixes Cas 1 : 32h00	Cas 2 : 31h00	Plages variables Cas 1 : 3h00/semaine Cas 2 : 4h00/semaine
Lundi	Service fermé	14h00/18h00	12h00/14h00* 18h00/19h00
Mardi	9h00/12h00	14h00/18h00	7h30/9h00 12h00/14h00* 18h00/19h00
Mercredi	9h00/12h00	14h00/18h00	
Jeudi	9h00/12h00	14h00/18h00	
Vendredi	Cas 1 : 9h00/12h00 Cas 2 : ½ journée non travaillée	14h00/18h00 14h00/20h00 (pause de 20min)	7h30/9h00 12h00/14h00* 18h00/19h00

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures du lundi après-midi au vendredi inclus.
- L'agent, employé à temps plein, est tenu de respecter les plages fixes de travail et de réaliser 3h00 ou 4h00 /semaine (suivant les horaires de travail définis le vendredi), dans le cadre des plages variables indiquées ci-dessus.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 35 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer – congés annuels).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.

D) HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS DU SERVICE CULTUREL

✓ **Médiathèque**

	Plages fixes (32h00/semaine)		Plages variables (4h00/semaine)
Mardi	9h00/12h00	14h00/18h00	7h30/9h00 12h00/14h00* 17h00/19h00 (jeudi) 18h00/19h00 (autres jours)
Mercredi	9h00/12h00	14h00/18h00	
Jeudi Médiathèque fermée	9h00/12h00	14h00/17h00 *	
Vendredi	9h00/12h00	14h00/18h00	
Samedi	9h00/13h00		

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 36 heures sur 4.5 jours du mardi au samedi inclus.
- L'agent, à temps plein, est tenu de respecter les plages fixes de travail (7h00/jour sauf samedi) et de réaliser 4h00 de service / semaine, dans le cadre des plages variables indiquées ci-dessus.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 36 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer - congés annuels – RTT).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.

✓ **Service Culturel**

	Plages fixes (28h00/semaine)		Plages variables (8h00/semaine)
Lundi	9h00/12h00	14h00/17h00	7h30/9h00 12h00/14h00* 17h00/19h00
Mardi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Mercredi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Jeudi	9h00/12h00	14h00/17h00	
Vendredi	9h00/12h00	14h00/17h00	

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 36 heures sur 4.5 jours.
- La durée quotidienne de travail est fixée à 6 heures fixes/jour (hors demi-journée non travaillée – 4 heures). L'agent devra réaliser 8 heures/semaine dans le cadre des horaires variables.
- La demi-journée travaillée (mercredi ou vendredi matin) correspondra à 4 heures de service et inclura obligatoirement la plage fixe 9h00/12h00.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel **préalablement validé par la hiérarchie**, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 36 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer – congés annuels - RTT).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.
- La demi-journée non travaillée est fixée de manière permanente soit le mercredi soit le vendredi après-midi. Cette demi-journée non travaillée peut être déplacée par la hiérarchie si les nécessités de service l'imposent.
- A raison de 4 fois par an, l'agent pourra déplacer cette demi-journée non travaillée sur une autre demi-journée de la semaine, sous réserve de justifier un impératif médical.

✓ **Accueil Musée**

Quand l'agent travaille du mardi au vendredi

	Plages fixes (28h30/semaine)		Plages variables (6h30/semaine)
Lundi Musée fermé	/	/	7h30/9h00 12h00/14h00* 17h00/19h00
Mardi Musée fermé	9h00/12h00	14h00/17h00	
Mercredi	9h00/12h00	13h45/18h15	7h30/9h00 12h00/14h00* (18h15/19h00
Jeudi	9h00/12h00	13h45/18h15	
Vendredi	9h00/12h00	13h45/18h15	

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

Quand l'agent travaille du mercredi au dimanche inclus (1 semaine /mois)

	Plages fixes (31h30/semaine)		Plages variables (3h30/semaine)
Lundi	/	/	
Mardi	/	/	
Mercredi	9h00/12h00	13h45/18h15	7h30/9h00 12h00/14h00* 18h15/19h15
Jeudi	9h00/12h00	13h45/18h15	
Vendredi	9h00/12h00	13h45/18h15	
Samedi	13h45/18h15		
Dimanche	13h45/18h15		

* Pause de 30 minutes obligatoire
* Dans la limite de 10 heures de travail/jour

- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures du mercredi au dimanche inclus.
- L'agent, employé à temps plein, est tenu de respecter les plages fixes de travail et de réaliser 3h30 de service, dans le cadre des plages variables indiquées ci-dessus.
- Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel, le temps de travail réalisé en dehors des plages prévues n'est pas pris en compte.
- Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 35 heures/semaine), il est tenu de rattraper l'heure/les heures manquante-s la semaine suivante, ou au plus tard, avant la fin du mois civil. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer – congés annuels).
- Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.

E) LES HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS DE NETTOYAGE

Les coordonnateurs d'entretien des bâtiments municipaux, chargés de superviser et de coordonner le travail des agents de nettoyage, sont employés à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires.
Les agents de nettoyage exercent leurs fonctions dans le cadre d'un temps non complet.

La quotité de travail est définie en fonction de la superficie du bâtiment communal et de ses extérieurs, dont ils ont la charge, mais aussi du taux d'occupation des lieux.

Les horaires de travail sont variables d'un bâtiment à un autre et fonction des horaires d'occupation des usagers.

En cas de retard mineur (jusqu'à 10 min), une souplesse est accordée aux agents leur permettant de rattraper ce retard à la fin de la 1ère période de travail et/ou à la fin de la 2ème période de travail. Dans la limite de 10 min par jour.

Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire, l'heure/les heures manquante-s doivent être rattrapées, en accord avec le responsable du service nettoyage, à la date et horaires décidés avec ce dernier. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer et/ou à défaut congés annuels).

F) LES HORAIRES DE TRAVAIL DU SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

Les horaires de travail du service de police municipale ont été définis afin de poursuivre deux objectifs :

- Couvrir la plage horaire la plus grande en garantissant, autant que possible, une continuité de service public sur toute l'amplitude, en répondant de manière optimale aux objectifs fixés par le Maire et/ou l'adjoint délégué à la sécurité,
- Introduire ponctuellement de la souplesse pour répondre à des problématiques ou attentes légitimes clairement identifiées et nécessitant la présence des agents de la police municipale.

A ces fins, l'amplitude hebdomadaire de travail est fixée à 35h00 accomplies sur cinq jours.
Le temps de service effectif ne pourra pas dépasser 10h00 sur une amplitude maximale de 12h00.

Lorsque l'effectif du service de Police Municipale sera au complet (4 agents), les agents seront répartis en deux équipes, travaillant du lundi au vendredi de la manière suivante :
- Equipe 1 : de 7h00 à 14h00
- Equipe 2 : de 12h00 à 19h00 ou de 13h00 à 20h00 ou de 15h00 à 22h00 ou de 17h00 à 00h00.

Un temps de pause de 20 minutes est à observer au terme de 6h00 de service consécutif. Les agents restent à la disposition de l'employeur durant ce laps de temps et ne peuvent donc pas vaquer librement à des activités personnelles.

A contrario, lorsque l'effectif n'est pas au complet, pour une des raisons suivantes : nécessités de service, congés, formation, maladie, récupération d'heures supplémentaires, un horaire dit de journée est mis en place :
- Le matin : de 9h00 à 12h30 – L'après-midi : de 13h30 à 17h00.

Les horaires quotidiens définis précédemment sont interchangeables dans le respect des garanties minimales fixées par la loi et les textes en vigueur, et font l'objet d'un planning prévisionnel mensuel établi en concertation et remis à M. le Maire, M. l'adjoint à la sécurité, M. le Directeur Général des Services, le secrétariat du Maire et aux agents du service.

Les horaires définis du lundi au vendredi pourront faire l'objet d'un aménagement et permettre ponctuellement, lorsque la situation l'exige, le travail le samedi sur l'un ou l'autre horaire. Dans ce cas, l'équipe effectuera ses horaires du mardi au samedi.

Lorsqu'une problématique nécessite la présence des agents de la police municipale en dehors des plages horaires définies dans la présente proposition, y compris dimanche et jour férié, le temps de travail sera alors considéré comme du travail supplémentaire et récupéré.

En cas de retard mineur (jusqu'à 10 min), une souplesse est accordée aux agents leur permettant de rattraper ce retard à la fin de leur période de travail. Dans la limite de 10 min par jour.

Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 35 heures/semaine), l'heure/les heures manquante-s doivent être rattrapées, en accord avec le responsable du service de police municipale, à la date et horaires décidés avec ce dernier. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer et/ou à défaut congés annuels).

G) LES HORAIRES DE TRAVAIL DES ATSEM ET L'ANNUALISATION DE LEUR TEMPS DE TRAVAIL

L'activité professionnelle des Atsem est soumise au rythme scolaire. L'année scolaire est répartie sur une moyenne de 36 semaines, avec des semaines de 4 jours de travail (lundi, mardi, jeudi et vendredi).

Les horaires de travail des Atsem sont les suivants :

- Lundi, mardi et jeudi de 7h25 à 11h55 et de 13h15 à 16h50 : 8h05 minutes (8.08 centièmes)/jour.
- le vendredi : de 7h25 à 11h55 et de 13h15 à 16h40 : 7h55 minutes (7.92 centièmes)/jour.

Afin de permettre aux Atsem de percevoir une rémunération lissée sur l'année, quel que soit le temps de travail effectif, en fonction ou non de la survenance de vacances scolaires, leur temps de travail est annualisé, suivant la formule de calcul ci-dessus :

Calcul de l'annualisation :

32.16* 36 (nombre de semaines d'écoles) : 1157.76

Les Atsem effectueront par ailleurs une journée de rangement de 7 heures avant la fin de l'année scolaire (2 mercredis de 3h30) et une journée de 7h de préparation la veille de la rentrée.
1157.76 + 14 = 1171.76 centièmes

Les heures de travail correspondant au jour suivant l'ascension (écoles fermées), 7h55 seront consacrées à la formation.

1171.76*35/1586* = 25.85 centièmes
**(si l'agent peut prétendre chaque année à deux jours de fractionnement, pour avoir posé ses congés en dehors de la période du 1e mai au 31 octobre, le calcul de l'annualisation peut se faire sur la base de 1586 heures).*

Le taux de rémunération des Atsem est fixé à 25.86 centièmes.

En cas de retard mineur (jusqu'à 10 min), une souplesse est accordée aux agents leur permettant de rattraper ce retard de 11h55 à 12h05, et de 16h50 à 17h (du lundi au jeudi) ou de16h40 à 16h50 (le vendredi).
Dans la limite de 10 min par jour.

Dans le cas où l'agent ne respecte pas son temps de travail hebdomadaire (- de 32h10 min/semaine), l'heure/les heures manquante-s doivent être rattrapées, en accord avec le directeur d'école à la date et horaires décidés avec ce dernier. Dans le cas contraire, l'heure/les heures manquante-s sont ponctionnée-ées automatiquement (heures supplémentaires à récupérer).

H) LE TEMPS DE TRAVAIL DES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION

L'article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000 prévoit la possibilité pour les collectivités territoriales de mettre en place le système du forfait-jours pour deux catégories d'agents :

- **Les personnels chargés de fonctions d'encadrement,**
- **Les personnels ayant des fonctions de conception et comportant une large autonomie dans l'organisation de leur travail ou soumis à de fréquents déplacements de longue durée.**

L'application de ce système, qui permet de comptabiliser le temps de travail des agents concernés en nombre de jours travaillés dans l'année et non en heures, se traduit par l'attribution d'une compensation sous forme de jours supplémentaires de réduction du temps de travail.

La mise en place du forfait-jours présente deux avantages :

- ✓ Accorder aux agents concernés une liberté dans l'organisation de leur temps de travail.
- ✓ Assurer une adéquation des jours travaillés avec les différentes périodes de temps de travail c'est-à-dire creuses ou intensives.

A noter que les agents concernés par ce système ne pourront pas générer d'heures supplémentaires susceptibles d'être indemnisées ou récupérées, à l'exception cependant des heures supplémentaires effectuées le week-end, les jours fériés ou les nuits.
Dans ce dernier cas, les heures effectuées seront récupérables (pas d'indemnisation).

Enfin, les agents concernés pourront **chaque année au 1er janvier** décider, de se soumettre au régime de « droit commun » (cf « Horaires de travail des services administratifs accueillant du public sur RDV et des services administratifs n'accueillant pas de public ») ou opter pour le système du forfait-jours.

	Forfait-jours
Agents concernés	Membres du comité de direction et collaborateur-trice de cabinet
Temps de travail * 365 jours calendaires 104 jours de repos hebdomadaire 8 jours fériés (moy) 25 jours de congés annuels 12 jours de RTT	216 jours maximum /an * 1 jour de travail = 4 heures minimum **Respect de :** La durée quotidienne du travail : 10 heures maximum sauf contraintes de service exceptionnelles (48h00/sem ou 44h00 sur 12 semaines consécutives) L'amplitude maximale de la journée de travail, entre l'arrivée le matin et le départ le soir : 12 heures maximum. Le repos quotidien : 11 heures minimum. Durée minimum du repos hebdomadaire : 35 heures
Nombre de jours de RTT	12 jours de RTT 6 jours de RTT sont à prendre au 1er semestre et 6 jours de RTT au second semestre
Spécificités	Pas de temps de travail hebdomadaire fixe Pas d'horaires fixes ou variables Pas de valorisation des heures supplémentaires à l'exception des heures effectuées le week-end Travail en horaire continu possible Badgeage obligatoire

IV) LA GESTION DU TEMPS PARTIEL

Un fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) peut être autorisé, à sa demande, à travailler à temps partiel pour différents motifs.
Selon le motif pour lequel il est demandé, le temps partiel est de droit (c'est-à-dire que l'administration ne peut pas le refuser) ou accordé sous réserve des nécessités de service.

1) LE TEMPS PARTIEL DE DROIT

Les fonctionnaires (titulaires et stagiaires) à temps complet et à temps non complet bénéficient d'un temps partiel de droit pour les motifs suivants :
- A l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.
- Pour donner des soins à un conjoint, à un enfant à charge ou un ascendant atteint d'un handicap, nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.
- Travailleurs handicapés : lorsqu'ils relèvent des 1°, 2°, 3°, 4 ; 9°, 10° et 11° de l'article L.323-3 du code du travail.
- Pour créer ou reprendre une entreprise

Les quotités accordées dans le cadre du temps partiel de droit sont limitées à 50, 60, 70 et 80%. Le service à temps partiel peut être accompli dans un cadre hebdomadaire, mensuel ou annuel au choix de l'administration.

2) LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION

a) Les bénéficiaires

Seuls les fonctionnaires à temps complet peuvent être autorisés, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail, à bénéficier d'un service à temps partiel qui ne peut être inférieur au mi-temps.
Les agents non-titulaires de droit public peuvent y prétendre s'ils sont employés depuis plus d'un an, de façon continue, dans la même collectivité.

b) La décision de l'autorité territoriale

La marge de manœuvre de l'autorité territoriale en matière de décision d'octroi ou de refus de temps partiel dépend de la nature de la demande.
Le temps partiel sur autorisation n'est pas un droit mais une possibilité accordée par l'autorité territoriale sur la base de 2 critères cumulatifs :
- la prise en compte des nécessités de service
- l'examen des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Suite à l'étude de ces éléments, l'autorité territoriale prend sa décision.

Si l'agent conteste le refus de l'autorisation de travail à temps partiel ou en cas de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel (quotité, modalités d'organisation, ...), il peut saisir la commission administrative paritaire (C.A.P.) compétente qui émettra un avis.
Cette possibilité n'est ouverte qu'aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, les agents non titulaires ne relevant pas des Commissions Administratives Paritaires.

Le choix de la quotité et du mode d'organisation est fixé sur la durée de l'autorisation. Toutefois, à l'initiative de l'agent ou de l'autorité territoriale, une modification peut intervenir en cours de période, soit s'il y a accord entre les parties, soit si les nécessités de service, notamment l'obligation de continuité de service public, l'imposent.

3) LES MODALITES DE REINTEGRATION

Le fonctionnaire titulaire ou stagiaire est réintégré de plein droit dans son emploi d'origine ou, à défaut, dans un autre emploi correspondant à son grade ou emploi au terme de la période d'autorisation de travail à temps partiel.
L'agent non titulaire peut être maintenu, à titre exceptionnel, dans des fonctions à temps partiel si la possibilité d'emploi à temps plein n'existe pas au moment de sa réintégration.

La fin de l’autorisation de travail à temps partiel intervient notamment :
- pour le temps partiel sur autorisation : à l’issue de la période de 3 ans de renouvellement tacite,
- pour le temps partiel de droit pour élever un enfant : au jour du 3ème anniversaire de l’enfant ou de l’échéance du délai de 3 ans à compter de l’arrivée au foyer de l’enfant adopté, quel que soit l’âge de l’enfant, - dans le cas du temps partiel de droit pour donner des soins, au jour où les conditions pour en bénéficier ne sont plus remplies.

V) LA GESTION DES HEURES COMPLÉMENTAIRES ET DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

1) SITUATION DES AGENTS A TEMPS COMPLET

a) Définition de la notion d'heures supplémentaires :

Les heures supplémentaires sont les heures effectuées **à la demande de l'autorité territoriale et justifiées par les nécessité de service,** au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le cycle de travail est la période de référence sur la base de laquelle est organisé le travail.

Le nombre mensuel d'heures supplémentaires autorisé est limité à 25 heures, toutes catégories d'heures supplémentaires confondues.
Ce contingent mensuel peut être dépassé sur décision de l'autorité territoriale, si des circonstances exceptionnelles le justifient, et pour une période limitée. Dans ce cas, les représentants du personnel au Comité Social Territorial (CST) en sont immédiatement informés.

A noter : les heures supplémentaires effectuées au-delà de ce contingent (25 heures /mois) ne peuvent donner lieu à aucune compensation statutaire (ni indemnité ni repos compensateur).

L'accomplissement d'heures supplémentaires ne doit pas conduire l'agent à dépasser les durées de travail effectif suivantes :

- 48 heures au cours d'une même semaine
- 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.
- La durée quotidienne de travail ne peut pas dépasser 10 heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
- L'agent doit bénéficier d'une pause d'au moins 20 minutes toutes les 6 heures.
- Le repos quotidien ne peut pas être inférieur à 11 heures
- Le repos hebdomadaire ne peut pas être inférieur à 35 heures et comprendre en principe le dimanche.

Rappel :

Les heures supplémentaires doivent être autorisées par le responsable hiérarchique avant d'être réalisées. Ce dernier en vérifiera le bien-fondé eu égard les nécessités de service.

Sauf réunion de travail ou motif exceptionnel (imprévu, surcharge de travail, évènement...), le temps de travail réalisé en dehors des plages fixes ou variables prévues n'est pas pris en compte.

b) Modalités de compensation des heures supplémentaires

Conformément au cadre réglementaire et à la délibération du conseil municipal du 16 décembre 2024, les heures supplémentaires sont compensées de deux manières :

- Par un repos compensateur uniquement pour les heures réalisées en semaine, de jour, pour des tâches liées à l'activité normale du service, ainsi que pour toutes les heures réalisées par des agents de catégorie A.
- Par un repos compensateur OU une indemnité compensatrice, au choix de l'agent, pour les heures réalisées sur des plages horaires atypiques (nuit, samedi, dimanche) et/ou dans le cadre de manifestations et d'activités exceptionnelles.

Seuls les agents de catégorie B et C peuvent bénéficier d'une indemnité compensatrice.
Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

c) Compensation « horaire » des heures supplémentaires

Les règles de compensation « horaire » des heures supplémentaires seront les suivantes :

	Heures de jour (de 7h00 à 22h00)	Heures effectuées le dimanche et/ou jour férié*	Heures effectuées la nuit (De 22h00 à 7h00)*
Agents de catégorie A (hors forfait jours) B et C	Repos compensateur = nombres d'heures effectuées	Majoration de 66 % : 1 heure effectuée = 1h40 de repos compensateur	Majoration de 100 % : 1 heure effectuée = 2h00 de repos compensateur

* Les deux majorations ne pouvant pas se cumuler, il est considéré que les heures supplémentaires de nuit effectuées un dimanche ou un jour férié suivent le régime des heures supplémentaires de nuit, ce dernier étant plus favorable à l'agent concerné.

Les heures supplémentaires, lorsqu'elles sont récupérées doivent l'être, avec l'accord du responsable hiérarchique, avant la fin du mois suivant. A défaut, elles sont perdues (sauf nécessités de service ou absence pour raisons médicales).

d) Compensation « financière » des heures supplémentaires

Pour les agents de catégorie B et C, les heures supplémentaires peuvent être compensées par une indemnité, sur demande du supérieur hiérarchique ou de l'agent.

Le taux horaire de rémunération des heures supplémentaires est déterminé par la formule ci-dessous :

Taux horaire de l'indemnité d'heures supplémentaires = (traitement brut annuel / 1820.

Cette rémunération horaire est calculée de la manière suivante :

Heures supplémentaires de jour		Heures supplémentaires dimanche et jour férié*		Heures supplémentaires de nuit*	
Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes	Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes	Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes
Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25 * 1,66	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27 * 1,66	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25 * 2	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27 * 2

*Ces deux majorations (66% et 100%) ne pouvant pas se cumuler, il est considéré que les heures supplémentaires de nuit effectuées un dimanche ou un jour férié suivent le régime des heures supplémentaires de nuit, ce dernier étant plus favorable à l'agent concerné.

2) SITUATION DES AGENTS A TEMPS NON COMPLET

Les agents à temps non complet, qui effectuent des heures au-delà de leur cycle de travail, effectuent des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet (35 heures). Ces heures seront rémunérées sans majoration.

Les heures effectuées au-delà de 35 heures sont des heures supplémentaires, compensées dans les mêmes conditions que les agents à temps complet.

3) SITUATION DES AGENTS A TEMPS PARTIEL

Les agents autorisés à exercer leurs fonctions dans le cadre d'un temps partiel, n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires.

Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, le nombre maximum des heures supplémentaires pouvant être accomplies chaque mois est proratisé et est donc égal à 25 heures multipliées par la quotité de temps partiel de l'agent.

Le temps de récupération est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués.

En cas d'indemnisation, les heures effectuées jusqu''à 35 heures (y compris les heures effectuées de nuit, le dimanche ou de jour férié) sont indemnisées au taux normal.

Au-delà de 35 heures, ces heures sont indemnisées sur la base du taux horaire, d'un agent au même indice, exerçant à temps complet.

VI) LA GESTION DES CONGES ANNUELS

1) LA DUREE DES CONGES ANNUELS

Le congé annuel est d'une durée **égale à 5 fois les obligations hebdomadaires** de service accomplies par l'agent, pour une année de service du 1er janvier au 31 décembre.
Les obligations de service sont exprimées en nombre de jours ouvrés, correspondant au nombre de jours effectivement travaillés par l'agent (qu'il soit à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel).
Pour poser une semaine de congés annuels, l'agent doit poser le nombre de jours correspondant à ses obligations hebdomadaires de service.

congés.

Agent administratif travaillant à temps partiel (4 jours par semaine)

5 x 4 = 20 jours de congés payés

L'agent déduira 4 jours de congés pour une semaine de congés.

Agent administratif à temps complet travaillant 4.5 jours par semaine :

5 x 4.5 = 22.5 jours de congés payés

L'agent déduira 4.5 jours de congés pour une semaine de congés.

Agent à temps non complet travaillant 5 matinées par semaine :

5 x 5 = 25 jours de congés payés

L'agent déduira 5 jours de congés pour une semaine de congés.

L'agent n'acquiert pas de droits à congé au titre des périodes durant lesquelles il reste placé en position statutaire d'activité mais n'exerce pas effectivement ses fonctions (périodes de suspension dans l'attente d'une sanction disciplinaire, période d'exclusion temporaire des fonctions).
De même, l'agent n'acquiert pas de droits à congés lorsqu'il est placé dans une position autre que l'activité (disponibilité, congé parental).
Le fonctionnaire placé en position de détachement acquiert des droits à congés annuels dans l'administration d'origine ou l'organisme d'accueil.

2) LES JOURS DE FRACTIONNEMENT

Un ou deux jours de congé supplémentaires, dits « jours de fractionnement », sont accordés aux agents qui remplissent les conditions pour en bénéficier :
- 1 jour de congé supplémentaire, si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours de congés annuels en dehors de la période comprise entre le 1er mai et le 31 octobre,
- 2 jours de congés supplémentaires lorsqu'il a pris au moins 8 jours de congés annuels en dehors de la période précitée. Les jours de fractionnement doivent être posés par journée ou demi-journée.

3) L'ATTRIBUTION DES CONGÉS ANNUELS

Les congés annuels constituent un droit pour les agents publics mais les dates de bénéfice de ces congés restent soumises à l'accord express du chef de service.

Le calendrier des congés annuels est établi par l'autorité territoriale après consultation des agents. En fonction des nécessités de service, il appartient à l'autorité territoriale de décider des modalités de fractionnement et d'échelonnement des congés.

L'acceptation du calendrier des congés annuels ne vaut pas autorisation de départ en congé. L'agent devra présenter une demande de congé et celle-ci devra être acceptée et signée avant son départ.

Un refus de l'autorité territoriale sur les congés annuels d'un agent doit être motivé.

Aucune absence non autorisée au préalable ou non justifiée par un certificat médical ne sera régularisée par un jour de congé. Dans ce cas, la procédure disciplinaire pourra être mise en œuvre.

Un agent en congés annuels ne peut être absent du service plus de 31 jours consécutifs. Exception pour les fonctionnaires originaires de Corse ou d'un TOM et conjoints autorisés : congé bonifié, congés cumulés.

Le congé annuel peut être interrompu par l'autorité territoriale, en cas d'urgence ou de nécessités de service, et notamment pour assurer la continuité de ce dernier, sous le contrôle du juge administratif.

L'agent a droit au report de la période de congé annuel qui coïncide avec une période d'incapacité de travail, que l'incapacité de travail survienne avant le congé annuel ou au cours de celui-ci.

Lorsque l'agent a finalement été placé en congé de maladie, il conserve son droit à la fraction du congé annuel non utilisée. Elle pourra être prise soit immédiatement à la suite du congé de maladie, aucune disposition n'obligeant l'agent à reprendre ses fonctions après un congé maladie pour pouvoir bénéficier d'un congé annuel, soit à une période ultérieure.

4) LE REPORT DES CONGÉS ANNUELS

Les congés dus pour une année ne peuvent être cumulés et se reporter sur l'année suivante.

Cependant, l'autorité territoriale peut, de manière exceptionnelle, autoriser ce report si elle l'estime nécessaire et si l'intérêt du service n'y fait pas obstacle. En cas de report autorisé, les congés devront être posés au plus tard le 10 janvier de l'année suivante.

L'autorité territoriale est tenue d'accorder automatiquement le report des congés annuels restant dû au titre de l'année écoulée à l'agent qui, du fait d'un congé de maladie ou de maternité, n'a pas pu prendre tout ou une partie de ses congés à la fin de l'année de référence.
Ainsi conformément au statut et à la jurisprudence (CJCE & application par le tribunal administratif d'Orléans du 21 janvier 2014), le droit à congés est recalculé dans le respect de 4 semaines par année civile et dans le cadre d'une période de report admissible limitée à 15 mois.

Exemple :
Un agent est placé en congé de longue maladie (trois ans) à compter du 20 août de l'année N
Son solde de congés restant dû est de 14 jours.
A l'issue de son congé de longue maladie, et sous réserve de son aptitude physique à la reprise, à compter du 21 août N+3 :

- ✓ Les congés acquis et non pris en N seront perdus (ne peuvent pas être reportés au-delà du 01/04/N+2 soit 15 mois après la fin de la période de référence)
- ✓ Les congés annuels acquis en N+1 seront également perdus (ne peuvent pas être reportés au-delà du 01/04/N+3)
- ✓ Les congés annuels acquis en N+2 pourront être reportés jusqu'au 01/04/N+4
- ✓ L'agent aura, de plus, droit à l'intégralité des congés annuels acquis en N+3.

VII) LA GESTION DES RTT

1) LES DROITS A RTT

La durée légale du travail effectif dans les collectivités territoriales est de 35 heures par semaine (ou 1600 heures/an + jour de solidarité).

Lorsqu'un agent effectue plus de 35 heures par semaine, il peut bénéficier, en compensation, de jours supplémentaires de repos pour réduction du temps de travail (RTT).

Les agents, dont le cycle de travail est organisé sur 36 heures par semaine, bénéficient de 6 jours de RTT par an.

Les jours de RTT des agents travaillant à temps partiel, sont déterminés proportionnellement à leur quotité de travail à temps partiel, sur la base des droits ouverts pour un agent travaillant à temps complet, soit :
- Agent à 90% : 5.5 jours
- Agent à 80% : 5 jours
- Agent à 70% : 4 jours
- Agent à 60% : 3.5 jours
- Agent à 50% : 3 jours

Seuls les jours de travail effectifs donneront lieu à des jours de RTT.

Ainsi, les jours de RTT ne seront pas dus au titre des congés pour raison de santé : congés de maladie ordinaire, congés de longue maladie, congés de longue durée, congés pour accident de service et congés pour maladie professionnelle.

Ne sont pas concernés les congés de maternité, adoption ou paternité et les autres congés particuliers : congés pour exercer un mandat électif local, décharges d'activité pour mandat syndical, congés de formation professionnelle.

Règle de calcul de déduction des jours de RTT :
N1 = nombre de jours ouvrables en régime hebdomadaire (N = 228 jours)
N2 = nombre maximum de journées ARTT générées annuellement en régime hebdomadaire (6)
Quotient de réduction Q = 228/6 =38.
En conséquence dès lors qu'un agent atteint en une seule fois ou cumulativement un nombre de jours d'absence égal à Q (38 jours), il convient d'amputer son crédit annuel d'une journée.

2) LES MODALITES DE LIQUIDATION DES DROITS A RTT

L'autorité territoriale se réserve le droit d'imposer certains RTT (jour de solidarité, fermeture des services).
Le fractionnement des jours RTT ne pourra être inférieur à une demi-journée. Ils ne pourront ni précéder ni suivre immédiatement des jours de congés payés.
Les RTT, qui n'auront pas été posés à l'issue de l'année civile en cours pourront être placés sur un Compte Epargne-Temps. A défaut, ils seront perdus.

VIII) LES JOURS FERIES

Les jours fériés sont chômés, lorsque les nécessités de services le permettent.

Certains services publics ne peuvent pas interrompre leur activité les jours fériés (musée, service culturel,...) et ces jours sont alors inclus dans le calendrier de travail de l'agent et travaillés.

De manière générale, les jours fériés ne sont pas récupérables, ni par l'agent, ni par l'administration :

- L'administration ne peut donc pas demander à un agent de rattraper les heures de travail non effectuées un jour férié.
- De même, un agent ne peut pas prétendre à un jour de congé supplémentaire ou à une indemnité compensatrice quand un jour férié tombe un jour non travaillé (un dimanche par exemple).
- L'agent ne peut pas non plus modifier son emploi du temps, quand un jour férié tombe un jour où il ne travaille pas (demi-journée ou journée non travaillée liée au temps partiel ou au cycle de travail hebdomadaire).

IX) LE COMPTE EPARGNE-TEMPS

Instauré par le décret n°2004-878 du 26 août 2004, le Compte Epargne-Temps (C.E.T) constitue un report de jours de congés non pris dans l'année.

L'ouverture d'un C.E.T est de droit, dès lors que l'agent en fait la demande écrite, et remplit les conditions cumulatives suivantes :
- être agent titulaire ou contractuel de droit public de la FPT ou fonctionnaire de la FPE ou FPH accueillis par détachement,
- exercer ses fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public territorial,
- être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

Le C.E.T est alimenté au choix par l'agent, par :
- le report de RTT, sans limitation du nombre.
- le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 4 fois la durée hebdomadaire de service.
- les jours de fractionnement, accordés au titre des jours de congés annuels non pris, dans la période du 1er mai au 31 octobre.
- les jours de repos compensateur (récupération des heures supplémentaires notamment).

Les jours d'ancienneté ne peuvent être placés sur le CET, ils doivent être consommés avant le 31/12 pour ne pas être perdus.

Le C.E.T ne peut pas être alimenté ni par le report de congés bonifiés, ni par le report de congés annuels, de jours de RTT et, le cas échéant, de repos compensateurs acquis durant les périodes de stage.

Le nombre total des jours épargnés sur le C.E.T ne peut excéder 60 jours.

Les congés pris au titre du C.E.T sont assimilés à une période d'activité et sont rémunérés comme tels.

L'agent conserve ses droits à avancement et à retraite, le droit aux congés prévus à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 ainsi que la rémunération qui était la sienne avant l'octroi de ce congé, à l'exclusion des indemnités d'astreinte et de permanence, des indemnités horaires pour travaux supplémentaires et de l'indemnité pour travaux le dimanche et jours fériés.

- **La procédure d'ouverture, d'alimentation et d'utilisation du C.E.T est consultable sur commun, dossier RH, sous dossier « Compte Epargne-Temps » - Cf délibération du Conseil Municipal du 25 novembre 2019.**

X) LES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

(Dans l'attente de la publication du nouveau décret)

Les autorisations spéciales d'absence permettent à l'agent de s'absenter de son poste de travail, avec l'accord de l'autorité territoriale, pour des motifs précis et sous réserve de fournir un justificatif. Ces autorisations spéciales d'absence sont distinctes des congés annuels et ne constituent pas un droit pour les agents.

1) LA LISTE DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE POUR RAISONS FAMILIALES

OBJET	DUREE		OBSERVATIONS
GARDE ENFANT MALADE	Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie pas de par son emploi d'une autorisation d'absence.		Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés). Autorisation accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants.
MARIAGE / PACS	Agent	5 jours ouvrables	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative. Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48 heures). Jours Mariage et Pacs non cumulables sur l'année.
	Enfant	3 jours ouvrables	
	Parents, beaux parents, frères et sœurs, oncle…	1 jour ouvrable	
NAISSANCE OU ADOPTION	3 jours ouvrables consécutifs ou non qui doivent être inclus dans la période des 15 jours entourant la naissance.		Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative. Le jour accordé au titre du baptême, de la communion ou des noces doit être pris au moment de l'évènement (la veille ou le lendemain).
BAPTEME COMMUNION	1 jour ouvrable		
NOCE D'ARGENT	Agent	1 jour ouvrable	
NOCE D'OR	Parents ou beaux-parents de l'agent	1 jour ouvrable	
DEMENAGEMENT	1 jour ouvrable		
DECES	Conjoint (ou pacsé ou concubin) Enfant Parents – beaux-parents	3 jours ouvrables	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative. Jours éventuellement non consécutifs.
	Des autres ascendants, frère, oncle, neveu, beau-frère …	1 jour ouvrable	Jour accordé pour la participation aux obsèques : non dû si les obsèques se déroulent un jour non travaillé.
MALADIE TRES GRAVE	Conjoint (ou pacsé ou concubin) Enfant Parents – beaux-parents	3 jours ouvrables	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative. Jours éventuellement non consécutifs. Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48 heures.
	Frère, oncle, neveu, beau-frère	1 Jour ouvrable	

2) LA LISTE DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE LIEES A LA MATERNITE

OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Aménagement des horaires de travail si l'état de santé le justifie	Dans la limite d'une heure par jour	Autorisation accordée sur demande de l'agent et avis du médecin de prévention à compter du 3ème mois, compte tenu des nécessités des horaires de service.
Examens médicaux obligatoires / actes nécessaires à la Procréation Médicalement Assistée	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit.
Permettre au conjoint d'assister aux examens prénataux/actes nécessaires à la Procréation Médicalement Assistée	Durée de l'examen – maximum de 3 examens	

XI) LA JOURNEE DE SOLIDARITE

La journée de solidarité finance des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée.

La journée de solidarité peut être accomplie selon l'un des modes suivants :
- travail un jour férié normalement chômé autre que le 1er mai, les 25 et 26 décembre et le Vendredi Saint,
- suppression d'une journée de RTT,
- toute autre organisation permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées.

Pour les agents travaillant à temps partiel, à temps non complet ou incomplet, les 7 heures de cette journée sont proratisées en fonction de leur durée de travail.
Aucune proratisation n'est appliquée pour tenir compte de la durée du contrat sur l'année civile.

A l'exception des Atsem, les agents de la commune poseront 1 jour de RTT ou de congé le lundi de pentecôte.

Les Atsem stagiaires ou titulaires, dont la rémunération est annualisée, accompliront une journée de travail supplémentaire de 5 heures.
Les Atsem non titulaires, dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 32.16 centièmes, accompliront une journée de travail supplémentaire de 6 heures.

Cette journée de solidarité sera réalisée par les Atsem
- Soit un mercredi, au mois de mai, de 8h00 à 13h00, et sera consacrée au nettoyage du matériel pédagogique, au rangement et ou à la préparation des ateliers. La date sera fixée au début de l'année scolaire par la direction, en concertation avec les Atsem. Elle pourra être différente d'une école à une autre.
- Soit consacrée à la formation.

TEXTES DE REFERENCES

- **Lois**

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1.

Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 portant loi de finances pour 2011.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique

- **Décrets**

Décret n° 76-208 du 24 février 1976 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration spéciale pour travail intensif.

Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail de l'Etat.

Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale.

Décret n° 2007-22 du 5 janvier 2007 portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables à certaines catégories de personnels exerçant des compétences transférées aux collectivités territoriales en application des articles 18, 19, 30 et 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État.

- **Arrêtés**

Arrêté du 28 décembre 2001 portant application du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif aux modalités d'aménagement et de réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État pour le ministère de la justice.
Arrêté du 8 janvier 2002 relatif à l'aménagement et à l'organisation du temps de travail des personnels travaillant selon des cycles hebdomadaires et non hebdomadaires, en application du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État.

N°26 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL – CRÉATION DE POSTES PERMANENTS

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date 09 décembre 2024.

Conformément au statut de la Fonction Publique Territoriale, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et des emplois à temps non complet, nécessaires au bon fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser le grade et la durée hebdomadaire de travail afférents à l'emploi.
Par la présente il est demandé aux membres du conseil municipal d'approuver, à compter du 1er janvier 2025, la création au tableau des effectifs de la commune, de deux postes de technicien principal de 2ème classe, à temps complet (35/35èmes), pour permettre les nominations dans ce grade de la technicienne environnement et de l'instructrice gestionnaire des autorisations d'urbanisme, qui ont toutes deux satisfait aux épreuves du concours.
Il est précisé que les responsabilités assumées par les intéressées sont pleinement en adéquation avec le grade de technicien principal de 2ème classe, relevant de la catégorie B2.

Il est également demandé aux membres du conseil municipal, d'approuver, à compter du 1er janvier 2025, la création d'un poste de coordonnateur-trice d'entretien des bâtiments communaux, correspondant aux trois grades du cadre d'emplois des adjoints techniques (C1, C2, C3), à temps complet (35/35èmes), pour permettre l'augmentation du temps de travail de la coordonnatrice qui exerce aujourd'hui ses fonctions dans le cadre d'un temps non complet (30/35èmes).
L'intéressée assurera de nouvelles responsabilités : la gestion des budgets de fonctionnement et d'investissement, la passation des commandes des produits d'entretien et consommables ainsi que les engagements comptables.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

CREE **au tableau des effectifs de la commune, à compter du 1er janvier 2025,**

- **deux postes de technicien principal de 2ème classe, à temps complet (35/35èmes), relevant de la catégorie (B2), pour permettre les nominations de la technicienne environnement et de l'instructrice gestionnaire des autorisations d'urbanisme.**
- **un poste de coordonnateur-trice d'entretien des locaux, relevant des grades C1, C2 et C3, à temps complet (35/35èmes).**

DIT QUE **les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.**

N°27 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL
INSTAURATION DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT
EN FAVEUR DES AGENTS DU SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

Rapporteur : M. Dominique CAUTILLO, adjoint à la sécurité et à la tranquillité publique.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date 09 décembre 2024.

Un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024, prenant la dénomination d'I.S.F.E. (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).

L'I.S.F.E. remplace le précédent régime indemnitaire, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale, composé de l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) et de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (I.S.M.F).

Conformément au décret précité, il appartient à l'organe délibérant d'instaurer l'I.S.F.E, composée d'une part fixe pour le volet « fonction » et d'une part variable pour le volet « engagement ».

L'I.S.F.E est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

Elle est attribuée au prorata de la durée hebdomadaire de service.

Vu l'avis favorable des représentants du personnel au CST, en date du 10 décembre 2024.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

INSTAURE **l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à compter du 1er janvier 2025 au bénéfice des agents relevant du cadre d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale et des agents de police municipale.**

FIXE **les conditions d'attribution suivantes :**

Part fixe de l'I.S.F.E :

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension (TIB + NBI) un taux individuel, dont le plafond est défini comme suit :

- **33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;**
- **32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;**
- **30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale et des gardes champêtres.**

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

Elle est maintenue selon les modalités définies par le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés.

L'autorité territoriale détermine, par arrêté individuel, le taux individuel de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) propre à chaque agent public bénéficiaire, lequel est modulable sur la base des critères suivants :

- **Niveau de responsabilité exercée / fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel ;**
- **Expérience professionnelle acquise (élargissement des compétences, approfondissement des savoirs, consolidation des connaissances pratiques assimilées sur l'emploi).**

Part variable de l'I.S.F.E

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciés lors de l'entretien professionnel annuel.

Plus généralement, le versement de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) repose sur l'appréciation de :

- **La valeur professionnelle de l'agent ;**
- **L'investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;**
- **Le sens du service public ;**
- **La capacité à travailler en équipe ;**
- **La contribution au collectif de travail ;**
- **La connaissance de son domaine d'intervention ;**
- **La capacité à s'adapter aux exigences de l'emploi ; à coopérer avec des partenaires internes ou externes ;**
- **L'implication dans les projets du service ;**
- **La participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel ;**
- **L'investissement collectif d'une équipe autour d'un projet porté par le service.**

Au regard de ces critères, l'autorité territoriale fixe, par arrêté individuel, le montant de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) propre à chaque agent public bénéficiaire, dans la limite des montants plafonds suivants :

- **9 500 € du traitement de base pour les catégories A (directeur de police municipale)**
- **7 000 € du traitement de base pour les catégories B (Chefs de service de police municipale)**
- **5 000 € du traitement de base pour les catégories C (Agents de police municipale et Gardes champêtres)**

Cette part variable est versée annuellement.

Toutefois, l'autorité territoriale dispose de la faculté de verser la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini.

Lors de la première application des dispositions de la présente délibération, si le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent public bénéficiaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50 % (= part variable pouvant être versée mensuellement) et dans la limite du montant du plafond défini à la partie III.

AUTORISE **M. le Maire à prendre les arrêtés individuels fixant le montant de la part fixe et de la part variable propre à chaque agent public bénéficiaire.**

DIT QUE **les crédits seront inscrits au budget.**

N°28 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL
DELIBERATION RELATIVE AUX MODALITES DE COMPENSTION ET D'INDEMNISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES EFFECTUEES PAR LES FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la commission des finances et des Affaires Générales le 09 décembre 2024.

Conformément à la circulaire du 11 octobre 2002, les heures supplémentaires sont « les heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale et justifiées par les nécessité de service, au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail ».

Les heures supplémentaires doivent rester ponctuelles, exceptionnelles et supposent une validation préalable du supérieur hiérarchique.

Elles correspondent généralement à des travaux supplémentaires nécessaires au service, en raison de manifestations, des évènements, exceptionnels ou imprévus, ou pour faire face à une surcharge d'activité, qui de fait, n'aurait pas pu être intégrée dans le cycle de travail normal.
Le nombre mensuel d'heures supplémentaires autorisé est limité à 25 heures, toutes catégories d'heures supplémentaires confondues.
Ce contingent mensuel peut être dépassé sur décision de l'autorité territoriale, si des circonstances exceptionnelles le justifient, et pour une période limitée. Dans ce cas, les représentants du personnel au Comité Social Territorial (CST) en sont immédiatement informés.
Les heures supplémentaires effectuées au-delà de ce contingent (25 heures /mois) ne peuvent donner lieu à aucune compensation statutaire (ni indemnité ni repos compensateur).

L'accomplissement d'heures supplémentaires ne doit pas conduire l'agent à dépasser les durées de travail effectif suivantes :

- 48 heures au cours d'une même semaine
- 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.
- La durée quotidienne de travail ne peut pas dépasser 10 heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
- L'agent doit bénéficier d'une pause d'au moins 20 minutes toutes les 6 heures.
- Le repos quotidien ne peut pas être inférieur à 11 heures
- Le repos hebdomadaire ne peut pas être inférieur à 35 heures et comprendre en principe le dimanche.

Conformément au cadre réglementaire, il est proposé que les heures supplémentaires puissent être compensées de deux manières :

- Par un repos compensateur uniquement pour les heures réalisées en semaine, de jour, pour des tâches liées à l'activité normale du service, ainsi que pour toutes les heures réalisées par des agents de catégorie A.
- Par un repos compensateur **OU** une indemnité compensatrice, **au choix de l'agent**, pour les heures réalisées sur des plages horaires atypiques (nuit, samedi, dimanche) et/ou dans le cadre de manifestations et d'activités exceptionnelles.

Seuls les agents de catégorie B et C peuvent bénéficier d'une indemnité compensatrice.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.
Les règles de compensation « horaire » des heures supplémentaires seront les suivantes :

	Heures de jour (de 7h00 à 22h00)	Heures effectuées le dimanche et/ou jour férié	Heures effectuées la nuit (De 22h00 à 7h00)
Agents de catégorie A (hors forfait jours) B et C	Repos compensateur = nombres d'heures effectuées	Majoration de 66 % : 1 heure effectuée = 1h40 de repos compensateur	Majoration de 100 % : 1 heure effectuée = 2h00 de repos compensateur

* Les deux majorations ne pouvant pas se cumuler, il est considéré que les heures supplémentaires de nuit effectuées un dimanche ou un jour férié suivent le régime des heures supplémentaires de nuit, ce dernier étant plus favorable à l'agent concerné.

Les heures supplémentaires, lorsqu'elles sont récupérées doivent l'être, avec l'accord du responsable hiérarchique, avant la fin du mois suivant. A défaut, elles sont perdues.

Les règles d'indemnisation des heures supplémentaires seront les suivantes (agents de catégorie B et C uniquement) :

Heures supplémentaires de jour Lundi - samedi		Heures supplémentaires Dimanche et jour férié		Heures supplémentaires Nuit (de 22h00 à 7h00)	
Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes	Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes	Les 14 premières heures	Les 11 heures suivantes
Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25 * 1,66	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27 * 1,66	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,25 * 2	Taux horaires de l'indemnité HS * 1,27 * 2

* Le taux horaire de rémunération des heures supplémentaires est déterminé par la formule : Taux horaire de l'indemnité d'heures supplémentaires = (traitement brut annuel / 1820.

*Ces deux majorations (66% et 100%) ne pouvant pas se cumuler, il est considéré que les heures supplémentaires de nuit effectuées un dimanche ou un jour férié suivent le régime des heures supplémentaires de nuit, ce dernier étant plus favorable à l'agent concerné.

Les agents à temps non complet, qui effectuent des heures au-delà de leur cycle de travail, effectuent des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet (35 heures). Ces heures seront rémunérées sans majoration. Les heures effectuées au-delà de 35 heures sont des heures supplémentaires, compensées dans les mêmes conditions que les agents à temps complet.

Les agents autorisés à exercer leurs fonctions dans le cadre d'un temps partiel, n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires.
Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, le nombre maximum des heures supplé-

mentaires pouvant être accomplies chaque mois est proratisé et est donc égal à 25 heures multipliées par la quotité de temps partiel de l'agent.
Le temps de récupération est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués.
En cas d'indemnisation, les heures effectuées jusqu''à 35 heures (y compris les heures effectuées de nuit, le dimanche ou de jour férié) sont indemnisées au taux normal.
Au-delà de 35 heures, ces heures sont indemnisées sur la base du taux horaire, d'un agent au même indice, exerçant à temps complet.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

INSTAURE **les modalités de compensation et d'indemnisation des heures supplémentaires définies ci-dessus ;**

DIT QUE **les crédits sont inscrits au budget.**

N°29 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL
RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023 (RSU)

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

Dossier présenté à la Commission Finances et Affaires Générales, en date 09 décembre 2024.

La loi de transformation de la Fonction Publique instaure l'obligation pour les collectivités territoriales et les établissements publics d'élaborer chaque année, un Rapport Social Unique (RSU).

Ce RSU s'articule autour de 10 indicateurs communs aux trois versants de la fonction publique (emploi, recrutement, parcours professionnels, formation, rémunérations, santé et sécurité au travail, organisation du travail, amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail, action sociales et protection sociale, dialogue social, discipline).

A partir de ces indicateurs, le rapport doit présenter des analyses permettant d'apprécier notamment :

- Les caractéristiques des emplois et la situation des agents relevant du Comité Social Territorial (CST) ainsi que, le cas échéant, de ceux qui ne sont pas électeurs de ce comité.
- La situation comparée des femmes et des hommes et son évolution (en matière de temps de travail, de rémunération, de promotion professionnelle…).
- La mise en œuvre des mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap.

Le RSU permet en outre d'établir un état des lieux chiffré à un instant T sur lequel reposent les lignes directrices de gestion (stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels) ainsi que le baromètre égalité professionnelle femme/homme.

C'est un outil précieux d'information et d'aide à la décision pour toute collectivité ou établissement public.

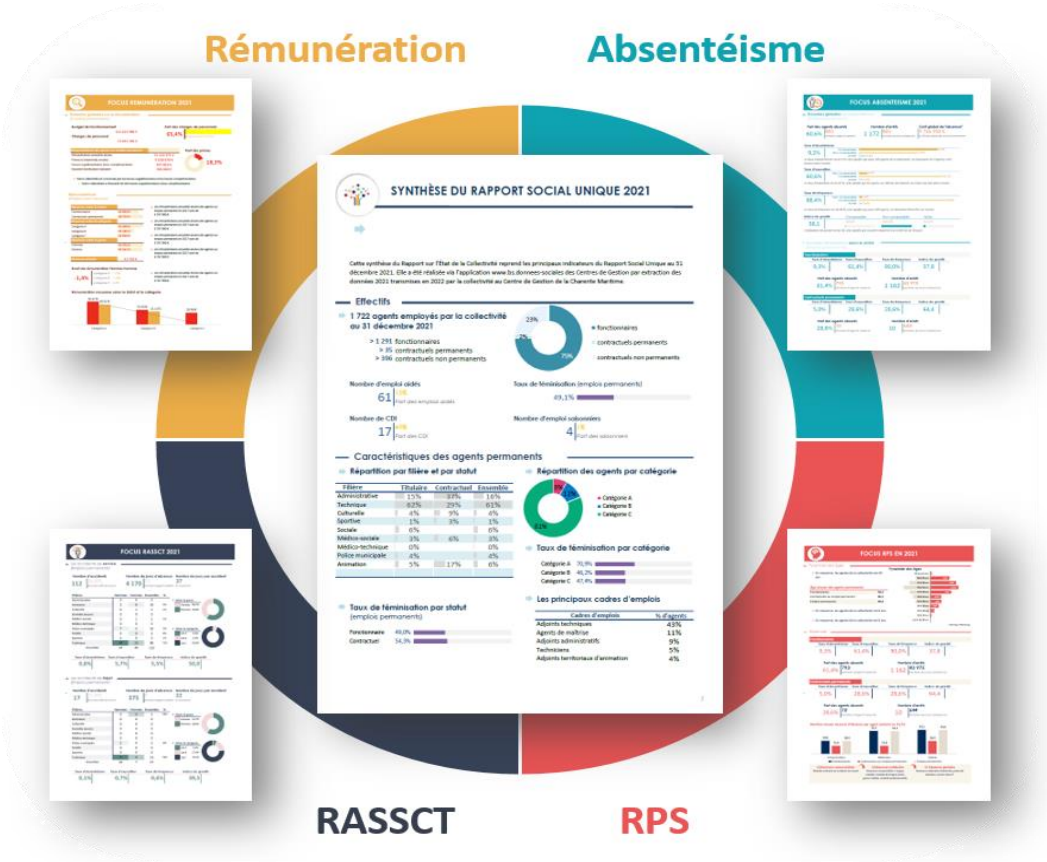
Enfin, ces nouveaux dispositifs visent à promouvoir un dialogue social plus stratégique dans la fonction publique.

Ce document doit être présenté aux représentants du personnel au Comité Social Territorial (CST) ainsi qu'à l'assemblée délibérante mais ne donne pas lieu à délibération.

Le Conseil municipal, après l'exposé :

PREND acte de la présentation du Rapport Social Unique 2023 ci-annexé.

La synthèse et les focus du RAPPORT SOCIAL UNIQUE



COMMUNE DE GUEBWILLER

2023

DONNÉES SOCIALES DES CENTRES DE GESTION

Date de publication : **05/09/2024**

Synthèse réalisée par le Centre de Gestion du Haut-Rhin

SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

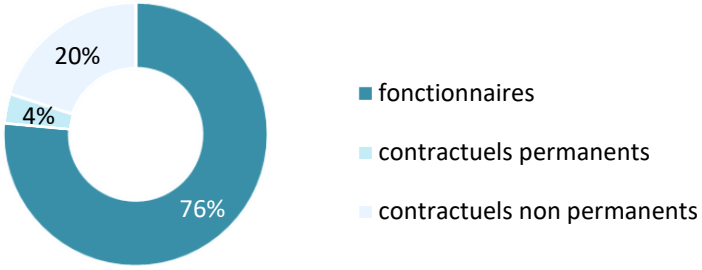
COMMUNE DE GUEBWILLER

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2023. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2023 transmises en 2024 par la collectivité au Centre de Gestion du Haut-Rhin.

Effectifs

140 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2023

> 107 fonctionnaires
> 5 contractuels permanents
> 28 contractuels non permanents



Nombre d'emploi aidés

11 | 8% *Part des emplois aidés (tous emplois)*

Taux de féminisation (emplois permanents)

51,8%

Nombre de CDI

0 | 0% *Part des CDI (tous contrats)*

Nombre d'emploi saisonniers ou accroisssement

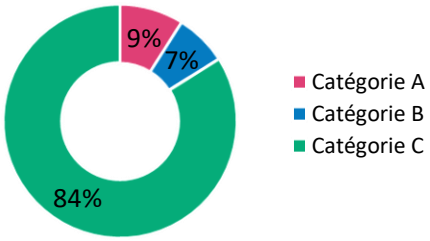
14 | 10% *Part des saisonniers (tous emplois)*

Caractéristiques des agents permanents

Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Ensemble
Administrative	28%	60%	29%
Technique	56%	40%	55%
Culturelle	6%		5%
Sociale	1%		1%
Police municipale	4%		4%
Animation	6%		5%

Répartition des agents par catégorie



Taux de féminisation par catégorie

Catégorie A	70,0%
Catégorie B	50,0%
Catégorie C	50,0%

Taux de féminisation par statut (emplois permanents)

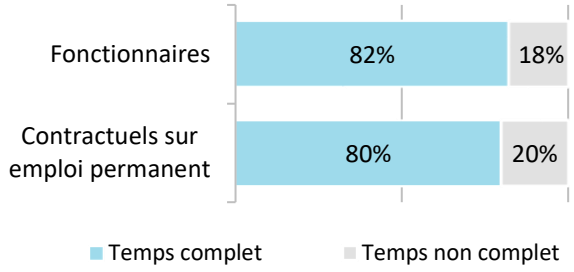
Fonctionnaire	50,5%
Contractuel	80,0%

Les principaux cadres d'emplois

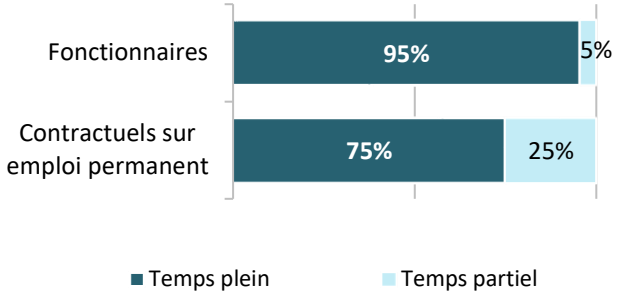
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	42%
Adjoints administratifs	21%
Agents de maîtrise	12%
Attachés	6%
Adjoints territoriaux d'animation	4%

Temps de travail des agents permanents

Répartition des agents à temps complet ou non complet



Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Technique	**31,7%**	**Administrative**	**33,3%**

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre



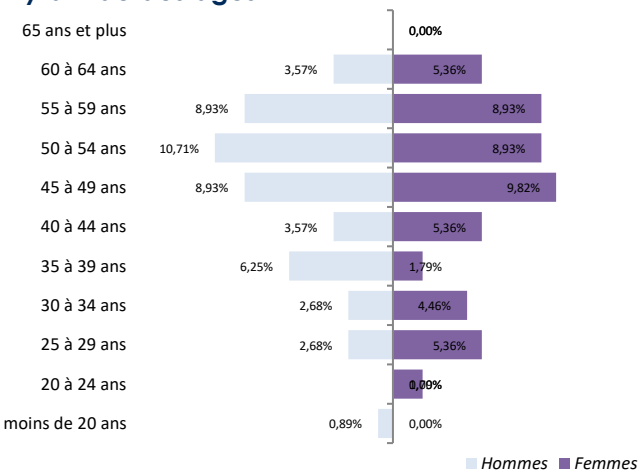
Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Âge moyen des agents permanents

Fonctionnaires	**47,2**
Contractuels sur emploi permanent	**42,5**
Emplois permanents	**47,0**

Pyramide des âges

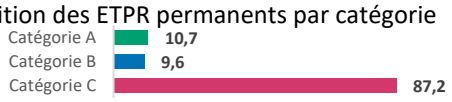


Équivalent temps plein rémunéré

123,5 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année

> Fonctionnaires	**102,0**
> Contractuels sur emploi permanent	**5,5**
> Contractuels sur emploi non permanent	**16,0**

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

0% des agents permanents sont en position statutaire particulière

- Agents détachés dans une autre structure
- Agents détachés dans la collectivité
- Agents mis à disposition dans une autre structure
- Agents mis à disposition dans la collectivité

Mouvements

Evolution des effectifs permanents

116* agents au 31/12/2022

Variation des effectifs **-3,4%**

Taux de rotation **13,2%**

112 31/12/2023

**Effectif théorique d'agents permanents présents et rémunérés*

17 départs

Principaux motifs

Agent contractuel nommé stagiaire au sein de la collectivité au cours de l'année	29%
Départ à la retraite	21%
Mutation (changement de collectivité)	17%
Mise en disponibilité sur demande	13%
Démission	8%

13 arrivées

Principaux motifs

Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel non permanent	50%
Remplaçants	21%
Voie de mutation	14%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel permanent	7%
Réintégration d'agents non rémunérés pendant la période d'absence - autres cas	7%

Évolution professionnelle

Part des agents avec avancement d'échelon

42,1%

Part des agents avec avancement de grade

9,3%

Part des agents avec promotion interne

0,0%

Des indemnités de fin de contrat ont été versées par la collectivité

Aucune procédure de rupture conventionnelle n'a été initiée au sein de la collectivité

Sanctions disciplinaires

2 sanctions disciplinaires prononcées dans l'année

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires

	Hommes	Femmes
Sanctions 1er groupe	0	2
Sanctions 2ème groupe	0	0
Sanctions 3ème groupe	0	0
Sanctions 4ème groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre de contractuels

Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels)

Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral 100%

Budget et rémunérations

Les charges de personnel représentent 53% des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	10 547 473 €	Charges de personnel*	5 591 355 €	Soit 53,01 % des dépenses de fonctionnement

** Montant global*

Répartition de la rémunération annuelle brute des emplois permanents

Rémunération annuelle brute

3 446 595 €

Rémunération statutaire	2 707 628 €	79%
Primes	652 038 €	19%
SFT	27 013 €	1%
HSC	25 409 €	1%
NBI	34 508 €	1%

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	54 436 €	s	35 499 €	-	29 849 €	26 709 €
Animation	-	-	s	-	29 597 €	-
Culturelle	s	-	s	s	32 732 €	-
Incendie secours	-	-	-	-	-	-
Médico-sociale	-	-	-	-	-	-
Médico-technique	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	s	-	32 261 €	-
Sociale	s	s	-	-	s	-
Sportive	-	-	-	-	-	-
Technique	s	-	35 899 €	-	28 927 €	s
Moyenne toute filière	**50 482 €**	**s**	**37 033 €**	**s**	**29 428 €**	**25 788 €**

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 18,92 %

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations	
Fonctionnaires	**18,60%**
Contractuels sur emploi permanent	**24,94%**
Emplois permanents	**18,92%**

- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- Aucune information sur le maintien des primes en cas de congé de maladie ordinaire
- 1 510,00 heures supplémentaires ou complémentaires réalisées et rémunérées
- La collectivité a adhéré au régime général d'assurance chômage pour l'assurance chômage de ses agents contractuels

IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	8 346 €	1 949 €	*19%*	s	s		s	s		s	s	
Catégorie B	4 221 €	449 €	*10%*	2 857 €	55 €	*2%*	s	s		-	-	
Catégorie C	2 557 €	351 €	*12%*	2 379 €	175 €	*7%*	2 221 €	150 €	*6%*	s	s	

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

Absences

En moyenne, 11,6 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par fonctionnaire

En moyenne, 1,4 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » *(maladies ordinaires et accidents de travail)*	**3,17%**	**0,38%**	**3,05%**	**1,11%**
Taux d'absentéisme médical *(toutes absences pour motif médical)*	**4,86%**	**0,38%**	**4,66%**	**1,11%**
Taux d'absentéisme global *(toutes absences y compris maternité, paternité et autre)*	**5,52%**	**0,38%**	**5,29%**	**1,11%**

Cf. p8 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences *Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)*

41,43 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé dans l'année

Accidents du travail

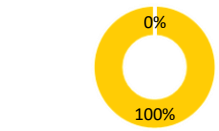
6 accidents du travail déclarés

5,4 accidents du travail pour 100 agents permanents

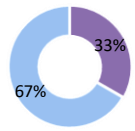
25 jours en moyenne d'absence consécutifs par accident

100% des accidents du travail concernent la filière Technique

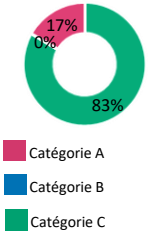
Type d'accident



Genre



Catégorie



Filière



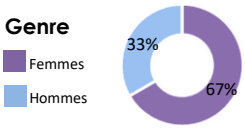
Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

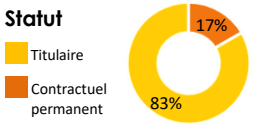
Nombre de BOETH sur emploi permanent

6 | *5,4%*
Part des BOETH sur emploi permanent

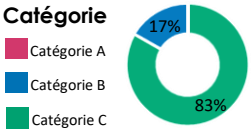
Genre



Statut



Catégorie



Prévention et risques professionnels

Un agent affecté à la prévention

Dépenses en matières de prévention : **165 745 €**



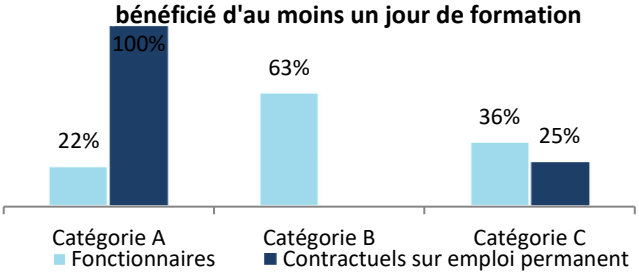
Existence d'un **document unique (DUERP)**	✓
Existence d'un plan de prévention des **risques psychosociaux**	✓
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**	✗
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**	✗
Existence d'un **registre de santé et de sécurité au travail**	✓
Adhésion à un contrat d'assurance pour la **gestion du risque maladie**	✓

Formation

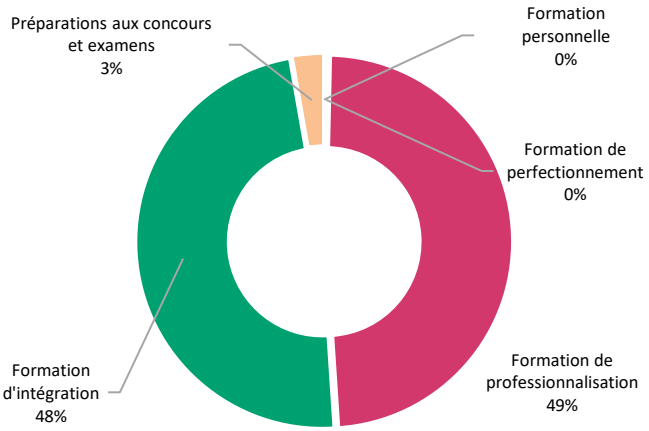
37% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Femmes 36,2% Hommes 37,0%

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation



Répartition selon le type de formation



Le budget consacré à la formation est de 42 150 €

Répartition des dépenses par organisme

CNFPT au titre de la cotisation	0,0%
Autres organismes	77,7%
Formation des apprentis	0,0%
Frais de déplacement	9,0%
CNFPT au-delà de la cotisation	13,3%

Nombre moyen de jours de formation par agent permanent

> 2,6 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT cotisation obligatoire	92,7%
Autres organismes	0,3%
Collectivité	0,0%
CNFPT au-delà de la cotisation	6,9%

Action sociale et protection sociale complémentaire

Il existe un accord collectif sur la protection sociale complémentaire au sein de la collectivité

	Santé	Prévoyance
Montant annuel moyen par bénéficiaire	394 €	180 €
Nombre de bénéficiaires	72	83

L'action sociale

Prestations servies **directement par la collectivité**	✗
Prestations servies par l'intermédiaire d'**un centre de gestion**	✗
Prestations servies par l'intermédiaire d'**une association nationale**	✗
Prestations servies par l'intermédiaire d'**un organisme à but non lucratif ou d'une association locale**	✓

Relations sociales

La collectivité a été concernée par des grèves.

Sur mot d'ordre national	100%
Sur mot d'ordre uniquement local	0%
Non précisé, autres	0%

La collectivité n'a pas engagé de négociations collectives

Nombre de réunions des instances

CST	4
CAP	0
CCP	0

Précisions méthodologiques

[1]Formules de calcul - Effectif théorique

Pour les fonctionnaires :
Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2022
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :
Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2022
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :
Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2022
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2022

[2]Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2023 x 365}} \times 100$$

Note de lecture :
Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	*Absences compressibles* + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	*Absences médicales* + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…)*
Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2023. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2023 transmis en 2024 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.

L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : septembre 2024 *Version 1*

FOCUS ABSENTEISME 2023

Emplois permanents uniquement

Données globales sur l'absentéisme *(emplois permanents)*

Part des agents absents

53,6% | 60 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

114 | 2 163 *Nombre de jours d'absence*

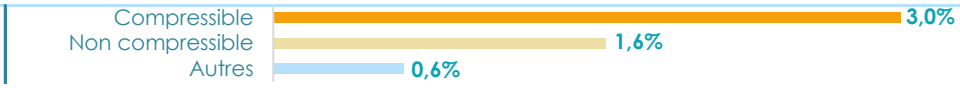
Coût global de l'absence tout statut*

445 019 € *2,58% des dépenses de fonctionnement*

**Nb de jours d'absence total X le coût moyen d'un agent (Charges de personnel/ETPR)*

Taux d'absentéisme

5,3%



Le taux d'absentéisme est de 5 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 5 agents a été absent toute l'année.

Taux d'exposition

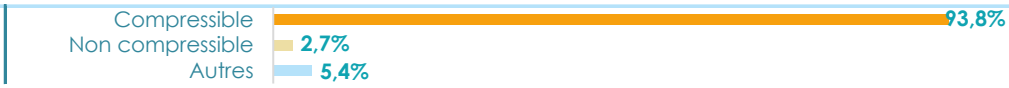
53,6%



Le taux d'exposition est de 54 %, cela signifie que 54 agents sur 100 ont été absents au moins une fois dans l'année.

Taux de fréquence

101,8%



Le taux de fréquence est de 102 %, cela signifie que pour 100 agents, on dénombre 102 arrêts sur l'année.

Indice de gravité

19,0



L'indicateur de gravité est de 19, cela signifie que la durée moyenne d'un arrêt est de 19 jours.

Données absentéisme selon le statut *(emplois permanents)*

Fonctionnaires

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
5,5%	55,1%	105,6%	19,1

Part des agents absents

55,1% | 59 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

113 | 2 156 *Nombre de jours d'absence*

Contractuels permanents

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,4%	20,0%	20,0%	7,0

Part des agents absents

20,0% | 1 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

1 | 7 *Nombre de jours d'absence*

Données absentéisme selon les tranches d'âge *(emplois permanents)*

Tranche d'âge	Taux d'absentéisme	Taux d'exposition
65 ans et plus		
60 à 64 ans	24,8%	120,0%
55 à 59 ans	7,0%	50,0%
50 à 54 ans	2,0%	40,9%
45 à 49 ans	1,0%	52,4%
40 à 44 ans	3,6%	40,0%
35 à 39 ans	3,5%	55,6%
30 à 34 ans	5,9%	87,5%
25 à 29 ans	3,0%	22,2%
20 à 24 ans	0,0%	0,0%
moins de 20 ans		

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les 60 à 64 ans avec 24,82%
- Le taux d'exposition le plus élevé concerne les 60 à 64 ans avec 120%

Données absentéisme selon le motif d'absences *(emplois permanents)*

Motif d'absence	Taux d'absentéisme	Taux de fréquence	Taux d'exposition	Indice de gravité
Pour maladie ordinaire	3,0%	88,4%	42,0%	12,3
Pour accidents du travail imputables au service	0,1%	5,4%	5,4%	5,2
Pour accidents du travail imputables au trajet	0,0%	0,0%	0,0%	0,0
Pour maladie professionnelle ou contractée en service	0,2%	0,9%	0,9%	74,0
Pour congé de maladie longue durée	0,0%	0,0%	0,0%	0,0
Pour congé de longue maladie, congé de grave maladie	1,4%	1,8%	1,8%	293,0
Pour disponibilité d'office pour raison de santé	0,0%	0,0%	0,0%	0,0
Pour maternité et adoption (1)	0,5%	1,8%	1,8%	104,0
Pour naissance ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption, pour paternité et accueil de l'enfant, pour hospitalisation immédiate de l'enfant à la naissance	0,1%	3,6%	1,8%	12,5

- **Absences compressibles selon le nombre d'arrêt moyen par agent absent**

Selon le statut

Fonctionnaires	
Pour maladie ordinaire	2,1 arrêts par agent absent
Pour accidents du travail imputables au service	1 arrêt par agent absent
Pour accidents du travail imputables au trajet	Aucun arrêt

Contractuels permanents	
Pour maladie ordinaire	1 arrêt par agent absent
Pour accidents du travail imputables au service	Aucun arrêt
Pour accidents du travail imputables au trajet	Aucun arrêt

Zoom sur la maladie ordinaire *(emplois permanents)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 3,0%
- Taux d'exposition 42,0%
- Taux de fréquence 88,4%
- Gravité 12,3 jours par arrêt
- 47 agents absents pour maladie ordinaire

46 fonctionnaires *1 contractuel permanent*

Part des agents absents

42,0% | 47 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

99 | 1 214 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents pour maladie ordinaire

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
42,99%	20,00%

Selon le genre

Femmes	Hommes
48,28%	35,19%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	0,0%
60 à 64 ans	6,5%
55 à 59 ans	6,9%
50 à 54 ans	1,9%
45 à 49 ans	1,0%
40 à 44 ans	3,6%
35 à 39 ans	1,6%
30 à 34 ans	1,9%
25 à 29 ans	0,1%
20 à 24 ans	0,0%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 55 à 59 ans, soit 6,9%

Zoom sur les accidents de service et de trajet *(Emplois permanents)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,1%
- Taux d'exposition 5,4%
- Taux de fréquence 5,4%
- Gravité 5,2 jours par arrêt
- 6 agents absents suite à des acccidents (service ou trajet)

6 fonctionnaires

Part des agents absents

5,4% | 6 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

6 | 31 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents pour accident de travail

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
5,61%	0,00%

Selon le genre

Femmes	Hommes
3,45%	7,41%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	0,0%
60 à 64 ans	0,2%
55 à 59 ans	0,1%
50 à 54 ans	0,0%
45 à 49 ans	0,0%
40 à 44 ans	0,0%
35 à 39 ans	0,3%
30 à 34 ans	0,1%
25 à 29 ans	0,0%
20 à 24 ans	0,0%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 35 à 39 ans, soit 0,3%

Zoom sur la longue maladie, la disponibilité d'office, la grave maladie et maladie de longue durée

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 1,4%
- Taux d'exposition 1,8%
- Taux de fréquence 1,8%
- Gravité 293 jours par arrêt
- 2 agents absents

2 fonctionnaires

Part des agents absents

1,8% | 2 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

2 | 586 *Nombre de jours d'absence*

- **Part des agents absents**

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
1,87%	0,00%

Selon le genre

Femmes	Hommes
3,45%	0,00%

- **Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge**

65 ans et plus	0,0%
60 à 64 ans	16,1%
55 à 59 ans	0,0%
50 à 54 ans	0,0%
45 à 49 ans	0,0%
40 à 44 ans	0,0%
35 à 39 ans	0,0%
30 à 34 ans	0,0%
25 à 29 ans	0,0%
20 à 24 ans	0,0%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 60 à 64 ans, soit 16,1%

Zoom sur les congés maternité et paternité *(y compris accueil de l'enfant et adoption)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,6%
- Taux d'exposition 3,6%
- Taux de fréquence 5,4%

Part des agents absents

3,6% | 4 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 258

Zoom sur les absences pour "autres raisons" *(hors moif syndical ou de représentation)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,0%
- Taux d'exposition 0,0%
- Taux de fréquence 0,0%

Part des agents absents

0,0% | 0 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 0

Zoom sur les emploi non permanents

Chiffres clés (emplois non permanents)

- Taux d'absentéisme 1,1%
- Taux d'exposition 0,2%
- Taux de fréquence 0,3%
- Gravité 3,6
- 16 agents absents

Part des agents absents

57,1% | 16 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

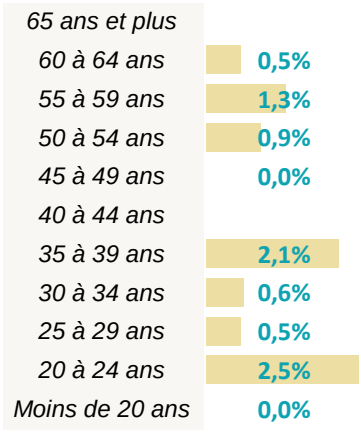
31 | 113 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents

Selon le genre

Femmes	Hommes
40,00%	76,92%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge



Zoom sur la maladie ordinaire

Chiffres clés (non permanents)	
Taux d'absentéisme	1,1%
Taux d'exposition	0,1%
Taux de fréquence	0,3%
Indice de gravité	3,6

Part des agents absents

53,6% | 15 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 112

Zoom sur les accidents de travail

Chiffres clés (non permanents)	
Taux d'absentéisme	0,0%
Taux d'exposition	0,0%
Taux de fréquence	0,0%
Indice de gravité	-

Part des agents absents

3,6% | 1 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 1

Précisions méthodologiques

Les enjeux de l'évaluation de l'absentéisme

Face aux enjeux actuels de santé au travail, de prévention des risques et de maîtrise des ressources ainsi que de la masse salariale, il est nécessaire de s'intéresser à nos pratiques de gestion des ressources humaines. Dans ce contexte, l'absentéisme, en tant que phénomène multifactoriel générant un coût significatif et impactant la qualité, voire la continuité du service public, est une préoccupation majeure pour les employeurs territoriaux. Etant donné la part imprévisible des absences, la mise en oeuvre des actions de maîtrise de l'absentéisme ne peut s'appuyer exclusivement sur des indicateurs quantitatifs. De plus, l'absentéisme demeure un sujet complexe aux nombreuses définitions dont aucune ne fait consensus. Les modes de calcul sont multiples et les indicateurs peuvent varier. Son évaluation demeure difficile à mettre en place comme les comparaisons entre employeurs qui sont à prendre avec précaution. Aussi, les Centres de Gestion ont élaboré une méthodologie nationale comprenant des définitions et des indicateurs d'absentéisme communs. Celle-ci s'accompagne d'un outil de mesure et de suivi de l'absentéisme permettant à chaque employeur de disposer d'une analyse sur sa collectivité, sur la base des données du Rapport Social Unique. Il est ainsi possible d'établir des comparaisons objectives entre collectivités grâce aux analyses réalisées par les Centres de Gestion.

3 "groupes d'abences" identifiés

1/Absences compressibles
Maladie ordinaire et accidents du travail

2/Absences médicales
Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3/ Absences globales
Absences médicales+ Maternité, paternité adoption, autres raisons*

**Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

Les indicateurs d'absences

Taux d'absentéisme	Note de lecture
(Nombre de jours calendaires d'absences x 100) / (Nombre d'agents au 31/12 x 365)	*Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.*

Le choix de la règle des 365ème

Face aux différentes formules de calcul existantes, les Centres de Gestion ont retenu la règle des 365ème. Comme tout mode de calcul, il résulte d'un choix et présente des qualités et des défauts. La règle des 365ème retient comme numérateur le nombre total de jours calendaires d'absence, bien que cela puisse tendre à surévaluer le nombre de jours effectivement non travaillés en intégrant des jours non ouvrés dans le décompte des absences. À l'inverse, la règle du 5/7ème (nombre de jours calendaires multiplié par 5/7) tend à réduire l'impact des jours non ouvrés dans le décompte des absences, mais peut conduire à minimiser l'absentéisme en particulier face à des arrêts "courts" ne comportant que des jours ouvrés. La règle des 365ème présente aussi l'avantage de recourir à des données présentes au sein des collectivités et respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie (nombre de jours calendaires). De plus, cette formule de calcul est plus adaptée aux temps non complets, nombreux dans les collectivités, contrairement à la règle du 5/7ème qui applique 5 jours de travail sur 7 en ne retenant que les temps complets.

Taux d'exposition	Note de lecture
(Nombre d'agents absents)*100 / (Nombre d'agents au 31/12)	*Si le taux d'exposition est de 8 %, cela signifie que 8 agents sur 100 ont été absents au moins une fois dans l'année.*
Taux de fréquence	**Note de lecture**
(Nombre d'arrêts x 100) / (Nombre d'agents au 31/12)	*Si le taux de fréquence est de 40 %, cela signifie que pour 100 agents présents au 31/12, on dénombre 40 arrêts sur l'année, soit 0,4 arrêt par agent*
Gravité	**Note de lecture**
Nombre de jours calendaires d'absences / Nombre d'arrêts	*Si l'indicateur de gravité est de 8, cela signifie que la durée moyenne d'un arrêt est de 8 jours.*

N.B. Pour chaque indicateur, il convient dans tous les cas d'être attentif et de préciser la nature des absences comptées, la période de décompte, le statut et le profil des agents (âges, métiers…) pris en compte dans l'analyse.

Réalisation

Cette synthèse sur l'absentéisme reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : **septembre 2024**
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion du Haut-Rhin

Version 1

FOCUS RPS

Pyramide des âges

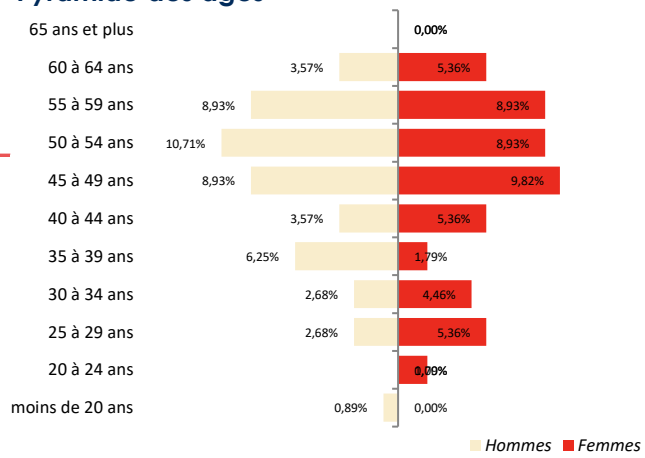
- En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Âge moyen des agents permanents

Fonctionnaires	**47,2**
Contractuels sur emploi permanent	**42,5**
Emplois permanents	**47,0**

- En moyenne, les fonctionnaires ont 47 ans
- En moyenne, les contractuels sur emploi permanent ont 43 ans

Pyramide des âges



Absences

Fonctionnaires

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
5,5%	55,1%	105,6%	19,1

Part des agents absents

55,1% | **59** *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

113 | **2 156** *Nombre de jours d'absence*

Contractuels permanents

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,4%	20,0%	20,0%	7,0

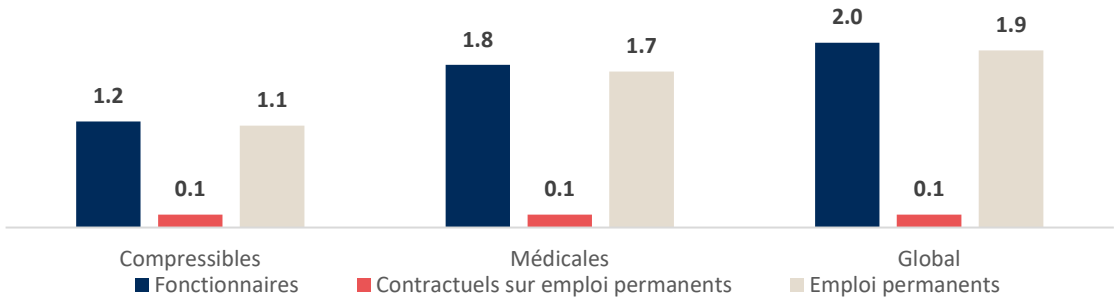
Part des agents absents

20,0% | **1** *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

1 | **7** *Nombre de jours d'absence*

Nombre moyen de jours d'absence par agent présent au 31/12



1/Absences compressibles
Maladie ordinaire et accidents du travail

2/Absences médicales
Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3/ Absences globales
Absences médicales+ Maternité, paternité adoption, autres raisons*

Les heures supplémentaires et complémentaires

Les principales filières concernées par les heures supplémentaires et complémentaires

	Nombre moyen d'heures réalisées par agent concerné
Animation	36,5
Culturelle	21,8
Police municipale	13,5
Femmes	13,1
Hommes	8,3
Fonctionnaires	12,6
Contractuels permanents	33,0

Télétravail

- La collectivité a délibéré sur la mise en place du télétravail

Les principales modalités de télétravail	Nb agents
depuis leur domicile ou un autre lieu privé	20
un jour par semaine	19
de manière régulière	12
sur des jours fixes	12
de manière ponctuelle	8
Administrative	1
Animation	1

Mouvements de personnel

Evolution des effectifs permanents

116* agents au 31/12/2022 → **112** au 31/12/2023

Variation des effectifs : -3,4%

Taux de rotation : 13,2%

17 départs

13 arrivées

- Le taux de rotation s'élève à 13,2%

Accidents de travail et maladies professionnelles

Le taux de fréquence des accidents de travail est de 5,36 pour 100 agents permanents

	Nombre d'arrêts
Accident de service	6,0
Accident de trajet	0,0
Maladies professionnelles	1,0
ATI** au cours de l'année	0,0

*** Allocations Temporaires d'Invalidité (ATI)*

Les principaux cadres d'emplois concernés par les accidents de travail (selon le nb de jours d'arrêt)

	% sur le total des jours d'arrêt	Nb moyen de jours
Adjoints techniques	99,3%	29
Ingénieurs	0,7%	1

Documents et démarches de prévention

Existence d'un **document unique (DUERP)** (Mis à jour en 2019)	✓
Existence d'un **plan de prévention des RPS**	✓
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**	✗
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**	✗
Existence d'un **registre de santé et de sécurité au travail**	✓
Adhésion à un **contrat d'assurance pour la gestion du risque maladie**	✓

Dépenses, Formations liées à la prévention

Nombre de jours de formation

0

0 €
Dépenses liées à la formation

Prévention

165 745 €
Dépenses liées à la prévention

Actions et dépenses de préventions	Montant en €	Nombre de jours	Coût moyen
Formation obligatoire des agents assistants et conseillers chargés de la mise en œuvre des actions de prévention	0 €	0	-
Formation obligatoire des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	0 €	0	-
Formation dans le cadre des habilitations	0 €	0	-
Dépenses relatives aux interventions en matière de prévention et de sécurité (*)	13 361 €		
Dépenses correspondant aux mesures prises dans l'année pour l'amélioration des conditions de travail. Cet indicateur regroupe l'ensemble des frais liés à l'amélioration des conditions d'hygiène et de prévention (autres formations, investissements, Equipements de Protection Individuelle…)	152 384 €		

Accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

Nombre d'accompagnements par un conseiller en évolution professionnelle

0

0,0%
des agents permanents

	Femmes	Hommes
Caégorie A	0	0
Catégorie B	0	0
Catégorie C	0	0

Temps partiel thérapeutique, inaptitudes et reclassements

Nombre de décisions d'accords de temps partiel thérapeutique recensées sur l'année	0
Nombre de décisions d'aménagement d'horaire ou d'aménagement de poste de travail	0
Nombre de demandes de reclassements au cours de l'année suite à une inaptitude liée à un accident du travail ou à une maladie professionnelle	0
Nombre de décisions de reclassements au cours de l'année suite à une inaptitude liée à un accident du travail àu à une maladie professionnelle	0

Nombre de signalements

	Nombre de signalements pour 1 000 agents permanents	Emanant des usagers avec arrêt de travail	Emanant des usagers sans arrêt de travail	Emanant du personnel avec arrêt de travail	Emanant du personnel sans arrêt de travail
Femmes	Actes de violence physique	0	0	0	0
	Actes de violence sexuelle	0	0	0	0
	Harcelement moral	0	0	0	0
	Harcelement sexuel	0	0	0	0
	Actes de discrimination	0	0	0	0
	Agissements sexistes	0	0	0	0
	Menaces et actes d'intimidation	0	0	0	0
Hommes	Actes de violence physique	0	0	0	0
	Actes de violence sexuelle	0	0	0	0
	Harcelement moral	0	0	0	0
	Harcelement sexuel	0	0	0	0
	Actes de discrimination	0	0	0	0
	Agissements sexistes	0	0	0	0
	Menaces et actes d'intimidation	0	0	0	0

Droits sociaux

La collectivité a été concernée par des grèves

	Nombre de jours de grève
Sur mot d'ordre national	33
Sur mot d'ordre uniquement local	0
Non précisé, autres	0

Droits syndicaux

	Heure de décharges d'activité de services
Auxquelles ont droit les organisations syndicales	-
Nombre d'heures effectivement utilisées	-

Zoom sur les indicateurs suivis au niveau national par le Conseil Commun de la Fonction Publique

Taux de rotation des agents permanents

13,2%

Taux de visite sur demande au médecin de prévention

1,8 pour

100 agents permanents

Nombre d'actes de violences envers le personnel

0,0 actes

pour 1 000 agents permanents

Absentéisme pour raisons de santé

19,3 jours

d'arrêt par agent permanent

L'accord-cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la fonction publique du 22 octobre 2013 prévoit que chaque employeur public doit élaborer un plan d'évaluation et de prévention des RPS. Ce document se compose de données de cadrage, d'indicateurs de perception ou de vécu et indicateurs de fonctionnement mais également des indicateurs de santé au travail. Pour répondre à cette obligation réglementaire, il convient de compléter cette synthèse quantitative des RPS par des éléments qualitatifs.

Les indicateurs quantitatifs présentés ici sont ceux préconisés par la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP, Livret 5 : Indicateurs de diagnostic des risques psychosociaux) et présents dans le Rapport sur l'Etat du personnel des Collectivités. 4 indicateurs, suivis au niveau national par le Conseil Commun de la Fonction Publique, sont aussi précisés selon des modalités de calculs identiques, à savoir : le taux d'absentéisme pour raisons de santé, le taux de rotation, le taux de visite sur demande au médecin de prévention et le nombre d'actes de violence physique envers le personnel.

Réalisation

Cette synthèse sur les risques psychosociaux reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.



Date de publication : **septembre 2024**
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion du Haut-Rhin

Version 1

FOCUS REMUNERATION 2023

Données globales sur la rémunération
(Emplois permanents)

Budget de fonctionnement 10 547 473 €

Charges de personnel 5 591 355 €

Part des charges de personnels

53,0% | 55,0% *Moyenne de la strate (2022)*

Rémunérations des agents sur emploi permanent	
Rémunérations annuelles brutes	3 446 595 €
Primes et indemnités versées	652 038 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires	25 409 €
Nouvelle Bonification Indiciaire	34 508 €

Part des primes



18,9%

- Votre collectivité est concernée par les heures supplémentaires et les heures complémentaires.
  - Votre colllectivité a rémunéré 1 510 heures supplémentaires et/ou complémentaires.

Rémunérations
(Emplois permanents)

Moyenne selon le statut	
Fonctionnaires	32 097 €
Contractuels permanents	31 410 €
Moyenne selon la catégorie	
Catégorie A	50 835 €
Catégorie B	36 470 €
Catégorie C	29 264 €
Moyenne selon le genre	
Hommes	32 364 €
Femmes	31 744 €
Moyenne globale	32 061 €

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

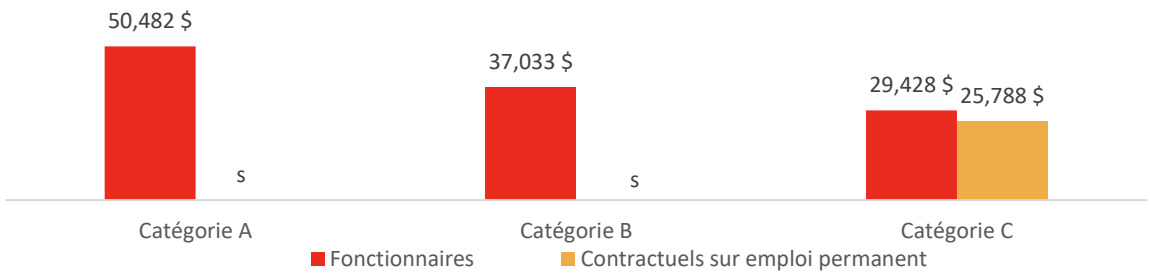
- La rémunération moyenne annuelle brute des fonctionnaires est de 32 097 €
- La rémunération moyenne annuelle brute des catégorie C est de 29 264 €
- La rémunération moyenne annuelle brute des femmes est de 31 744 €
- La rémunération moyenne annuelle brute est de 32 061 €

Ecart de rémunération des femmes par rapport aux hommes

Catégorie A **-12,3%**
Catégorie B **-13,3%**
Catégorie C **-7,8%**

- L'écart de rémunération le plus important concerne les agents de la catégorie B

Rémunération moyenne selon le statut et la catégorie



Primes *(Emplois permanents)*

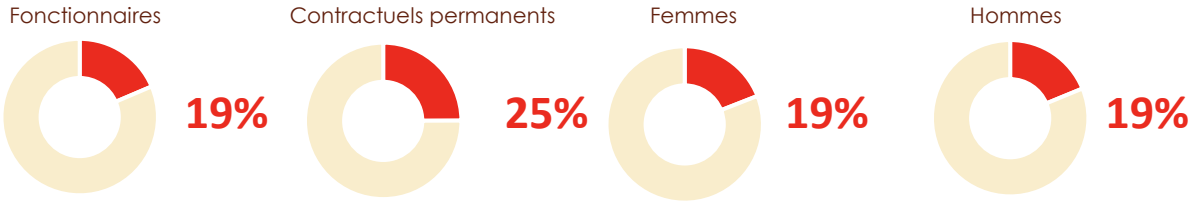
Répartition de la rémunération annuelle brute des emplois permanents

Rémunération annuelle brute :

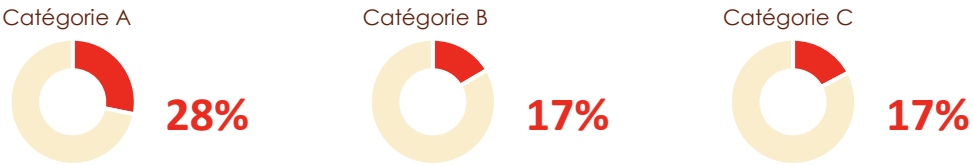
3 446 595 €

Rémunération statutaire	2 707 628 €	79%
Primes	652 038 €	19%
SFT	27 013 €	1%
HSC	25 409 €	1%
NBI	34 508 €	1%

Part des primes dans la rémunération selon le statut et le genre



Selon la catégorie



Rémunérations et primes selon le genre *(Emplois permanents)*

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
Filières	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**
Administrative	54 266 €	55 243 €	s	36 931 €	29 860 €	27 956 €
Animation	-	-	s	-	31 746 €	27 878 €
Culturelle	s	-	s	s	s	s
Incendie secours	-	-	-	-	-	-
Médico-sociale	-	-	-	-	-	-
Médico-technique	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	s	s	33 780 €
Sociale	s	-	-	-	s	-
Sportive	-	-	-	-	-	-
Technique	s	-	s	s	25 755 €	30 364 €
Moyenne toute filière	49 197 €	55 243 €	34 055 €	38 601 €	28 087 €	30 271 €

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Femmes	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**
Part des primes	25,8%	34,0%	16,9%	16,3%	17,1%	17,4%

Les principales filières concernées par les heures supplémentaires et complémentaires

	Nb h.
Animation	36,50
Culturelle	21,83
Police municipale	13,50

	Nb h.
Femmes	13,1
Hommes	8,3

IFSE et CIA *(Emplois permanents)*

Montant moyen d'IFSE par EPTR selon le statut, le genre, la catégorie et la filière

	Fonctionnaires					
	Femmes			Hommes		
Filières	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Administrative	9 059 €	2 615 €	4 110 €	8 010 €	3 809 €	2 168 €
Animation		4 192 €	3 557 €			1 916 €
Culturelle	3 056 €	1 448 €	4 813 €		2 838 €	5 025 €
Sociale	3 597 €		1 493 €			
Technique	13 014 €	8 814 €	1 114 €		3 750 €	2 429 €

	Contractuels sur emploi permanent					
	Femmes			Hommes		
Filières	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Administrative			2 853 €	19 371 €		1 108 €
Animation						
Culturelle		5 167 €				
Sociale	3 760 €					
Technique			437 €			

Ecart Femmes/Hommes IFSE et CIA selon statut, catégorie et filière

	IFSE						CIA					
	Fonctionnaires			Contractuels			Fonctionnaires			Contractuels		
Filières	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
Administrative	1 049 €	-1 194 €	1 942 €			1 745 €	-2 380 €		462 €			
Animation			1 641 €						85 €			
Culturelle		-1 390 €	-212 €					-10 €				
Technique		5 064 €	-1 315 €					1 225 €	-73 €			

Réalisation

Cette synthèse sur la rémunération reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : **septembre 2024**

Synthèse réalisée par le Centre de Gestion du Haut-Rhin

Version 1

FOCUS RASSCT 2023

Les accidents de **service** *(Emplois permanents)*

Nombre d'accidents		Nombre de jours d'absence		Nombre de jours par accident
6	0,0% *Part sans arrêt de travail*	148	6 *Nombre d'agents arrêtés*	25 *en moyenne*

Filières	Hommes	Femmes	Ensemble	%
Administrative	0	0	0	
Animation	0	0	0	
Culturelle	0	0	0	
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	4	2	6	100%
Ensemble	4	2	6	

Selon le genre

Femmes	*33,3%*
Hommes	*66,7%*

Selon la catégorie

Cat A	*16,7%*
Cat B	*0,0%*
Cat C	*83,3%*

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,1%	5,4%	5,4%	5,2

Les accidents de **trajet** *(Emplois permanents)*

Nombre d'accidents		Nombre de jours d'absence		Nombre de jours par accident
0	0,0% *Part sans arrêt de travail*	0	0 *Nombre d'agents arrêtés*	0 *en moyenne*

Filières	Hommes	Femmes	Ensemble	%
Administrative	0	0	0	
Animation	0	0	0	
Culturelle	0	0	0	
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	0	0	0	
Ensemble	0	0	0	

Selon le genre

Femmes	-
Hommes	-

Selon la catégorie

Cat A	-
Cat B	-
Cat C	-

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,0%	0,0%	0,0%	0,0

Les **maladies professionnelles**

Nombre de maladies

0

Nombre de jours d'absence

0

Nombre de jours par maladie

-

en moyenne

Filières	Femmes	Hommes	Ensemble	%
Administrative	0	0	0	
Animation	0	0	0	
Culturelle	0	0	0	
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	0	0	0	
Ensemble	0	0	0	

Selon le genre

Femmes	-
Hommes	-

Selon la catégorie

Cat A	-
Cat B	-
Cat C	-

Taux d'absentéisme

0,2%

Taux d'exposition

0,9%

Taux de fréquence

0,9%

Indice de gravité

74,0

Inaptitudes

Demandes de reclassement au cours de l'année

0

suite à une inaptitude liée à un accident de travail ou une maladie professionnellle

Périodes de préparation au reclassement

0

demande

% des propositions acceptées

Demandes ou décisions prises liées à une inaptitude au cours de l'année	Femmes	Hommes
Décision d'inaptitude définitive du fonctionnaire à son emploi, et à tout emploi, suite à l'avis du comité médical ou de la commission de réforme	0	0
Décisions d'accord d'aménagement d'horaire ou d'aménagement de poste de travail	0	0
Décisions d'accord de temps partiel thérapeutique recensées	0	0
Demande de reclassement suite à une inaptitude liée à d'autres facteurs	0	0
Demande de reclassement suite à une inaptitude liée à un accident du travail ou une maladie professionnelle	0	0
Mises en disponibilité d'office	0	0
Retraite pour invalidité	0	0
Licenciement pour inaptitude physique	0	0

Agents affectés à la prévention

Agents affectés à la prévention

1

0

en ETPR

Assistants de prévention*	0	Médecins de prévention**	0
Conseillers de prévention*	1	Infirmiers**	0
ACFI*	0	Autres personnels*	0

*en nombre d'agents

**en ETPR

Actions liées à la prévention

Nombre de jours de formation

0

165 745 €
Dépenses liées à la prévention

Actions et dépenses de préventions	Montant en €	Nombre de jours	Coût moyen
Formation obligatoire des agents assistants et conseillers chargés de la mise en œuvre des actions de prévention	0 €	0	-
Formation obligatoire des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	0 €	0	-
Formation dans le cadre des habilitations	0 €	0	-
Dépenses relatives aux interventions en matière de prévention et de sécurité (*)	13 361 €		
Dépenses correspondant aux mesures prises dans l'année pour l'amélioration des conditions de travail. Cet indicateur regroupe l'ensemble des frais liés à l'amélioration des conditions d'hygiène et de prévention (autres formations, investissements, Equipements de Protection Individuelle…)	152 384 €		

Documents et démarches de prévention

Existence d'un **document unique (DUERP)** (Mis à jour en 2019)	✓
Existence d'un plan de prévention des **risques psychosociaux**	✓
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**	✗
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**	✗
Existence d'un r**egistre de santé et de sécurité au travail**	✓
Adhésion à un **contrat d'assurance pour la gestion du risque maladie**	✓

Réunions statutaires

Nombre de réunions statutaires

4

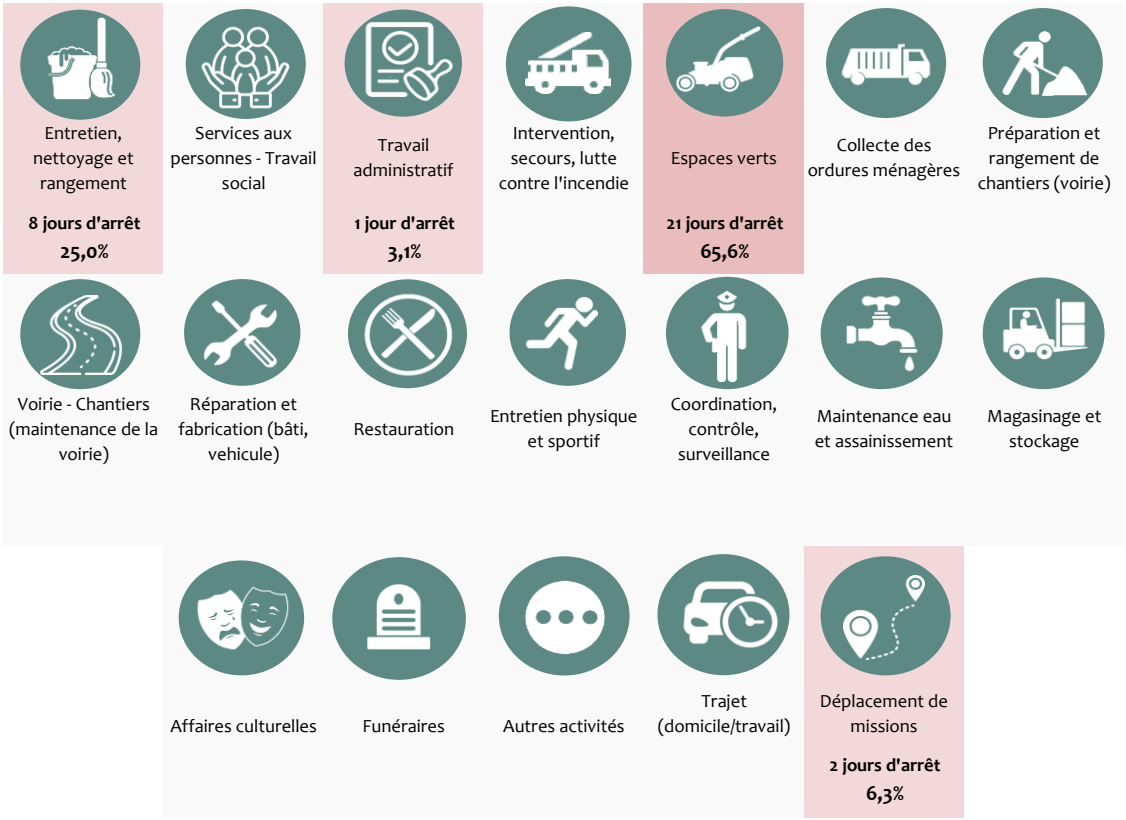
Nombre de réunions du FSSSCT

0

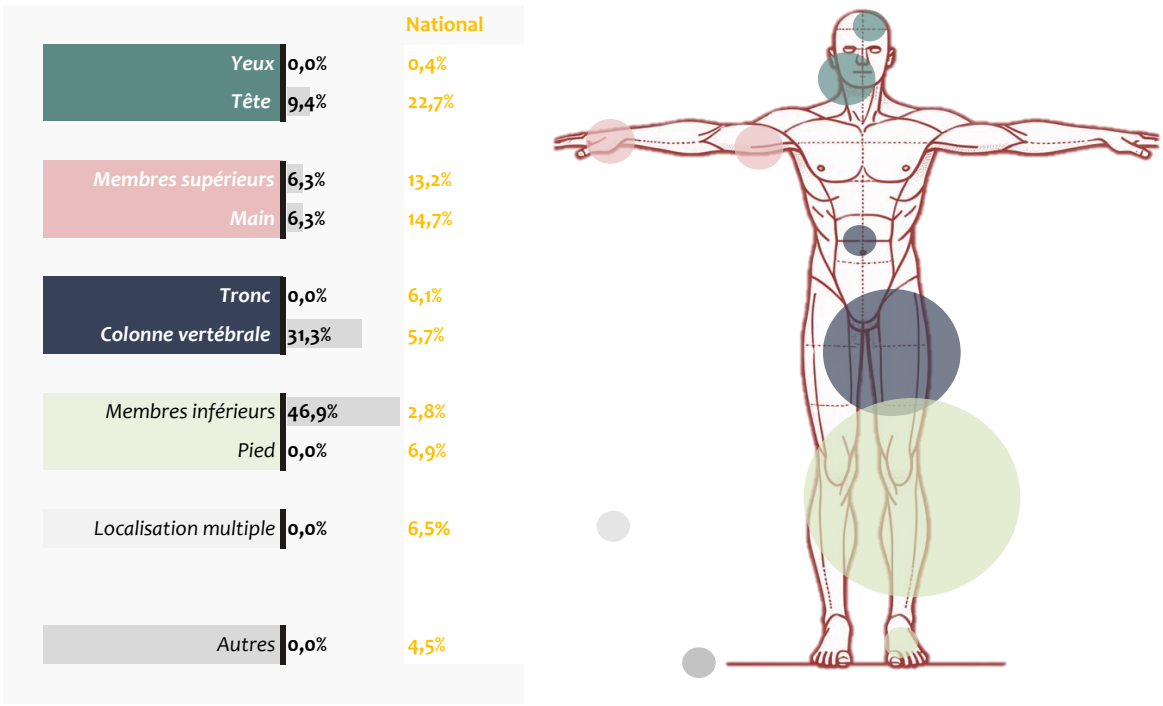
0
Nb de jours cumulés d'activité des représentants

Accidents de travail par types d'activités, sièges et nature des lésions et les éléments matériels

Principaux types d'activités* exercées lors de **l'accident de travail**

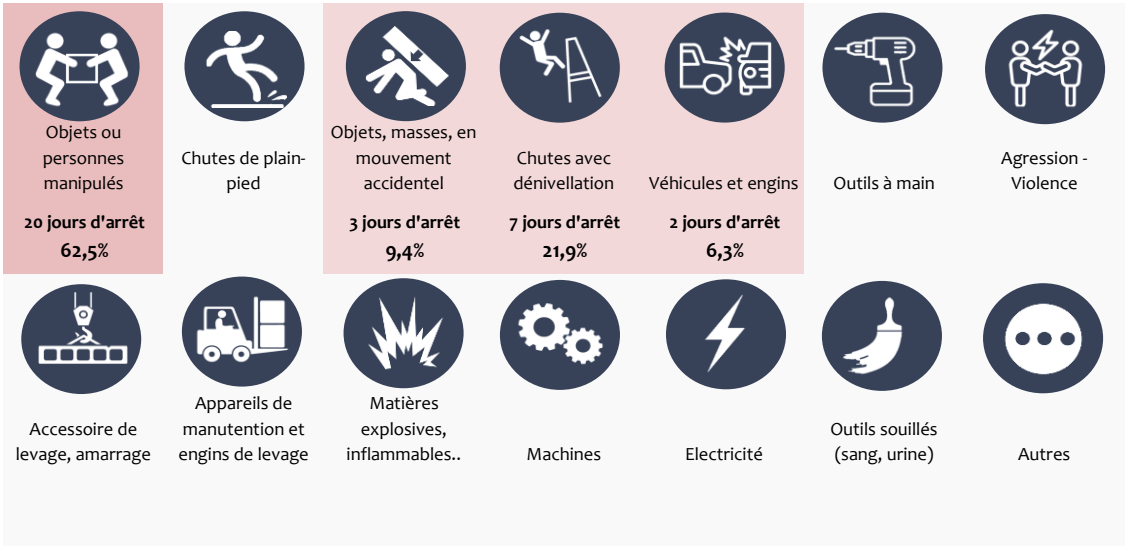


Principaux sièges de lésions des **accidents de travail**



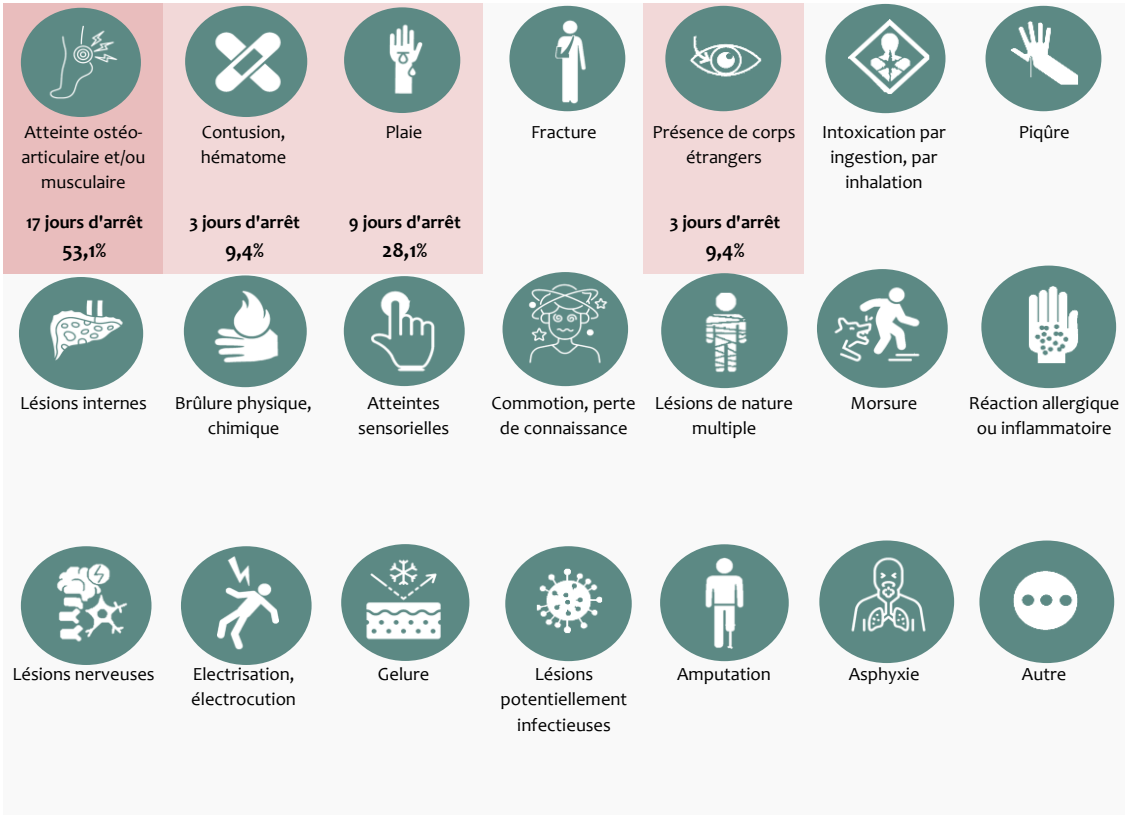
- Le siège principal de lésions des accidents de travail se situe aux membres inférieurs représentants 46,9% des jours d'arrêts liés aux accidents de travail.

Principaux éléments matériels liés aux **accidents de travail**



- Le principal élément matériel lié aux accidents est l'objet ou la personne manipulée (62,5% des jours d'arrêts)

Principales natures de lésions liées aux **accidents de travail**



- La principale nature de lésions liée aux accidents est l'atteinte ostéo-articulaire et/ou musculaire (53,13% des jours d'arrêts)

Les maladies professionnelles

Principaux types d'activités* liées aux **maladies professionnelles**



Principaux types de **maladies professionnelles** ou à caractère professionnel ou contractées en service reconnues dans l'année



Documents et démarches de prévention complémentaires

Existence d'une évaluation des risques psychosociaux par service	✓
Existence d'un diagnostic RPS	✓
Existence d'un programme annuel de prévention ou un plan d'action santé sécurité	✗
Dispose du rapport d'activités de la médecine préventive	✓
Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) désigné	✗
Nombre de visite(s) de l'ACFI dans l'année	0
Nombre de saisines du CST/CHSCT pour l'exercice du **droit d'alerte ou de retrait**	0
Existence d'un diagnostic de pénibilité annexé au document unique	✗
Existence de fiches individuelles de suivi des facteurs de pénibilité	✗
Existence de fiches d'exposition à la pénibilité réalisées dans l'année	✗
Existence de fiches d'exposition à l'amiante	✗
Existence de fiches d'exposition à l'amiante réalisées dans l'année	✗
Existence d'un plan de prévention des entreprises extérieures	✗

Réalisation

Cette synthèse sur la santé, de la sécurité et des conditions de travail reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : **septembre 2024**
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion du Haut-Rhin

Version 1

N°30 - 12/2024

PERSONNEL COMMUNAL
REGLEMENT DES ASTREINTES ET PERMANENCES DE SERVICE

Rapporteur : M. Daniel BRAUN, Adjoint au Maire délégué aux finances et à l'administration générale.

En application du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, l'assemblée délibérante doit déterminer, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

L'organe délibérant peut également instituer les indemnités d'astreinte prévues par le législateur.

Considérant que le Maire est responsable dans sa commune de la sécurité et des secours, il lui appartient d'organiser un service d'astreinte, afin de disposer des moyens d'interventions techniques, permettant d'assurer :

- ✓ La sécurité des usagers sur le domaine public,
- ✓ Le bon fonctionnement des installations communales, dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'usager,
- ✓ La mise en sécurité d'un bâtiment public, d'un évènement ou d'une animation.

A cet effet, un règlement des astreintes de sécurité, des astreintes d'exploitation et des permanences a été élaboré.

Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 10 décembre 2024.

Le conseil municipal, après l'exposé et après en avoir délibéré par :
Voix Pour : 30
F. KLEITZ / C. MULLER représentant : C. PLACET / C. GRAWEY représentant : E. HASSENFORDER / D. BRAUN / I. SCHROEDER / C. TOGNI / A. DEHESTRU / D. LOSSER / H. CORNEC / D. CAUTILLO / J-M ROST / A. CHRISTMANN / K. DAYA / J. BRENDER-SYDA représentant : N. FRIDMANN-PAWLOW / Y. KELLER / N. BOLLECKER / O. ABTEY / M. LOTZ représentant : K. CLERGET-BIEHLER / C. REIBEL / C. FACCHIN / L. HEBERLE / D. MASSON / F. MERTZ représentant : H. FRANÇOIS-AULLEN / P. WIESSER / G. SIMLER

APPROUVE **le règlement des astreintes de sécurité, des astreintes d'exploitation et des permanences joint à la présente délibération ;**

DIT QUE **les crédits sont inscrits au budget.**

M. le Maire informe l'assemblée que le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 3 février 2025.

Personne ne demandant plus la parole, M. le Maire, lève la séance, il est 22h00

REGLEMENT
DES ASTREINTES
ET DES PERMANENCES DE SERVICE
DE LA VILLE DE GUEBWILLER

SOMMAIRE

OBJET DU REGLEMENT

I) ASTREINTES DE SECURITE
1) Définition de l'astreinte de sécurité
2) Périodicité des astreintes
3) Personnel d'astreinte
4) Planification des astreintes
5) Moyens matériels mis à disposition
6) Déclenchement des interventions
7) Règlementation relative au temps de travail
8) Protection sociale
9) Obligation de l'agent d'astreinte
10) Régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes de sécurité

II) ASTREINTES DE DENEIGEMENT
1) Personnel concerné et leurs obligations
2) Déclenchement et déroulement de l'astreinte de déneigement
3) Régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes d'exploitation

III PERMANENCES DE SERVICES
1) Notion de « permanence de service »
2) Personnel concerné
3) Régime d'indemnisation et de compensation des permanences

OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de fixer les conditions d'organisation matérielle des astreintes et des permanences de service, ainsi que leurs modalités d'indemnisation.

Pour mémoire, le Maire est responsable dans sa commune de la sécurité et des secours. Il lui appartient de :

« prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, ainsi que les pollutions de toute nature, les incendies, les inondations ... et s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » (art. L.2212-2 et 4 du C.G.C.T.).

Conformément à l'article 2 du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005, une période d'astreinte s'entend comme :

« une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail »

La commune de Guebwiller organise un service d'astreinte afin de disposer des moyens d'interventions techniques, permettant d'assurer la sécurité des usagers sur le domaine public, et ce du lundi au dimanche inclus (jour et nuit) et tout au long de l'année.

Les objectifs de ces interventions est d'assurer :

- ✓ La sécurité des usagers sur la voirie publique,
- ✓ Le bon fonctionnement des installations communales dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'usager,
- ✓ La mise en sécurité d'un bâtiment public, d'un évènement ou d'une animation.

NB : la réparation ou remise en état des installations et des biens est assurée sur le temps de travail des agents et non sur les créneaux d'astreintes.

I) FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES DE SECURITE

1) Définition de l'astreinte de sécurité

Le fonctionnement des installations publiques et des bâtiments communaux ainsi que la nature de certaines activités municipales nécessitent de pouvoir recourir à tout moment à des agents qui doivent intervenir dans l'urgence du fait :

- **De leur rôle hiérarchique : prendre la décision de déclencher l'astreinte (astreinte de décision).**
- **De leurs compétences techniques : intervenir pour rétablir le bon fonctionnement des installations et/ou assurer la sécurité des usagers (astreinte de sécurité).**

2) Périodicité des astreintes

Le astreintes sont assurées du lundi au dimanche inclus, tout au long de l'année.

	Astreinte de décision (Elu-e) référent-e	Astreinte de sécurité Agents techniques (par équipe de 3 agents)
Semaine du lundi au lundi 17h00 – 7h00	X	X

*En cas de jour férié précédant ou suivant un week-end, la période d'astreinte sera prolongée sur la durée du jour férié.

3) Personnels d'astreinte

Sont appelés à effectuer :

- un service d'astreinte de décision : les élus-es, suivant le planning établi.
- Un service d'astreinte de sécurité : les agents titulaires et contractuels de droit public de la filière technique.

Obligations liées aux astreintes :

Si les agents placés sous astreinte de sécurité sont autorisés à s'absenter de leur domicile, ils doivent veiller à demeurer à proximité de celui-ci afin de pouvoir rejoindre un lieu d'intervention en 30 minutes maximum. Le respect de ce délai d'intervention est obligatoire.

Ils doivent veiller à rester joignables à tout moment soit sur le téléphone portable mis à disposition, soit sur un poste fixe prédéfini.
Ils doivent également veiller à un chargement satisfaisant permanent de la batterie du téléphone portable mis à leur disposition.

Compte tenu du type d'interventions prévues, aucun CACES n'est nécessaire.

En revanche, les agents assurant les astreintes de sécurité, quel que soit leur métier, devront avoir suivi la formation « habilitation électrique ».

Par ailleurs, le conseiller de prévention de la commune sera chargé de leur dispenser les règles de sécurité au travail et notamment les règles de signalisation temporaire de chantier

Enfin, chaque agent passera une visite chez le médecin de prévention. Toute restriction d'aptitude justifiera l'exclusion de l'agent du programme des astreintes.

4) Planification des astreintes

La collectivité doit veiller à définir, planifier et répartir les astreintes dans un délai raisonnable et suffisant.
Ainsi le planning sera établi au plus tard le 1er décembre de l'année N-1 pour l'année N.
L'astreinte est assurée à tour de rôle par les agents désignés suivant un calendrier annuel. Il sera diffusé à l'ensemble du personnel (dossier sur commun) et affiché dans l'ensemble des services (ateliers municipaux – mairie – médiathèque – espaces jeunesse – écoles et bâtiments communaux).
Ce calendrier pourra faire l'objet de modifications par nécessité de service (notamment en raison du remplacement d'un agent pour des raisons autres que personnelles) ou en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.
Ces modifications du calendrier devront, sauf imprévu, s'effectuer au plus tard 15 jours avant la prise d'astreinte.

Par ailleurs, un agent qui souhaite être remplacé pour une période d'astreinte doit en informer son responsable au plus tôt, et au minimum 5 jours ouvrés avant sa période d'astreinte, à charge pour lui de trouver son remplaçant, faute de quoi cette permutation sera rendue impossible.

5) Moyens matériels mis à disposition

Les moyens matériels suivants seront mis à disposition :

Astreintes de décision Elu-e référent-e	Astreintes de sécurité Responsable équipe d'astreinte
Planning des astreintes Listing des coordonnées téléphoniques (Maire – DGS – Responsable équipe d'astreinte – Présidents association – N° d'urgence)	- Téléphone portable - Listing des coordonnées téléphoniques (Maire – DGS – N° agents d'astreintes - Présidents association – N° d'urgence) - Véhicule de service (avec remisage), avec l'outillage spécifique nécessaire aux interventions (déplacements personnels interdits) - Matériel de première urgence nécessaire aux interventions - Accès aux clefs des bâtiments communaux

6) Déclenchement des astreintes de sécurité

Un des membres de l'équipe d'astreinte informe l'élu-e de la situation (Panne, désordre, dysfonctionnement ou dégradations).
Ensemble, ils évaluent la nécessité de déclencher le dispositif d'astreinte eu égard au tableau ci-dessous.

Situations possibles	**Recours aux astreintes, oui si …**	**Oui**	**Non**
Panne sur équipement technique / bâtiment communal	Si équipement en cours d'utilisation (manifestation – animation – prêt)		
	Si panne/dysfonctionnement engendre une surconsommation de fluide		
	Si panne/dysfonctionnement engendre un risque pour la sécurité des biens et/ou des usagers		
Désordre/dégradations sur bâtiment public	Si bâtiment en cours d'occupation		
	Si désordre/dégradations engendrent une surconsommation de fluide		
	Si désordre/dégradations engendrent un risque pour la sécurité des biens et/ou des usagers		
Désordre/dégradation sur la voirie publique	Si désordre/dégradations engendrent un risque pour la sécurité/santé des usagers		
Intempéries – enneigement - verglas	De nature à engendrer un risque pour les usagers		
Panne/désordre/dysfonctionnement/dégradations	De nature à perturber la continuité du service public		

Le/les agents d'astreinte contacté-s pour intervention, en fonction de leur compétences techniques, doit-vent être présent-s sur site dans un délai maximum de 30 minutes, après réception de l'appel.

7) Règlementation relative au temps de travail

La règlementation relative au temps de travail doit être respectée, même en cas de réalisation d'heures supplémentaires.
En effet, la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut pas excéder 48 heures par semaine et 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

- La durée quotidienne de travail ne peut pas dépasser 10 heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
- Le temps de repos minimum journalier est de 11 heures consécutives.
- Le temps de repos hebdomadaire minimum est fixé à 35 heures (dimanche inclus).

Aussi, si le personnel a été amené à réaliser un nombre important d'interventions durant son temps d'astreinte, la collectivité veillera à aménager son temps de travail afin qu'il puisse bénéficier d'une période de repos suffisante.

8) Protection sociale

Lors des interventions au titre des astreintes l'agent est considéré comme en activité et bénéficie des protections statutaires habituelles (accident de service ou de trajet, assurance responsabilité civile de l'employeur, protection fonctionnelle).

9) Obligations de l'agent d'astreinte

L'utilisation des moyens d'astreinte à des fins personnelles est interdite (véhicule d'astreinte hormis le trajet domicile-travail ou lieu d'intervention, téléphone…).

Le personnel d'astreinte doit se tenir à proximité de son domicile ou lieu de travail, dans un rayon lui permettant de respecter le délai d'intervention de 30 minutes maximum.
Le personnel d'astreinte doit être joignable à tout moment. Si un téléphone d'astreinte lui a été fourni, il relève de sa responsabilité de veiller à ce que celui-ci soit allumé, chargé, et relié au réseau cellulaire.
Le personnel d'astreinte doit être en mesure d'intervenir à tout moment, et être en pleine possession de ses capacités, eu égard notamment à une éventuelle consommation d'alcool ou de drogue.

En cas d'impossibilité d'assurer le service d'astreinte (maladie, accident, évènement grave et imprévu) l'agent d'astreinte avertira sans délai le responsable de l'équipe d'astreinte.

10) Régime d'indemnisation et de compensation des astreintes de sécurité

L'agent amené à assurer une période d'astreinte bénéficie :

- ✓ D'une indemnité d'astreinte
- ✓ Soit d'une indemnité d'intervention, rémunérant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte soit d'un repos compensant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte.

a) Indemnité d'astreinte

L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte.

Astreinte de décision - Elu-e	**Astreinte de sécurité**
	Agents d'astreinte – filière technique uniquement ▪ Semaine complète du lundi 17h00 au lundi suivant 7h00 = 149.48€ ▪ De week-end, du vendredi soir au lundi matin = 109.28€ ▪ De nuit entre le lundi et le samedi = 10.75€ ▪ Le samedi = 34.85€ ▪ Le dimanche ou un jour férié = 43.38€ *Montant augmenté de 50% si l'agent est prévenu moins de 15 jours francs avant le début de l'astreinte
Montants en vigueur	

b) Compensation des heures d'intervention

L'intervention correspond à un travail effectif, accompli par un agent pendant une période d'astreinte.
Les agents qui assurent l'astreinte de sécurité relèvent de la filière technique. Il convient cependant de distinguer les agents éligibles aux IHTS et ceux non éligibles aux IHTS.

Agents - filière technique éligibles aux IHTS	**Agents - filière technique non éligibles aux IHTS**
Les interventions peuvent donner lieu : ✓ au versement d'IHTS **Les 14 premières heures supplémentaires :** De jour : majoration de 1.25 De nuit : majoration de 1.25*2 De dimanche et jour férié majoration de 1.25*1.66 **A partir de la 15ème heure :** De jour : majoration de 1.27 De nuit : majoration de 1.27 *2 De dimanche et jour férié majoration de 1.27*1.66 ✓ **OU** être compensées de la manière suivante : - Heures de jour : récupération sans majoration (1/1) - Heures de dimanche et jours fériés : Majoration de 66% (1 heure effectuée = 1h40 récupérée) - Heures de nuit : Majoration de 100% (1 heure effectuée = 2 heures récupérées)	Les interventions peuvent donner lieu : ✓ Au versement d'une indemnité Jour de semaine : 16€/jour Nuit – Dimanche - Jour férié : 22€/jour ***Montants en vigueur*** ✓ **OU** être compensées de la manière suivante : - Heures de semaine : / - Heures de samedi : Majoration de 25% - Heures de nuit : Majoration de 50% - Heures de dimanche et jours fériés : Majoration de 100%

La rémunération et la compensation sont des modalités exclusives l'une de l'autre.

En cas de récupération, les heures doivent être récupérées avant la fin du mois suivant à compter de leur réalisation.
A défaut, les heures supplémentaires non récupérées dans le temps imparti sont perdues, sauf dans les cas de nécessités de service ou absence de l'agent pour raisons médicales.

Dans ces deux derniers cas (et uniquement dans ces deux cas), les heures pourront être récupérées au-delà de la fin du mois suivant.

II) FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES DE DENEIGEMENT (OU AUTRES EVENEMENTS CLIMATIQUES)

Pendant la période hivernale, la commune déploie les opérations de sablage, de salage et de déneigement de la voirie, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes.

Ces opérations relatives à la viabilité hivernale s'inscrivent dans le cadre des astreintes d'exploitation.

L'astreinte d'exploitation correspond « aux activités de prévention ou de réparation des accidents sur les infrastructures de transports et les équipements publics et aux activités de surveillance ou de viabilité des infrastructures de transports ».

1) Personnel concerné et leurs obligations

Les astreintes d'exploitation sont assurées par les agents titulaires et les contractuels de droit public, relevant de la filière technique.

Les agents, assurant les astreintes d'exploitation, dans le cadre des opérations de déneigement, sont tenus de demeurer à leur domicile ou à proximité (30 minutes maximum), afin d'être en mesure d'intervenir dans les plus brefs délais.

Le respect de ce délai d'intervention est obligatoire.

Ils doivent veiller à rester joignables à tout moment, soit sur le téléphone portable mis à disposition, soit sur un poste fixe ou portable personnel prédéfini.

Les opérations de déneigement sont assurées par une équipe d'astreinte, placée sous la responsabilité d'un coordonnateur.

2) Déclenchement et déroulement de l'astreinte de déneigement

Les opérations de déneigement sont organisées et supervisées par un coordonnateur, chargé de suivre les informations météo et de déclencher l'astreinte de déneigement la veille pour le lendemain.

L'équipe d'astreinte assure en semaine les opérations de viabilité de 4h00 à 10h00 (3 heures de nuit majorées à 100% + 3 heures de jour).

Selon la quantité et le type de précipitations reçues, les opérations de déneigement peuvent être poursuivies pour les autres agents techniques, suivant leurs horaires de travail habituels (de 7h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00).
Le cas échéant ces horaires de travail pourront être adaptées ou décalées, dans le respect du temps de travail journalier et des règles de repos.

Les opérations de déneigement nécessaires le week-end ou à l'occasion d'un jour férié, seront organisées suivant les besoins.

3) Régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes d'exploitation

L'agent amené à assurer une période d'astreinte bénéficie :

- ✓ D'une indemnité d'astreinte
- ✓ Soit d'une indemnité d'intervention, rémunérant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte
  Soit d'un repos compensant le travail effectif réalisé au cours de l'astreinte.

a) Indemnité d'astreinte

Période d'astreinte/Montant de l'indemnité
▪ Semaine complète du lundi 17h00 au lundi suivant 7h00 = 159.20€ ▪ De week-end, du vendredi soir au lundi matin = 116.20€ ▪ De nuit entre le lundi et le samedi = 10.75€ ▪ Le samedi = 37.40€ ▪ Le dimanche ou un jour férié = 46.55€ **** Montants en vigueur***

b) Compensation des heures d'intervention « en dehors du temps de travail journalier »

La compensation des heures d'intervention concerne les deux situations suivantes :
1 : Les travaux réalisés en semaine, du lundi au vendredi au-delà du créneau de 4h00 à 10h00.
2 : Les travaux réalisés, le samedi, le dimanche ou à l'occasion d'un jour férié.

L'intervention correspond à un travail effectif, accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Les agents qui assurent l'astreinte d'exploitation relèvent de la filière technique, et des catégories B et C. Ils sont donc éligibles aux IHTS.

Les agents d'astreinte pourront opter **soit** pour l'indemnisation **soit** pour la récupération des heures effectuées.

Indemnisation des heures effectuées	**Récupération des heures effectuées**
Les 14 premières heures supplémentaires : De jour : majoration de 1.25 De nuit : majoration de 1.25*2 De dimanche et jour férié majoration de 1.25*1.66 **A partir de la 15ème heure :** De jour : majoration de 1.27 De nuit : majoration de 1.27 *2 De dimanche et jour férié majoration de 1.27*1.66	- Heures du lundi au samedi inclus : récupération sans majoration (1 heure effectuée = 1h00 récupérée) - Heures de dimanche et jours fériés : Majoration de 66% (1 heure effectuée = 1h40 récupérée) - Heures de nuit : Majoration de 100% (1 heure effectuée = 2 heures récupérées)

III) PERMANENCES DE SERVICE

1) Notion de « permanence de service »

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié ».

En période de permanence, l'agent :

- Ne peut pas vaquer librement à des occupations personnelles
- La permanence doit être réalisée sur le lieu de travail, et ne peut se dérouler dans l'environnement de la vie privée des agents concernées
- Durant la permanence, parce que l'agent ne peut vaquer librement à des occupations personnelles, et qu'il est à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, le temps de travail est considéré comme du temps de travail effectif.

L'assemblée délibérante peut mettre en place des permanences lorsque les exigences de continuité du Service le justifient.

Deux activités nécessitent la mise en place de permanences de service :

L'entretien de la voie publique (vidange des corbeilles) :

- Hors festivité : intervention d'un agent le samedi (durée d'intervention 3h00)
- Pendant les festivités : intervention d'un agent le samedi (durée d'intervention 3h00) et de deux agents le dimanche (durée d'intervention 3h00).

L'arrosage des fleurs et plantes produites en serre, de mars à octobre : intervention d'un agent le samedi et le dimanche (durée d'intervention 3h00)

Le temps de travail de la permanence est considéré comme du temps de travail effectif.
Elle donne lieu soit au versement d'une indemnité de permanence, soit à défaut au bénéfice d'un repos compensateur.

2) Personnel concerné

Tous les agents publics sont concernés par le dispositif de la permanence, quelle que soit la filière et leur statut (fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, contractuels de droit public).
Les agents contractuels de droit privé font l'objet d'une réglementation spécifique.

3) Régime d'indemnisation et de compensation des permanences

	Indemnité de permanence	Repos compensateur	Autres dispositions
Agents titulaires – filière technique (espaces verts)	Le samedi : 112.20€ Le dimanche ou jour férié : 139.65€ ***Montants en vigueur***	/	
Agents contractuels de droit privé (propreté urbaine) * Dans le respect du repos hebdomadaire (35 heures)		Soit repos compensateur Durée effective de travail majorée de 25%	Soit indemnisation des heures effectuées majorées de 25%